

PROJET D'AMENAGEMENT DE LA DÉVIATION DE VILLE DIEU-SUR-INDRE

Département de l'Indre (36)

Dossier de Déclaration d'Utilité Publique

Septembre 2020



DOSSIER DE DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE

AMÉNAGEMENT DE LA DÉVIATION DE VILLEDIEU-SUR-INDRE



DÉPARTEMENT DE L'INDRE

DGA des Routes, des Transports, du Patrimoine et de l'Éducation

Direction des Routes

Place de la Victoire et des Alliés

CS N°20639

36020 CHATEAUROUX Cedex

Tel : 02.54.08.37.41

Fax : 02.54.08.37.47

INTERVENANT



ADEV Environnement

2, rue Jules Ferry

36300 Le Blanc

Tél : 02 54 37 19 68

Fax : 02 54 37 99 27

Mail :

contact@adev-environnement.com

COORDINATION ET REALISATION DU DOSSIER D'ETUDE D'IMPACT

Rédaction :

Xavier EHRET

Chef de projet Environnement

Relecture / validation :

Sébastien ILLOVIC

Directeur

VERSION

V1 (27/01/2020)

V2 (16/07/2020)

V3 (18/09/2020)

TABLE DES MATIERES

PIECE 1 : PLAN GENERAL DE SITUATION	5
PIECE 2 : PLAN GENERAL DES TRAVAUX	8
PIECE 3 : NOTICE EXPLICATIVE	10
1 PREAMBULE	11
2 OBJET ET CONDITIONS DE L'ENQUETE, INFORMATIONS JURIDIQUES ET ADMINISTRATIVES	11
2.1 Maître d'ouvrage.....	11
2.2 Maître d'œuvre	11
2.3 Présentation générale du projet soumis à l'enquête.....	11
2.4 Fondements et objet de l'enquête.....	12
2.5 Principe généraux de l'enquête et procédures	12
2.6 Contenu du dossier d'enquête publique unique	13
3 DESCRIPTION DU PROJET	14
3.1 Descriptif sommaire des travaux.....	14
3.2 Coût estimatif du projet	14
4 COMPATIBILITE DU PROJET AVEC LES DOCUMENTS D'URBANISME	14
4.1 Les Schémas de Cohérence Territoriale	14
4.2 Les documents d'urbanisme communaux	14
5 JUSTIFICATION DE L'UTILITE PUBLIQUE DU PROJET	15
5.1 Objectif de l'opération.....	15
5.2 Historique du projet.....	15
5.3 Etude des variantes du projet mené en 2010.....	15
5.3.1.1 Description des variantes	15
5.3.1.2 Analyse multicritères.....	16
5.4 Etude des variantes du projet mené depuis 2011.....	18
5.5 Reflexions sur les variantes du projet menées en 2018 et raison du choix de la solution retenue.....	18
6 PROCESSUS DE CONCERTATION RELATIF AU PROJET	19
6.1 Concertation préalable à la DUP	19
6.2 Consultation de l'autorité environnementale.....	19
7 INSERTION DE L'ENQUETE DANS LA PROCEDURE ADMINISTRATIVE RELATIVE A L'OPERATION.....	20
7.1 Enquête publique.....	20
7.2 Organisation et déroulement de l'enquête publique.....	20
7.2.1 Désignation de la commission d'enquête	20
7.2.2 Organisation de l'enquête	20
7.2.3 Publicité de l'enquête publique	21
7.2.4 Durée de l'enquête publique	21
7.2.5 Clôture de l'enquête publique	21
7.2.6 Rapport et conclusions	21
7.2.7 La déclaration de projet	22
7.2.8 La déclaration d'utilité publique	22
7.3 Les autorisations sollicitées à l'issue de l'enquête publique.....	22
7.3.1 La déclaration d'utilité publique	22
7.3.2 L'arrêté de cessibilité après enquête parcellaire	23
7.3.3 La phase judiciaire de la procédure d'expropriation.....	23
7.4 La procédure d'enquête publique unique et mention des autorisations nécessaires pour réaliser le projet	23
7.4.1 La procédure « Loi Eau » au titre des articles L214-1 et suivants du Code de l'Environnement.....	23
7.4.2 Demande d'autorisation de défrichement.....	24
7.4.3 Dossier d'Autorisation environnementale	24
7.4.4 L'archéologie préventive.....	24

7.4.5 NATURA 2000.....	24
7.4.6 Les études de projet.....	24
7.5 L'aménagement foncier agricole et forestier.....	24
7.6 Classement / Déclassement	24
8 TEXTES REGISSANT L'ENQUETE	24
8.1 Textes relatifs aux enquêtes publiques	24
8.2 Autres textes applicables au projet.....	25
8.2.1 Textes relatifs à la protection de la nature et aux études d'impact	25
8.2.2 Textes relatifs au bruit	25
8.2.3 Textes relatifs à l'eau	25
8.2.4 Textes relatifs à l'air et la protection de la santé	25
8.2.5 Textes relatifs au paysage	26
8.2.6 Textes relatifs à la protection du patrimoine et aux fouilles archéologiques	26

PIECE 4 : CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DES OUVRAGES LES PLUS IMPORTANTS **27**

1 DESCRIPTION DES PRINCIPALES CARACTÉRISTIQUES DU PROJET.....	28
1.1 Caractéristiques principales du projet.....	28
1.2 Tracé en plan.....	28
1.3 Carrefours plans type double tourne à gauche	30
1.4 Profil en travers.....	31
2 LES OUVRAGES DE RETABLISSEMENT HYDRAULIQUE	32
3 LE BASSIN MULTIFONCTION	39
3.1 Définition des bassins versants routiers.....	39
3.2 Volumes à stocker	39
3.3 Descriptifs des ouvrages.....	41

PIECE 5 : APPRECIATION SOMMAIRE DES DEPENSES..... **47**

1 COUT PREVISIONNEL DE REALISATION	48
2 DETAIL PAR POSTE	48
2.1 Etudes & divers.....	48
2.2 Acquisitions foncières.....	49
2.3 Estimations travaux	49
2.4 Suivi environnemental.....	50
3 FINANCEMENT	51

PIECE 6 : DOSSIER DE MISE EN COMPATIBILITE DU PLU DE VILLEDIEU-SUR-INDRE ET DU PLU DE NIHERNE..... **52****PIECE 7 : ÉTUDE D'IMPACT** **53****PIECE 8 : DECISIONS DE CAS PAR CAS SOUMETTANT LE PROJET A EVALUATION ENVIRONNEMENTALE** **54****PIECE 9 : BILAN DE LA PROCEDURE DE CONCERTATION PUBLIQUE** **57****PIECE 10 : DELIBERATION DU 6 DECEMBRE 2019 AUTORISANT LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL A SAISIR LES SERVICES DE L'ETAT POUR L'INSTRUCTION DES PROCEDURES DEMANDEES ET L'ORGANISATION DE L'ENQUETE PUBLIQUE** **67****PIECE 11 : ANNEXES (AVIS DU DOMAINE)** **69**

TABLE DES FIGURES

Figure 1 : Présentation des variantes (2010)17

Figure 2 : variante proposée à la concertation (juin 2018)19

Figure 3 : Tracé final issu de la concertation (octobre 2018)19

Figure 4 : Plan général du projet29

Figure 5 : Description et localisation des carrefours.....30

Figure 6 : Profil en travers type en section courante (en 2x1 voie)31

TABLE DES PLANS

Plan 1 : Localisation du projet de déviation et aire d'étude de 500 m de part et d'autre du tracé.....6

Plan 2 : Localisation des zones d'études7

Plan 3 : Plan général des travaux9

Plan 4 : Carte des écoulements.....33

Plan 5 : Plan de principe des surfaces contributives aux écoulements vers les bassins de rétention40

TABLE DES TABLEAUX

Tableau 1 : État d'avancement des PLU des communes concernées par le projet14

Tableau 2 : historique du projet.....15

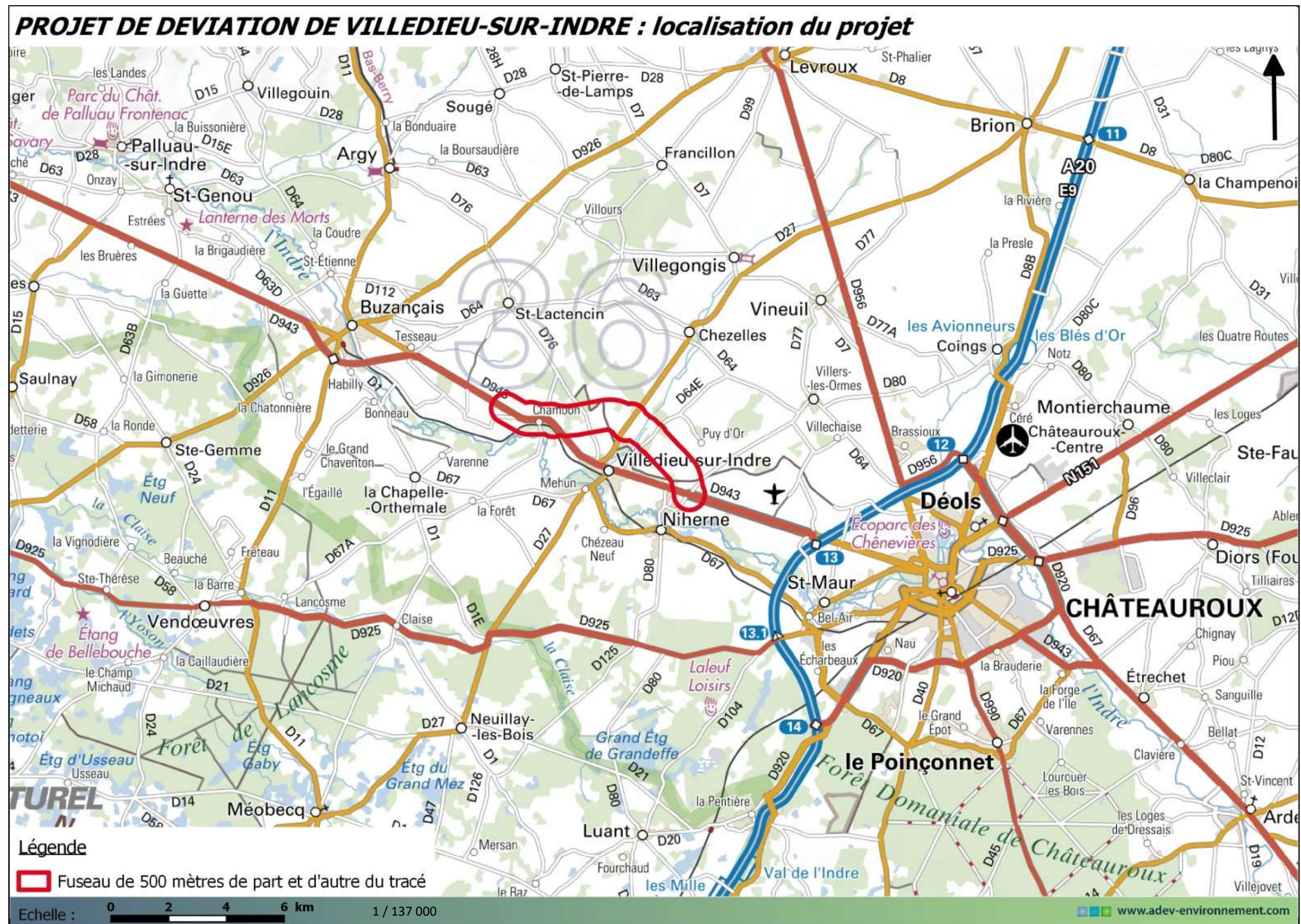
Tableau 3 : Synthèse de la comparaison des variantes.....16

Tableau 4 : Bassins versants routiers de la déviation de Villedieu-sur-Indre.....39

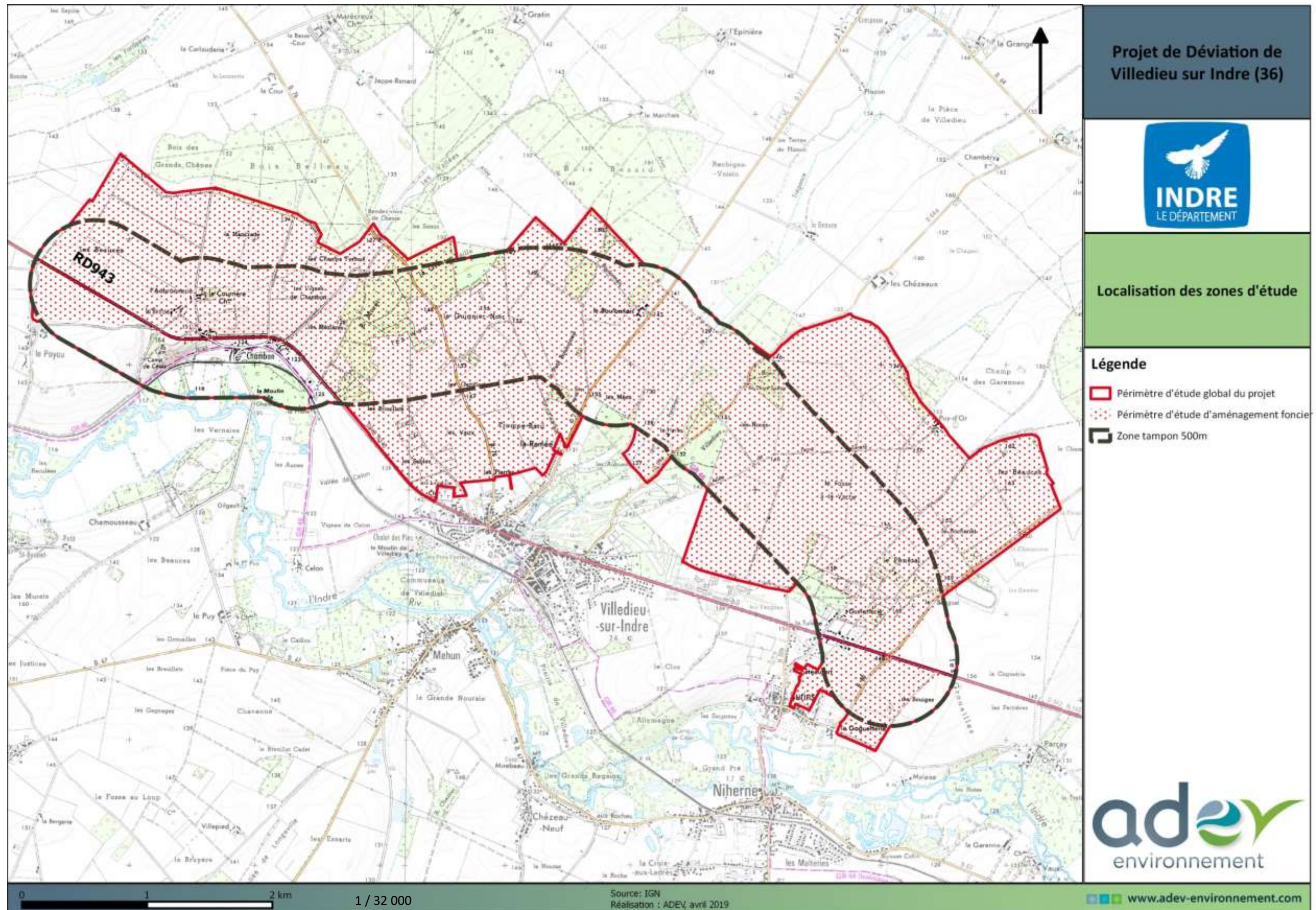
Tableau 5 : Volumes à stocker pour une pluie de retour T = 10 ans pour les bassins versants routiers de la déviation de Villedieu-sur-Indre39

Tableau 6 : Caractéristiques des bassins de rétention.....41

PIECE 1 : PLAN GENERAL DE SITUATION

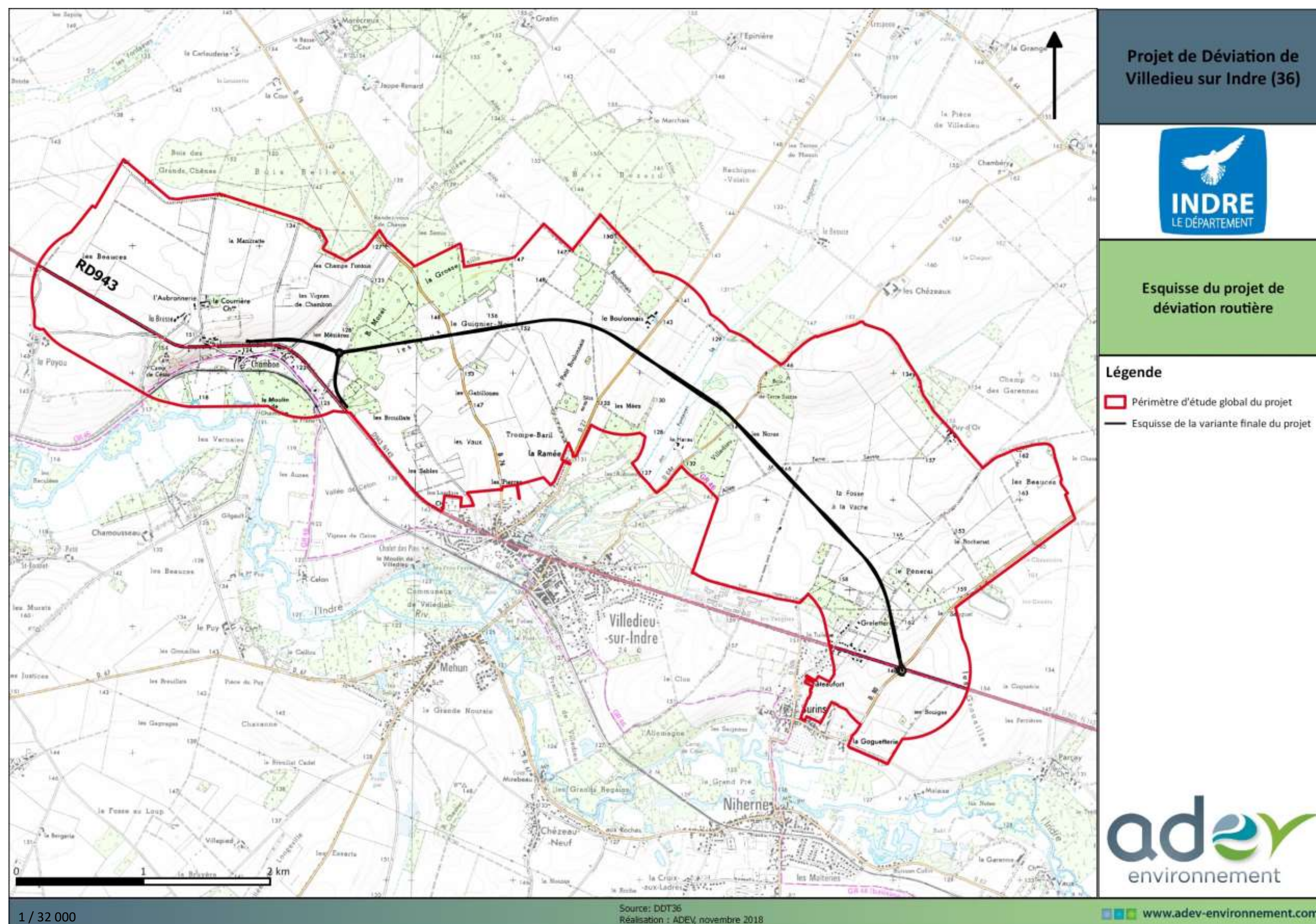


Plan 1 : Localisation du projet de déviation et aire d'étude de 500 m de part et d'autre du tracé



Plan 2 : Localisation des zones d'études

PIECE 2 : PLAN GENERAL DES TRAVAUX



Plan 3 : Plan général des travaux

Les plans de détails sont présents en pièces jointes.

PIECE 3 : NOTICE EXPLICATIVE

1 PREAMBULE

La procédure de Déclaration d'Utilité Publique (DUP) est une procédure exorbitante du droit commun, par laquelle l'utilité publique des travaux projetés est reconnue, et permettant la mise en compatibilité des documents d'urbanisme, et si nécessaire, le recours à l'expropriation.

La loi soumet à un régime d'enquête publique dite « enquête environnementale », en application de l'article L123-2 du Code de l'Environnement, les projets de travaux, d'ouvrages ou d'aménagements publics et privés qui, par leur nature, leurs dimensions ou leur localisation sont susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement ou la santé humaine, et en application de l'article L 153-55 du code de l'urbanisme, dès lors que la Déclaration d'Utilité Publique vaut mise en compatibilité du document d'urbanisme communal.

La liste des catégories d'aménagements, d'ouvrages ou de travaux soumis à ce régime est limitativement définie par renvoi aux projets soumis à étude d'impact visés au tableau annexé à l'article R122-2 du Code de l'Environnement.

Le projet d'aménagement de la déviation de Villedieu-sur-Indre ne fait pas l'objet d'une étude d'impact systématique. En effet, conformément au décret 2016-1110 du 11/08/2016 codifié aux articles R. 122-1 et suivants du code de l'environnement relatif à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, le projet est soumis à la **procédure d'examen au cas par cas au titre de la rubrique 6 du tableau figurant en annexe de l'article R 122-2 du code de l'environnement**. De plus, au regard de la surface du projet et de ses conséquences sur l'eau et les milieux aquatiques, **le projet est soumis à autorisation au titre des rubriques 2.1.5.0., 3.2.2.0 et 3.3.1.0. de la nomenclature du tableau figurant en annexe de l'article R 214-1 du code de l'environnement**.

Ce projet d'une longueur inférieure à 10 kms doit en conséquence être soumis à la procédure d'examen au cas par cas. A cet effet, l'autorité environnementale a été saisie le 21/02/2018 et n'a pas répondu dans le délai réglementaire de 35 jours ; cette absence de réponse valant obligation de réaliser une évaluation environnementale. En application de l'article L 121-18-III du Code de l'Environnement, la décision tacite de cas par cas, valant déclaration d'intention, a été publiée sur le site internet du Département le 14/06/2018. Par arrêté du 13 juillet 2018, Monsieur le Préfet de Région a annulé la décision tacite et a expressément soumis le projet à évaluation environnementale.

2 OBJET ET CONDITIONS DE L'ENQUETE, INFORMATIONS JURIDIQUES ET ADMINISTRATIVES

Le présent chapitre a pour objet de rappeler les modalités de l'enquête publique préalable à la Déclaration d'Utilité Publique valant Mise En Compatibilité du Document d'Urbanisme (MECDU), ainsi que les principales procédures administratives mises en œuvre pour assurer l'information du public et la protection des intérêts en présence, dans le cadre du projet d'aménagement de la déviation de Villedieu-sur-Indre dans le département de l'Indre (36).

2.1 MAÎTRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage du projet est le Département de l'Indre :

DEPARTEMENT DE L'INDRE

DGA des Routes, des Transports, du Patrimoine et de l'Éducation

Direction des Routes

Place de la Victoire et des Alliés

CS N°20639

36020 CHATEAUROUX Cedex

Tel : 02.54.08.37.41 / Fax : 02.54.08.37.47

SIRET : 223 600 016 00016



2.2 MAÎTRE D'ŒUVRE

La Maîtrise d'œuvre est constituée par les équipes du Département de l'Indre :

DEPARTEMENT DE L'INDRE

DGA des Routes, des Transports, du Patrimoine et de l'Éducation

Direction des Routes

Place de la Victoire et des Alliés

CS N°20639

36020 CHATEAUROUX Cedex

Tel : 02.54.08.37.41 / Fax : 02.54.08.37.47

2.3 PRÉSENTATION GÉNÉRALE DU PROJET SOUMIS À L'ENQUÊTE

Le projet d'aménagement de la voie de contournement de Villedieu-sur-Indre répond à la volonté du Département de l'Indre d'améliorer les conditions de sécurité des déplacements et d'améliorer la qualité de vie dans l'agglomération.

La RD 943 relie Châteauroux à Tours et traverse Villedieu-sur-Indre. Une portion de cet axe a fait l'objet d'une mise à 2x2 voies : entre l'embranchement de l'autoroute A20 et le carrefour avec la RD80, sur la commune de Niherne. C'est le tronçon le plus circulé de la RD943 entre Châteauroux et Tours, dans l'Indre, avec 8 925 véhicules / jours (dont 875 Poids-Lourds) en 2017 (TMJA).

Le Département de l'Indre souhaite poursuivre les améliorations engagées sur cet axe en aménageant une voie de contournement de part et d'autre du centre de Villedieu-sur-Indre.

2.4 FONDLEMENTS ET OBJET DE L'ENQUÊTE

L'enquête publique vise notamment à :

- préciser au public le projet avec les conditions de son intégration dans son milieu d'accueil, permettre au plus grand nombre possible de personnes de faire connaître leurs remarques et de s'exprimer,
- apporter ainsi tous les éléments d'information à l'autorité compétente et qui lui permettent l'appréciation exacte de l'utilité publique du projet,
- assurer l'information et la participation du public ainsi que la prise en compte des intérêts des tiers dans le cadre du projet.

Objet de l'enquête :

Le projet d'aménagement de la voie de contournement de Villedieu-sur-Indre est soumis à enquête publique requise et effectuée :

- au titre des articles L.123-1 à L.123-19 et R.123-1 à R.123-24 du Code de l'Environnement, s'agissant d'une opération susceptible d'affecter l'environnement,
- au titre des articles L.110-1 et suivants, R.111-1 et suivants du Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique, s'agissant d'une opération nécessitant des acquisitions foncières par procédure d'expropriation si besoin,
- au titre des articles L. 153-54 et suivants du code de l'urbanisme, s'agissant d'une opération nécessite une MECDU
- au titre des articles L. 341-1 et suivants du code forestier, s'agissant d'une opération qui nécessite le défrichement d'espaces boisés

L'article R.123-1 du Code de l'Environnement mentionne que les projets devant faire l'objet d'une enquête publique sont, à minima ceux nécessitant la réalisation d'une étude d'impact : « Pour l'application du 1° du I de l'article L. 123-2, font l'objet d'une enquête publique soumise aux prescriptions du présent chapitre les projets de travaux, d'ouvrages ou d'aménagements soumis de façon systématique à la réalisation d'une étude d'impact en application des II et III de l'article R. 122-2 et ceux qui, à l'issue de l'examen au cas par cas prévu au même article, sont soumis à la réalisation d'une telle étude. »

Selon l'article R.122-2 du Code de l'Environnement, les travaux, ouvrages ou aménagements énumérés dans le tableau annexé à cet article sont soumis à une étude d'impact soit de façon systématique, soit après un examen au cas par cas, en fonction des critères précisés dans ce tableau.

L'aménagement de la voie de contournement de Villedieu-sur-Indre est concerné par les rubriques suivantes figurant au tableau annexé à l'article R.122-2 du Code de l'Environnement :

Catégorie d'aménagement	Seuils « évaluation environnementale systématique »	Seuils « examen au cas »	Caractéristiques du projet	Procédure concernant le projet
Infrastructures routières (6d)	Toutes routes d'une longueur supérieure à 10 kilomètres	Toutes autres routes d'une longueur inférieure à 10 kilomètres	Aménagement d'une nouvelle voie sur un linéaire d'environ 2,5 km	Examen au cas par cas : décision tacite de soumission du projet à évaluation environnementale

Conformément à ces dispositions, une demande de cas par cas a été déposée le 21/02/2018, cette demande ayant fait l'objet d'une décision de soumission à évaluation environnementale, la réalisation du projet est soumise à étude d'impact, et donc à enquête publique. Les emprises nécessaires à la réalisation du projet concernent des parcelles cadastrales publiques et

privées. L'opération envisagée nécessite la réalisation d'une procédure d'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique, permettant de recourir à des expropriations de biens et d'immeubles, conformément aux articles R.111-1 et suivants du Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique.

Une enquête publique est également nécessaire au titre de la procédure unique d'autorisation environnementale prévue à l'article L 181-1 et R 181-36 du code de l'environnement.

De plus, le projet prévoit la mise en comptabilité du PLU de Villedieu-sur-Indre, ce qui impose l'organisation d'une enquête publique au titre de l'article L. 153-54 du code de l'urbanisme

Une enquête publique unique est donc menée, conformément aux articles L 123-6 et L 181-10 et R.123-7 du Code de l'Environnement, R 111-1 et suivants du Code de l'Expropriation pour Cause d'Utilité Publique, L 153-54 du code de l'Urbanisme et L 341-3 du Code forestier.

La présente enquête publique est régie par le Code de l'environnement. Elle permet d'informer le public et de recueillir ses appréciations, suggestions et contre-propositions, postérieurement à l'étude d'impact lorsque celle-ci est requise, afin de permettre à l'autorité compétente de disposer de tous éléments nécessaires à son information (article L. 123-3 du Code de l'environnement).

2.5 PRINCIPE GÉNÉRAUX DE L'ENQUÊTE ET PROCÉDURES

L'enquête est effectuée dans les conditions prévues par les articles L.123-1 à 19 et R123-1 à 27 du code de l'environnement.

L'enquête publique est rendue nécessaire conformément aux précisions des articles L.123-2 et R.123-1 du code de l'Environnement qui stipule que tous les projets de travaux d'ouvrages ou d'aménagements soumis à l'évaluation environnementale font l'objet d'une enquête publique, dans la mesure où il ne s'agit pas de travaux d'entretien, de maintenance ou de grosses réparations.

L'enquête porte également sur la Déclaration d'utilité Publique des travaux d'aménagement de la voie de contournement de Villedieu sur Indre valant mise en compatibilité du PLU de la commune de VILLEDIEU SUR INDRE conformément à l'article L 153-54 du Code de l'Urbanisme.

Rappelons par ailleurs qu'une enquête publique est nécessaire dans le cadre de la procédure d'Autorisation Environnementale au titre de la protection de l'eau et des milieux aquatiques et marins dans la mesure où le projet est soumis à autorisation, au titre de cette réglementation.

En application de l'article L.123-6 du Code de l'Environnement « lorsque la réalisation d'un projet, plan ou programme est soumise à l'organisation de plusieurs enquêtes publiques dont l'une au moins en application de l'article L. 123-2, il peut être procédé à une enquête unique régie par la présente section dès lors que les autorités compétentes pour prendre la décision désignent d'un commun accord celle qui sera chargée d'ouvrir et d'organiser cette enquête. A défaut de cet accord, et sur la demande du maître d'ouvrage ou de la personne publique responsable, le représentant de l'État, dès lors qu'il est compétent pour prendre l'une des décisions d'autorisation ou d'approbation envisagées, peut ouvrir et organiser l'enquête unique.

Dans les mêmes conditions, il peut également être procédé à une enquête unique lorsque les enquêtes de plusieurs projets, plans ou programmes peuvent être organisées simultanément et que l'organisation d'une telle enquête contribue à améliorer l'information et la participation du public.

La durée de l'enquête publique ne peut être inférieure à la durée minimale de la plus longue prévue par l'une des législations concernées. Le dossier soumis à enquête publique unique comporte les pièces ou éléments exigés au titre de chacune des enquêtes initialement requises et une note de présentation non technique du ou des projets, plans ou programmes.

Cette enquête unique fait l'objet d'un rapport unique du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête ainsi que de conclusions motivées au titre de chacune des enquêtes publiques initialement requises.

II. - En cas de contestation d'une décision prise au terme d'une enquête publique organisée dans les conditions du présent article, la régularité du dossier est appréciée au regard des règles spécifiques applicables à la décision contestée. »

En application de l'article R.123-7 du Code de l'Environnement, « *Lorsqu'en application de l'article L. 123-6 une enquête publique unique est réalisée, l'arrêté d'ouverture de l'enquête précise, s'il y a lieu, les coordonnées de chaque maître d'ouvrage responsable des différents éléments du projet, plan ou programme soumis à enquête et le dossier soumis à enquête publique est établi sous la responsabilité de chacun d'entre eux.*

L'enquête unique fait l'objet d'un registre d'enquête unique.

L'autorité chargée d'ouvrir et d'organiser l'enquête adresse, dès leur réception, copie du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête à chacune des autorités compétentes pour prendre les décisions en vue desquelles l'enquête unique a été organisée, au président du tribunal administratif et au maître d'ouvrage de chaque projet, plan ou programme. »

C'est une enquête unique qui sera menée conformément à l'article L.123-6 du code de l'Environnement. A ce titre, seront obtenues au terme de celle-ci :

- La déclaration d'utilité publique, permettant une éventuelle acquisition de terrains par expropriation ;
- L'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale unique au titre de la loi sur l'eau (et autorisation de défrichement) ;
- La mise en compatibilité des documents d'urbanisme, emportée par la déclaration d'utilité publique

Selon les résultats de l'enquête publique, l'opération qui sera réalisée pourra différer de celle présentée au présent dossier.

Il peut s'agir d'adaptations de détail, en fonction des demandes retenues à l'issue de la présente enquête, ou à la demande de la commission d'enquête. Un mémoire en réponse au rapport du commissaire enquêteur ou à la commission d'enquête pourra alors être établi, le cas échéant, par le Maître d'ouvrage pour répondre point par point aux demandes formulées.

Suivant l'article L.123-14 I du Code de l'Environnement, pendant l'enquête publique, si la personne responsable du projet estime nécessaire d'apporter à celui-ci des modifications substantielles, l'autorité compétente pour ouvrir et organiser l'enquête, suspendre l'enquête pendant une durée maximale de six mois. Pendant ce délai, le nouveau projet et l'étude d'impact modifiée sont transmis à l'autorité environnementale pour un nouvel avis, et à l'issue de ce délai, l'enquête est prolongée d'une durée d'au moins 30 jours après information du public.

Suivant l'article L.123-14 II du Code de l'Environnement, au vu des conclusions du commissaire enquêteur, la personne responsable du projet à la possibilité de demander une enquête complémentaire si elle estime souhaitable d'apporter à ce dernier des modifications substantielles.

L'enquête complémentaire porte sur les avantages et inconvénients de ces modifications pour le projet et pour l'environnement. Dans le cas des projets d'infrastructures linéaires, l'enquête complémentaire peut n'être organisée que sur les territoires concernés par la modification. Dans le cas d'enquête complémentaire, le point de départ du délai pour prendre la décision après clôture de l'enquête est reporté à la date de clôture de la seconde enquête.

Avant l'ouverture de l'enquête publique complémentaire, le nouveau projet accompagné de l'étude d'impact ou du rapport sur les incidences environnementales intégrant ces modifications, est transmis pour avis à l'autorité environnementale.

2.6 CONTENU DU DOSSIER D'ENQUÊTE PUBLIQUE UNIQUE

Conformément à l'article R123-8 du code de l'environnement, Le dossier soumis à l'enquête publique comprend les pièces et avis exigés par les législations et réglementations applicables au projet, plan ou programme.

Le dossier comprend au moins :

1° Lorsqu'ils sont requis, l'étude d'impact et son résumé non technique, le rapport sur les incidences environnementales et son résumé non technique, et, le cas échéant, la décision prise après un examen au cas par cas par l'autorité environnementale mentionnée au IV de l'article L. 122-1 ou à l'article L. 122-4, ainsi que l'avis de l'autorité environnementale mentionné au III de l'article L. 122-1 et à l'article L. 122-7 du présent code ou à l'article L. 104-6 du code de l'urbanisme ;

2° En l'absence d'évaluation environnementale le cas échéant, la décision prise après un d'examen au cas par cas par l'autorité environnementale ne soumettant pas le projet, plan ou programme à évaluation environnementale et, lorsqu'elle est requise, l'étude d'incidence environnementale mentionnée à l'article L. 181-8 et son résumé non technique, une note de présentation précisant les coordonnées du maître d'ouvrage ou de la personne publique responsable du projet, plan ou programme, l'objet de l'enquête, les caractéristiques les plus importantes du projet, plan ou programme et présentant un résumé des principales raisons pour lesquelles, notamment du point de vue de l'environnement, le projet, plan ou programme soumis à enquête a été retenu ;

3° La mention des textes qui régissent l'enquête publique en cause et l'indication de la façon dont cette enquête s'insère dans la procédure administrative relative au projet, plan ou programme considéré, ainsi que la ou les décisions pouvant être adoptées au terme de l'enquête et les autorités compétentes pour prendre la décision d'autorisation ou d'approbation ;

4° Lorsqu'ils sont rendus obligatoires par un texte législatif ou réglementaire préalablement à l'ouverture de l'enquête, les avis émis sur le projet plan, ou programme ;

5° Le bilan de la procédure de débat public organisée dans les conditions définies aux articles L. 121-8 à L. 121-15, de la concertation préalable définie à l'article L. 121-16 ou de toute autre procédure prévue par les textes en vigueur permettant au public de participer effectivement au processus de décision. Il comprend également l'acte prévu à l'article L. 121-13. Lorsque aucun débat public ou lorsque aucune concertation préalable n'a eu lieu, le dossier le mentionne ;

6° La mention des autres autorisations nécessaires pour réaliser le projet dont le ou les maîtres d'ouvrage ont connaissance.

L'autorité administrative compétente disjoint du dossier soumis à l'enquête et aux consultations prévues ci-après les informations dont la divulgation est susceptible de porter atteinte aux intérêts mentionnés au I de l'article L. 124-4 et au II de l'article L. 124-5.

Concernant les acquisitions foncières à mener par voie d'expropriation, le dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique répond en outre à la réglementation en vigueur, en particulier aux dispositions de l'article R 112-4 du Code de l'Expropriation. Le dossier comprend ainsi les pièces suivantes :

- Une notice explicative ;
- Un plan de situation ;
- Le plan général des travaux ;
- Les caractéristiques principales des ouvrages les plus importants ;
- L'appréciation sommaire des dépenses ;
- L'étude d'impact définie à l'article R. 122-3 du Code de l'environnement.

Le présent dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique comporte les pièces suivantes :

- Pièce 1 : Plan général de situation ;
- Pièce 2 : Plan général des travaux ;
- Pièce 3 : Notice explicative ;
- Pièce 4 : Caractéristiques principales des ouvrages les plus importants ;
- Pièce 5 : Appréciation sommaire des dépenses ;
- Pièce 6 : Dossier de mise en compatibilité du PLU de Villedieu-sur-Indre et du PLU de Niherne ;
- Pièce 7 : Étude d'impact, définie à l'article R.122-3 du Code de l'Environnement, et ses annexes ;
- Pièce 8 : Décisions de cas par cas soumettant le projet à évaluation environnementale ;
- Pièce 9 : Bilan de la procédure de concertation publique ;
- Pièce 10 : Délibération du 6 décembre 2019 autorisant le Président du Conseil Départemental à saisir les services de l'Etat pour l'instruction des procédures demandées et l'organisation de l'enquête publique ;
- Pièce 11 : Annexes (avis du Domaine).

3 DESCRIPTION DU PROJET

3.1 DESCRIPTIF SOMMAIRE DES TRAVAUX

Le projet d'aménagement de la voie de contournement de Villedieu-sur-Indre répond à la volonté du Département de l'Indre d'améliorer les conditions de sécurité des déplacements et d'améliorer la qualité de vie dans la commune.

La RD 943 relie Châteauroux à Tours et traverse Villedieu-sur-Indre. Une portion de cet axe a fait l'objet d'une mise à 2x2 voies : entre l'embranchement de l'autoroute A20 et le carrefour avec la RD80, sur la commune de Niherne. C'est le tronçon le plus circulé de la RD943 entre Châteauroux et Tours, dans l'Indre, avec 8 925 véhicules / jours (dont 875 Poids-Lourds) en 2017 (TMJA).

Le Département de l'Indre souhaite poursuivre les améliorations engagées sur cet axe en aménageant une voie de contournement de part et d'autre du centre de Villedieu-sur-Indre.

3.2 COÛT ESTIMATIF DU PROJET

Le coût estimatif du projet est de 20 280 000,00€.

4 COMPATIBILITE DU PROJET AVEC LES DOCUMENTS D'URBANISME

4.1 LES SCHÉMAS DE COHÉRENCE TERRITORIALE

Un Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) est un document de planification, initié par la loi Solidarité et Renouvellement Urbain (SRU) du 13 Décembre 2000 (codifiée au code de l'urbanisme par les articles L122-1-1 à L122-19), qui fixe les

orientations fondamentales de l'aménagement de l'espace intercommunal, à l'horizon des 20 prochaines années, en préservant l'équilibre entre l'extension urbaine, l'exercice de l'activité agricole, le développement des autres activités économiques, la protection des espaces forestiers, des sites et des paysages et la préservation des sites naturels. Il prend en compte les programmes de l'État, des Collectivités Locales, des Établissements et Services Publics et détermine ainsi la destination générale des sols et la localisation des grands équipements d'infrastructure et de superstructure.

Un SCOT est destiné à servir de cadre de référence pour les différentes politiques sectorielles centrées notamment sur les questions d'habitat, de déplacements, d'équipement commercial, d'environnement, d'organisation d'espace, Il assure ainsi la cohérence du territoire et de ses différences documents sectoriels (PLH, PDU) d'urbanisme (PLU) établis au niveau communal.

Les communes de Villedieu sur Indre et Niherne sont incluses dans le territoire du SCOT du Pays Castelroussin.

Le Document d'Orientations et d'Objectifs du SCOT préconise « l'aménagement progressif de la RD 943, avec le projet de déviation au nord de Villedieu (du hameau de Surins à celui de Chambon) dans un premier temps, puis jusqu'à Buzançais dans un second temps, ce qui permettra un ancrage plus performant de ce pôle économique à l'agglomération castelroussine et à l'A20, et enfin à Tours ».

Le SCOT du Pays Castelroussin prévoit et intègre donc le projet de déviation de Villedieu-sur-Indre.

4.2 LES DOCUMENTS D'URBANISME COMMUNAUX

Le tableau ci-dessous détaille l'état d'avancement des documents d'urbanisme des deux communes concernées par le projet.

Tableau 1 : État d'avancement des PLU des communes concernées par le projet

Communes	Avancement des documents d'urbanisme	Date d'approbation des documents
VILLEDIEU SUR INDRE	PLU en cours de révision	10/09/2004
NIHERNE	PLU révisé	14/10/2008

Le PLU de Villedieu-sur-Indre, dans son PADD donne les orientations générales de son projet communal, voici les principales :

Orientation 2 : Développer l'activité économique de la commune en maintenant le dynamisme commercial du centre-bourg. La municipalité a la volonté de réaliser une étude de l'offre commerciale et de service et envisage une opération d'embellissement du centre-bourg.

Orientation 3 : Amélioration du cadre de vie urbain par l'aménagement du centre-bourg et des espaces contigus à la RD943, devant le château, la place de la mairie et le parvis de l'église, ainsi que l'espace dégagé desservant les équipements publics du centre jusqu'au bord de la Trégonce.

« Peu perceptible depuis la RD 943 et sans lien avec le complexe golfique, le centre bourg apparaît actuellement comme un espace confiné et sans véritable caractère ».

Le projet de la collectivité présenté dans le PADD consiste à recentrer l'urbanisation autour du centre bourg, de développer l'activité touristique liée au complexe golfique, de préserver l'espace agricole et les paysages. Dans ce contexte, la déviation de Villedieu ne viendra pas modifier les tendances de l'urbanisation future, centrée sur le noyau ancien. De plus, la prise en compte accrue des espaces naturels et agricoles et de leur protection conjuguée à une stagnation démographique limite fortement les perspectives d'étalement urbain.

Le PLU de Niherne prend en compte le projet de déviation. Il recommande de veiller à garantir la tranquillité du quartier de Surins proche du projet de déviation par des aménagements adéquats. La déviation de Villedieu aura pour effet de détourner une partie du trafic de la RD943 et en cela améliorera la tranquillité du quartier de Surin situé au sud de la départementale.

D'un point de vue prospectif, la volonté politique associée aux enjeux de préservation des terres agricoles et des espaces naturels conduira à réinvestir le centre-bourg délaissé de Villedieu (vacances immobilières). La déviation, par la réduction du trafic routier en centre-bourg qu'elle génèrera, permettra un regain d'attractivité des espaces délaissés. La diminution des nuisances (bruit, pollution de l'air, risque d'accident) permettra la revalorisation durable de ces espaces et la reconquête des bâtiments (logements et commerces) vacants en centre-bourg de Villedieu-sur-Indre

La déviation contribuera à améliorer la tranquillité du quartier de Surins situé au sud de la départementale tout comme une partie du quartier de Chambon par la pose de revêtement anti bruits sur une longueur de 450 à 500m au départ des giratoires.

Pour Villedieu-sur-Indre, une surface de bois classés au PLU est concernée par l'emprise du projet. Ce prélèvement intervient dans le cadre d'une mesure de réduction des impacts puisqu'il permet d'éviter des prélèvements dans une zone humide avec des impacts beaucoup plus importants sur le milieu naturel.

Le PLU devra donc être mis en compatibilité au titre de la suppression d'un Espace Boisé Classé.

5 JUSTIFICATION DE L'UTILITE PUBLIQUE DU PROJET

5.1 OBJECTIF DE L'OPÉRATION

Ce projet a pour objectif :

- Sécuriser la traversée de la commune, et améliorer la qualité de vie des habitants en réduisant les nuisances, en aménageant une route à 2x1 voie tout en conservant la possibilité d'un élargissement ultérieur à 2 fois 2 voies.
- Acheminer le trafic de transit entre le nord-ouest et le sud-est du pays ;
- Maintenir la fonction d'échange départemental ;
- Offrir des conditions de circulation satisfaisantes aux usagers en termes de temps de parcours et sécurité.

Cette voie de contournement nord, prévue à 2x1 voie, recevra le report du trafic de transit, notamment le trafic poids lourds, qui traverse actuellement le centre-ville de Villedieu-sur-Indre.

5.2 HISTORIQUE DU PROJET

Le tableau ci-dessous présente les grandes étapes du projet de déviation routière de Villedieu, lesquelles sont détaillées à la suite du tableau.

Tableau 2 : historique du projet

2005	La déviation de Villedieu-sur-Indre a été envisagée par les services de l'Etat (D.D.E.) dans le cadre du CPER
2006	La route nationale (RN 143) est classée dans le réseau départemental et devient la RD 943. Le Département de l'Indre reprend la maîtrise d'ouvrage des études inscrites au CPER 2000-2006
2008 / 2009	Tenue de réunions publiques afin de définir par la concertation le choix d'un tracé parmi des variantes
2011	Une étude d'avant-projet est réalisée
2013	Le projet est ajourné faute de co-financements nécessaires à sa réalisation
2010 / 2016	Le contexte législatif a évolué avec une plus large prise en compte des impacts agricoles et environnementaux des projets d'infrastructures

2017	Reprise d'études
Juin 2018	Un tracé débutant depuis le hameau de Chambon est proposé à la concertation mais abandonné faute d'avoir convaincu les habitants
Octobre 2018	Un nouveau tracé débutant après le hameau de Chambon est retenu par le Département dans le bilan de la concertation et adopté par délibération du Conseil Municipal de Villedieu-sur-Indre

5.3 ETUDE DES VARIANTES DU PROJET MENÉ EN 2010

Un dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique, réalisé en Novembre 2010 par SAGE Environnement établissait l'étude des variantes du projet de déviation de Villedieu-sur-Indre.

Dans ce chapitre sont présentés la réflexion générale au sujet des variantes du projet, l'analyse multicritères de celles-ci ainsi que les éléments de conclusion qui ont conduit dans le contexte de 2010 à choisir la variante C', présentée sur la carte page suivante.

5.3.1.1 DESCRIPTION DES VARIANTES

La présence de l'Indre et de la voie ferrée au Sud de la RD 943 actuelle contraignent les possibilités d'implantation d'une voie de contournement par le Sud.

Intuitivement, un contournement par le nord de Villedieu-sur-Indre semble moins contraignant.

Sur cette base, un fuseau variante a été envisagé pour un contournement Sud et 6 fuseaux Nord ont été étudiés sur les principes suivants :

- Un carrefour en plan de type giratoire est envisagé à l'ouest de Villedieu-sur-Indre (raccordement à la RD943).
- Des carrefours en plan de type tourne-à-gauche sont prévus pour les échanges avec les voiries départementales interceptées (RD76, RD27, RD64e et RD67)
- Des rétablissements par des ouvrages de franchissement (passage supérieur ou inférieurs) ou par la création de voies latérales à la déviation se raccordant sur les carrefours en plan pour les autres voiries et chemins de desserte seront prévus.
- Profils en travers, axes et plan, profil en long sont étudiés au regard des Recommandations Techniques pour l'Aménagement des Routes Principales (ARP) et du schéma directeur routier départemental de 2017.
- Les carrefours plans sont traités selon le guide de conception des Carrefours Plans sur Routes Interurbaines.

Compte tenu de l'étude de faisabilité et des contraintes locales, cinq familles de fuseaux de variantes ont été étudiées en comparaison avec la Variante 0 « maintien de la situation existante » :

- Le fuseau A propose un tracé très éloigné de Villedieu-sur-Indre, contournant également le Bois Bézard et le Bois Belleau
- Le fuseau B propose les mêmes points d'accroches sur la RD943 que le fuseau précédant, il contourne le Bois Bézard par le sud
- Le fuseau C envisage un raccordement Ouest sur la RD943 plus proche de Chambon et un passage par le sud du Bois Belleau.
- Le fuseau D prévoit une déviation courte se raccordant au plus proche de Chambon et en passant au plus près des éléments boisés du Golf du Val de l'Indre.
- Le fuseau E envisage un passage par le sud du centre ville de Villedieu-sur-Indre, induisant le franchissement à deux reprises de l'Indre et de la voie ferrée.

Dans le cadre des réunions réalisées avec les élus locaux, les habitants et les différentes administrations concernées par le projet, ces variantes ont été enrichies de tracés alternatifs. C'est ainsi que le fuseau retenu C', alternatif des fuseaux C, D et D', s'est détaché dans le cadre de la concertation.

- La variante C', compromis entre les variantes D, D' et C, vise à trouver une alternative entre incidence sur l'activité agricole, sur l'habitat des écarts et sur le contexte boisé (Bois Moret).

→ En 2010, l'étude de SAGE Environnement conclut que le bilan des impacts est globalement plus favorable au fuseau C'.

5.3.1.2 ANALYSE MULTICRITÈRES

Tableau 3 : Synthèse de la comparaison des variantes
Source : Sage environnement

Impact très défavorable	
Impact défavorable	
Pas d'incidence ou faible incidence	/
Impact favorable	
Impact très favorable	

Les critères déterminants

	Variante 0*	Variante A	Variante B	Variante C	Variante C'	Variante D	Variante D'	Variante E
Confort des usagers et flux de circulation								
Sécurité								
Flore (boisements)	/							
Flore (vallées)	/							
Faune (axe de déplacement)	/				/	/	/	/
Patrimoine naturel	/	/	/	/	/	/	/	
Activités agricoles	/					/		
Bâti habitation – incidence indirecte								
Bruit centre ville								
Bruit écarts	/							
Coût	/							

Les critères d'orientation

	Variante 0*	Variante A	Variante B	Variante C	Variante C'	Variante D	Variante D'	Variante E
Topographie	/	/	/	/	/	/	/	
Hydrographie	/							
Captage A.E.P et périmètre de protection	/			/	/	/	/	/
Paysage – Centre ville de Villedieu								
Paysage – atteinte au contexte rural	/					/		
Patrimoine historique		/	/	/	/	/	/	/
Desserte locale des riverains	/							
Longueur tracé - attractivité								
Ampleur des travaux	/							
Activités et commerces de proximités de Villedieu-sur-Indre								
Desserte économique								
Développement d'activités en marge								
Pollution de l'air				/				

* : L'estimation de l'impact de la variante 0 est réalisée ici en envisageant l'augmentation du trafic sur la route départementale 943.

En première approche, l'analyse de ce tableau amène les constatations suivantes :

- Les fuseaux A et B, qui s'éloignent le plus de Villedieu-sur-Indre, affectent par contre plus que les autres variantes, le périmètre du captage, les axes de déplacement de la faune sauvage, l'activité agricole, et nécessitent des travaux d'ampleur
- Le fuseau E, envisageant un contournement par le sud, implique une forte incidence sur les milieux naturels et le paysage lié à l'Indre. Il est préjudiciable à l'activité agricole et implique un coût des travaux élevé.
- Le fuseau D apparaît comme nettement plus positif en terme d'impact environnemental, mais il ne permet pas, en l'état, de sécuriser l'ensemble du passage au droit de Chambon
- La variante du fuseau D' permet de sécuriser ce passage au droit de Chambon, par contre il induit des contraintes fortes au niveau agricole.
- La variante C constitue un meilleur compromis puisqu'elle n'entraîne pas d'impact très défavorable sur l'activité agricole, tout en étant très positif en terme de confort et de sécurité des usagers, en terme de desserte locale, d'attractivité et d'amélioration du contexte sonore en centre-ville. Par contre, elle induit une coupure nette du Bois Moret et présente un coût important et davantage de consommation d'espace.

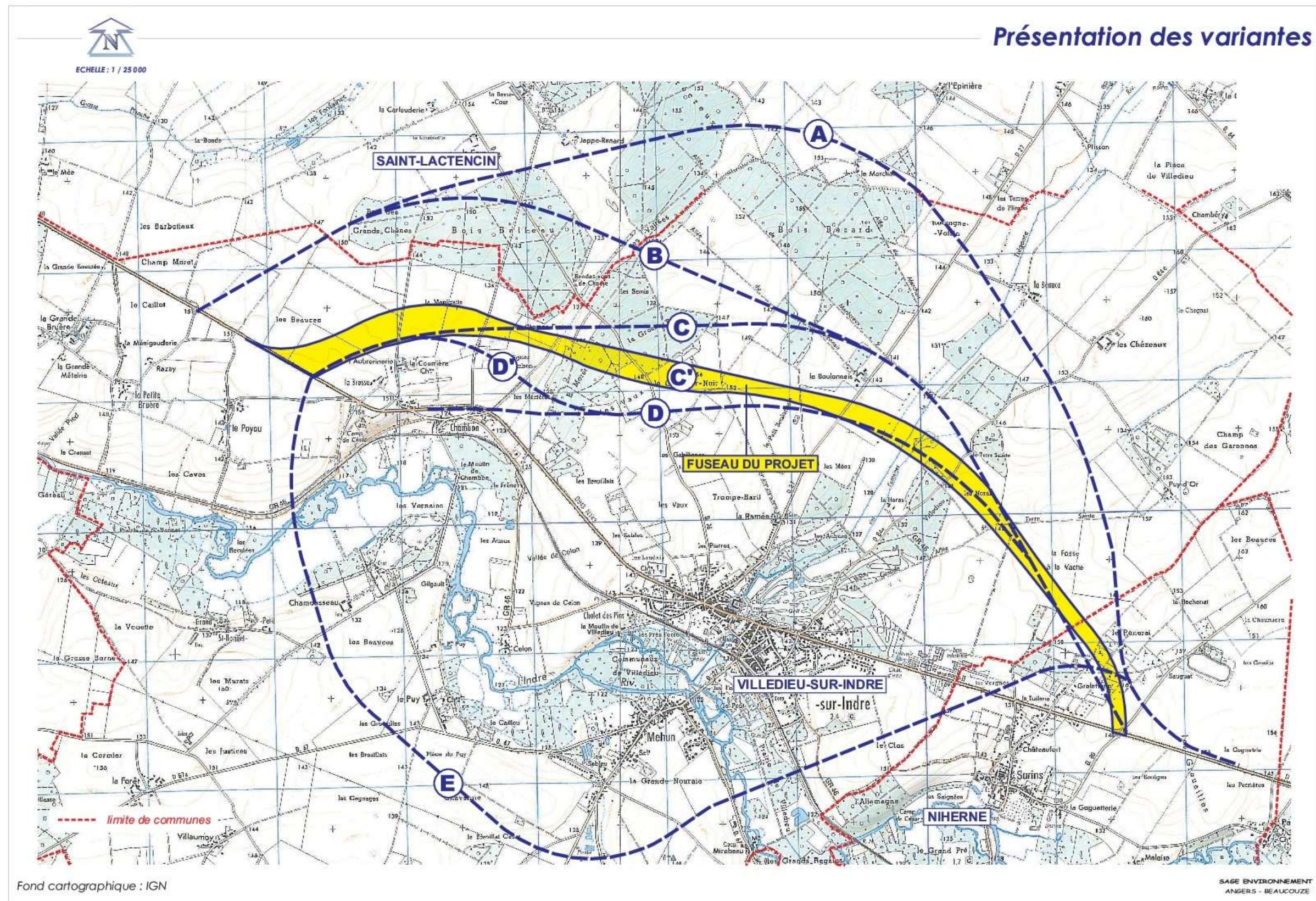


Figure 1 : Présentation des variantes (2010)

Source : Sage Environnement, CG de l'Indre

5.4 ETUDE DES VARIANTES DU PROJET MENÉÉ DEPUIS 2011

Les études d'avant-projet réalisées à l'issue des concertations en 2011 ont permis au Département de l'Indre de préciser le parti d'aménagement envisagé. Le projet de déviation alors pressenti avait pour objectif :

- de sécuriser la traversée de la commune de Villedieu-sur-Indre, en y reportant le trafic de transit, notamment le trafic poids lourds, qui traverse le centre-ville ;
- d'aménager une route à 2 X 1 voie en conservant la possibilité technique d'un élargissement ultérieur à 2 X 2 voies ;
- d'offrir des conditions de circulation satisfaisantes aux usagers : sécurité, confort et temps de parcours ;

Entre 2010 et 2016, le contexte législatif a évolué avec une plus large prise en compte des impacts agricoles et environnementaux des projets d'infrastructures, notamment :

- Loi n° 2010-874 du 27 juillet 2010 de modernisation de l'agriculture et de la pêche et loi n° 2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt qui luttent contre l'étalement urbain et la consommation de terres agricoles.
- Loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages qui acte les principes d'évitement, de réduction et en dernier lieu de réparation et de compensation des atteintes à la biodiversité.

En juin 2018, un tracé plus court est soumis à concertation. Une reprise du profil en long de la RD 943 est réalisée au-delà du rond-point à l'entrée du hameau du Chambon. Un giratoire côté ouest regroupant les accès riverains au nord de Chambon ainsi que des mesures anti-bruit et des modifications de dessertes sont prévues.

Le tracé proposé en juin 2018 par rapport à celui étudié en 2010 permettait :

- de limiter les impacts sur des terres agricoles à haut potentiel agronomique au nord de Chambon,
- d'éviter le périmètre de captage éloigné d'eau potable de la Grosse Planche (commune de Saint-Lactencin)
- d'éviter deux mardelles répertoriées (point à risques de pénétration de pollution de surface).
- de réduire le morcellement du Bois Morêt.

Suite à la procédure de concertation du 18 juin au 9 juillet 2018 autour de cette variante, ce tracé n'a pas été retenu en raison d'une opposition locale relative aux modifications qu'auraient engendré le projet dans le hameau de Chambon.

Une solution alternative a été étudiée puis présentée lors d'une réunion publique à Villedieu-sur-Indre le 16 octobre 2018. Ce nouveau tracé débute après le hameau de Chambon. Un giratoire est créé entre le ruisseau des trois vallées et le Bois Morêt à quelques centaines de mètres en retrait de la RD943, ceci nécessitant de créer deux bretelles d'accès au giratoire. L'ouest du tracé reste le même que celui proposé en juin 2018. Ce nouveau projet correspond aux principales observations formulées lors de la réunion du 25 juin 2018 (cf. Annexe 15.3 Bilan de la concertation).

Ce dernier tracé est adopté par délibération du conseil municipal de Villedieu-sur-Indre le 22 octobre 2018.

5.5 REFLEXIONS SUR LES VARIANTES DU PROJET MENÉES EN 2018 ET RAISON DU CHOIX DE LA SOLUTION RETENUE

Entre 2010 et 2018, le contexte législatif a évolué avec une plus large prise en compte des impacts agricoles et environnementaux des projets d'infrastructures, notamment :

- la lutte contre l'étalement urbain et l'artificialisation des sols,
- la réalisation d'aménagements économes en espace et en ressources,
- l'évitement ou la réduction de la consommation des terres agricoles,
- l'évitement ou la réduction des atteintes à la biodiversité et aux services qu'elle fournit,
- et enfin, en dernier lieu, la compensation des atteintes qui n'ont pu être évitées ni réduites.

En juin 2018, une variante au tracé C', évitant les sols à haut potentiel de rendement agricole situés au nord des lieux-dit du château de la Courrière, de l'Aubronnerie et des vignes de Chambon est soumise à concertation publique, elle consiste alors à raccourcir le tracé et à créer un giratoire à l'entrée est du hameau de Chambon (Figure 2 : variante proposée à la concertation (juin 2018)).

Ainsi, ce nouveau tracé projeté débute au niveau du hameau de Chambon par l'aménagement d'un giratoire. Il traverse ensuite le vallon du ruisseau des Vallées puis une portion du Bois Morêt. Ce tracé permet d'éviter par la même une peupleraie située sur une zone humide au fort potentiel écologique dans le vallon du ruisseau des Fontaines.

A la suite d'un accueil défavorable par la population de Chambon suite à la concertation menée au mois de juin 2018, cette variante est revue afin d'éloigner de Chambon le giratoire d'accès à la déviation (environ 300m vers l'Est). Le giratoire est alors déporté en limite du bois Morêt et raccordé à la RD943 par deux branches (Figure 3 : Tracé final issu de la concertation (octobre 2018)). Ce tracé s'accompagne de la rectification du virage demeurant à la sortie Ouest de Chambon, du maintien des accès existants et de la pose d'un revêtement anti-bruit.

Cette variante finale, par rapport au tracé proposé en 2010 (carte page précédente) permet :

- de limiter les impacts sur des terres agricoles à haut potentiel agronomique au nord de Chambon,
- d'éviter le périmètre de captage éloigné d'eau potable de la Grosse Planche (commune de Saint-Lactencin)
- d'éviter deux mardelles répertoriées (point à risques de pénétration de pollution de surface).
- de réduire le morcellement du Bois Moret.

6 PROCESSUS DE CONCERTATION RELATIF AU PROJET

6.1 CONCERTATION PRÉALABLE À LA DUP

Le Département de l'Indre a organisé une concertation publique à son initiative en application de l'article L 121-17-I du Code de l'environnement, sans intervention d'un garant, du 18/06 au 09/07/2018 pour recueillir l'avis des populations des deux communes concernées par la mise en œuvre du projet. Des rencontres individuelles avec plusieurs riverains ont également été réalisées et une réunion publique a été organisée en mairie de Villedieu-sur-Indre le 25/06/2018

Les élus des communes concernées par le projet ont été associés à la concertation.

Suite à la concertation préalable, la maîtrise d'ouvrage a réalisé un certain nombre d'ajustements du projet. Une réunion d'information a eu lieu le 16/10/2018 afin de présenter ces ajustements.

Le bilan est joint au présent dossier en annexe.

6.2 CONSULTATION DE L'AUTORITÉ ENVIRONNEMENTALE

L'article L.122-1 et suivants du Code de l'Environnement stipule que les études préalables à la réalisation d'aménagements ou d'ouvrages qui, par l'importance de leurs dimensions ou leurs incidences sur le milieu naturel, peuvent porter atteinte à ce dernier, doivent comporter une étude d'impact permettant d'en apprécier les conséquences.

L'étude d'impact est transmise pour avis à l'autorité administrative de l'État compétente en matière d'environnement par l'autorité chargée d'autoriser ou d'approuver ces aménagements ou ces ouvrages (article R.122-7 du Code de l'Environnement).

L'autorité administrative de l'État compétente en matière d'environnement, le Préfet de Région pour ce type de projet, dispose d'un délai de 2 mois pour rendre son avis sur le dossier d'étude d'impact.

Pour établir cet avis, le Préfet s'appuie sur les services de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL). La DREAL Pays de la Loire prépare l'avis de l'Autorité Environnementale en liaison avec les autres services de l'État compétents en environnement (Direction Départementale des Territoires et de la Mer, Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine,...).

L'autorité environnementale est saisie par le service instructeur pour le compte de l'autorité décisionnaire, une fois le dossier déclaré complet (et/ou régulier), c'est-à-dire lorsqu'il comprend l'ensemble des informations nécessaires pour juger des incidences environnementales.

L'absence d'avis au bout de ce délai vaut avis tacitement favorable.

L'avis de l'autorité environnementale, formel ou tacite, doit être joint au dossier mis à l'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique ou toute procédure équivalente de consultation du public, conformément aux dispositions de l'article R. 122-9 du Code de l'Environnement.

L'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique est ouverte après réception de l'avis de l'Autorité Environnementale.

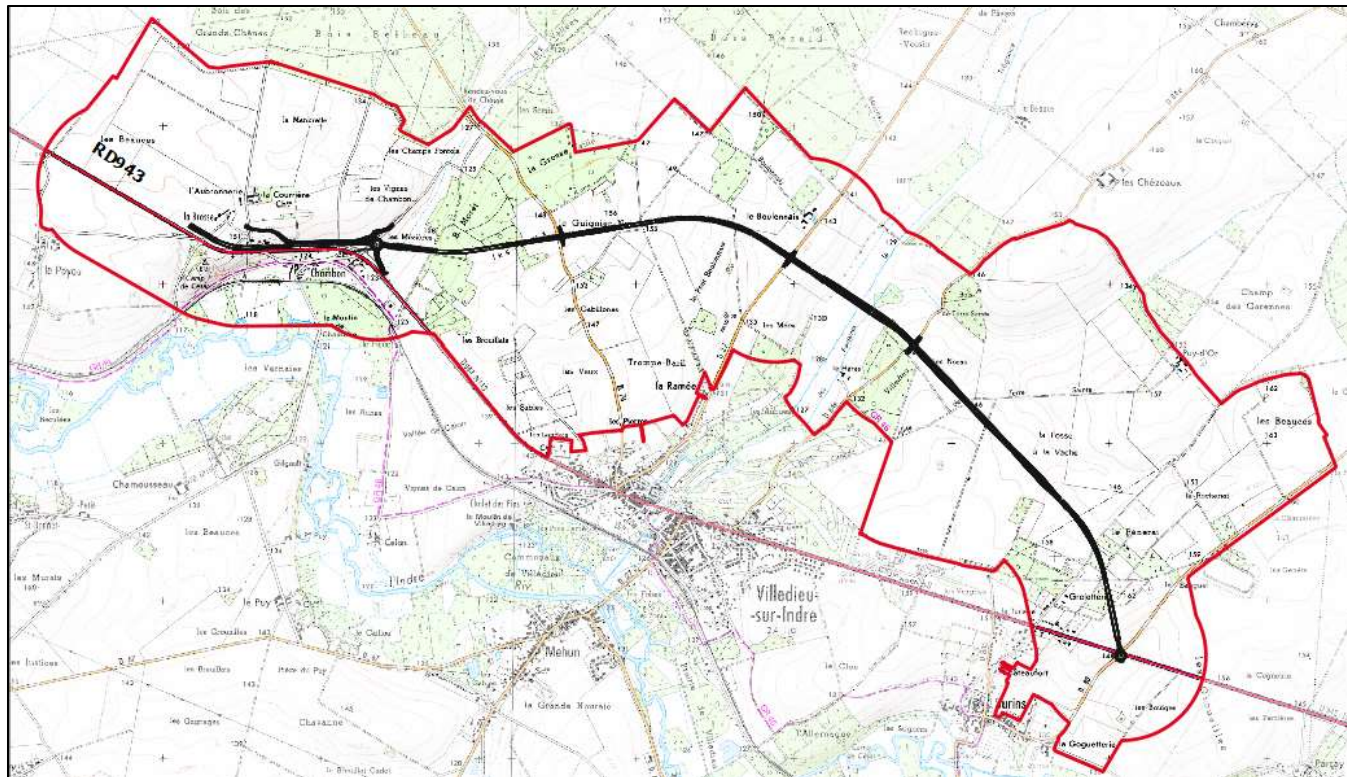


Figure 2 : variante proposée à la concertation (juin 2018)

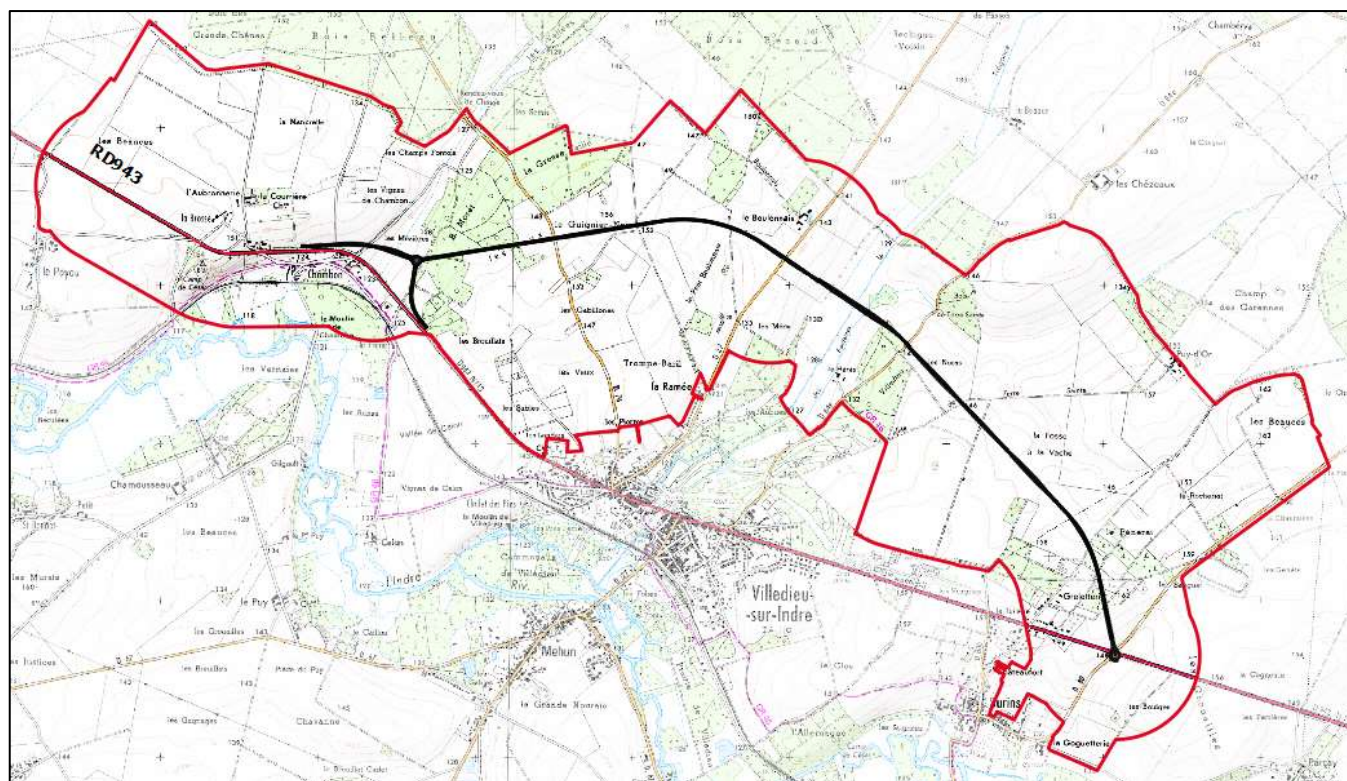


Figure 3 : Tracé final issu de la concertation (octobre 2018)

7 INSERTION DE L'ENQUETE DANS LA PROCEDURE ADMINISTRATIVE RELATIVE A L'OPERATION

7.1 ENQUÊTE PUBLIQUE

Lorsque la réalisation d'un projet est soumise à l'organisation de plusieurs enquêtes publiques dont l'une au moins en application de l'article L. 123-2 du Code de l'Environnement, il peut être procédé à une enquête régie par le Code de l'Environnement, dès lors que les autorités compétentes désignent d'un commun accord celle qui sera chargée d'ouvrir et d'organiser cette enquête.

Le dossier soumis à enquête publique comporte les pièces ou éléments exigés au titre de chacune des enquêtes initialement requises et une note de présentation non technique du projet, plan ou programme.

Cette enquête fera l'objet d'un rapport du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête assorti de conclusions motivées au titre de chacune des enquêtes publiques initialement requises (article R.123-7 du Code de l'Environnement).

Une enquête publique unique sera menée, conformément à l'article R.123-7 du Code de l'Environnement : elle regroupera les enquêtes publiques sollicitées pour la déclaration d'utilité publique et l'autorisation environnementale, et permettra la mise en compatibilité du PLU.

7.2 ORGANISATION ET DÉROULEMENT DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE

La procédure d'enquête publique sera conduite suivant les modalités définies aux articles R.123-2 et suivants du Code de l'Environnement.

L'enquête publique est ouverte et organisée par l'autorité compétente pour prendre la décision en vue de laquelle l'enquête est requise (article L.123-3 du Code de l'Environnement). S'agissant d'une enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique, l'autorité compétente est le Préfet de Département.

7.2.1 DÉSIGNATION DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE

L'autorité compétente pour ouvrir et organiser l'enquête (Préfet) saisit le président du tribunal administratif en vue de la désignation d'un commissaire enquêteur ou d'une commission d'enquête. Il lui adresse une demande qui précise l'objet de l'enquête ainsi que la période d'enquête proposée, et comporte le résumé non technique de l'étude d'impact du projet.

Le président du tribunal administratif désigne, dans un délai de quinze jours, un commissaire enquêteur ou les membres, en nombre impair, d'une commission d'enquête parmi lesquels il désigne un président.

Dès la désignation d'un commissaire enquêteur, l'autorité compétente pour ouvrir et organiser l'enquête adresse à chacun d'entre eux, le dossier complet soumis à enquête publique.

7.2.2 ORGANISATION DE L'ENQUÊTE

L'autorité compétente pour ouvrir et organiser l'enquête précise par arrêté les informations mentionnées à l'article L. 123-10, quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et après concertation avec le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête. Cet arrêté précise notamment :

- 1° Concernant l'objet de l'enquête, les caractéristiques principales du projet, plan ou programme ainsi que l'identité de la ou des personnes responsables du projet, plan ou programme ou de l'autorité auprès de laquelle des informations peuvent être demandées ;
- 2° En cas de pluralité de lieux d'enquête, le siège de l'enquête, où toute correspondance postale relative à l'enquête peut être adressée au commissaire enquêteur ou au président de la commission d'enquête ;
- 3° L'adresse du site internet comportant un registre dématérialisé sécurisé auxquelles le public peut transmettre ses observations et propositions pendant la durée de l'enquête. En l'absence de registre dématérialisé, l'arrêté indique l'adresse électronique à laquelle le public peut transmettre ses observations et propositions ;
- 4° Les lieux, jours et heures où le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête, représentée par un ou plusieurs de ses membres, se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations ;
- 5° Le cas échéant, la date et le lieu des réunions d'information et d'échange envisagées ;
- 6° La durée, le ou les lieux, ainsi que le ou les sites internet où à l'issue de l'enquête, le public pourra consulter le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête ;
- 7° L'information selon laquelle, le cas échéant, le dossier d'enquête publique est transmis à un autre Etat, membre de l'Union européenne ou partie à la convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière, signée à Espoo le 25 février 1991, sur le territoire duquel le projet est susceptible d'avoir des incidences notables ;
- 8° L'arrêté d'ouverture de l'enquête précise, s'il y a lieu, les coordonnées de chaque maître d'ouvrage ou de la personne publique responsable des différents éléments du ou des projets, plans ou programmes soumis à enquête.

Un dossier d'enquête publique est disponible en support papier au minimum au siège de l'enquête publique.

Ce dossier est également disponible depuis le site internet mentionné au II de l'article R. 123-11.

Quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et durant celle-ci, l'autorité compétente pour ouvrir et organiser l'enquête informe le public. L'information du public est assurée par voie dématérialisée et par voie d'affichage sur le ou les lieux concernés par l'enquête, ainsi que, selon l'importance et la nature du projet, plan ou programme, par voie de publication locale.

Cet avis précise :

- l'objet de l'enquête ;
- la ou les décisions pouvant être adoptées au terme de l'enquête et des autorités compétentes pour statuer ;
- le nom et les qualités du commissaire enquêteur ou des membres de la commission d'enquête ;
- la date d'ouverture de l'enquête, sa durée et ses modalités ;
- l'adresse du ou des sites internet sur lequel le dossier d'enquête peut être consulté ;
- le (ou les) lieu (x) ainsi que les horaires où le dossier de l'enquête peut être consulté sur support papier et le registre d'enquête accessible au public ;

- le ou les points et les horaires d'accès où le dossier de l'enquête publique peut être consulté sur un poste informatique ;
- la ou les adresses auxquelles le public peut transmettre ses observations et propositions pendant le délai de l'enquête. S'il existe un registre dématérialisé, cet avis précise l'adresse du site internet à laquelle il est accessible.

L'avis indique en outre l'existence d'un rapport sur les incidences environnementales, d'une étude d'impact ou, à défaut, d'un dossier comprenant les informations environnementales se rapportant à l'objet de l'enquête, et l'adresse du site internet ainsi que du ou des lieux où ces documents peuvent être consultés s'ils diffèrent de l'adresse et des lieux où le dossier peut être consulté. Il fait état, lorsqu'ils ont été émis, de l'existence de l'avis de l'autorité environnementale mentionné au V de l'article L. 122-1 et à l'article L. 122-7 du présent code ou à l'article L. 104-6 du code de l'urbanisme, et des avis des collectivités territoriales et de leurs groupements mentionnés au V de l'article L. 122-1 du présent code, ainsi que du lieu ou des lieux où ils peuvent être consultés et de l'adresse des sites internet où ils peuvent être consultés si elle diffère de celle mentionnée ci-dessus.

La personne responsable du projet assume les frais afférents à ces différentes mesures de publicité de l'enquête publique.

7.2.3 PUBLICITÉ DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE

Un avis portant à la connaissance du public les indications contenues dans la décision portant ouverture de l'enquête est publié. Cette information doit, pour assurer la meilleure publicité possible, être publiée en caractères apparents quinze jours au moins avant le début de l'enquête et rappelée dans les huit premiers jours de celle-ci dans deux journaux régionaux et locaux diffusés dans le département, ainsi que sur le site internet cité dans l'article R123-11 du Code de l'Environnement.

L'autorité compétente pour ouvrir et organiser l'enquête désigne les lieux où cet avis doit être publié par voie d'affiches et, éventuellement, par tout autre procédé.

Pour les projets, sont au minimum désignées toutes les mairies des communes sur le territoire desquelles se situe le projet. Dans le cas présent, le projet concerne les communes de Niherne et de Villedieu-sur-Indre.

Cet avis est publié quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci.

L'accomplissement de cette mesure de publicité incombe au Préfet de Département et est certifié par lui. L'avis d'enquête est également publié sur le site internet de l'autorité compétente pour ouvrir et organiser l'enquête, lorsque celle-ci dispose d'un site.

Enfin, dans les mêmes conditions de délai et de durée, et sauf impossibilité, il devra être procédé, par les soins du maître de l'ouvrage, à l'affichage du même avis sur les lieux prévus pour la réalisation du projet visibles de la voie publique.

7.2.4 DURÉE DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE

La durée de l'enquête publique ne peut être inférieure à 30 jours prolongeable pour 15 jours supplémentaires, notamment lorsque le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête décide d'organiser une réunion d'information et d'échanges avec le public durant cette période de prolongation de l'enquête.

Le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête conduit l'enquête de manière à permettre au public de prendre une connaissance complète du projet et de présenter ses appréciations, suggestions et contrepropositions.

Il peut recevoir tous documents, visiter les lieux concernés, à l'exception des lieux d'habitation, entendre toutes les personnes qu'il juge opportun et convoquer le Maître d'Ouvrage, ainsi que les autorités administratives intéressées. Il peut

également organiser, sous sa présidence, des réunions d'information et d'échanges avec le public en présence du Maître d'Ouvrage.

Pendant la durée de l'enquête, le public peut consigner ses observations, ses propositions et ses contrepropositions sur le registre d'enquête, établi sur feuillets non mobiles, coté et paraphé par le commissaire enquêteur ou un membre de la commission d'enquête, et tenu à leur disposition dans chaque lieu où est déposé un dossier.

L'enquête publique fait l'objet d'un registre d'enquête unique (article R.123-7 du Code de l'Environnement).

Les observations, les propositions et les contre-propositions peuvent également être adressées par correspondance au commissaire enquêteur ou au président de la commission d'enquête au siège de l'enquête, et le cas échéant, selon les moyens de communication électronique indiqués dans l'arrêté d'ouverture de l'enquête. Elles sont tenues à la disposition du public au siège de l'enquête dans les meilleurs délais.

En outre, les observations écrites et orales du public sont également reçues par le commissaire enquêteur ou par un membre de la commission d'enquête, aux lieux, jours et heures fixés dans l'arrêté.

Les observations et propositions du public transmises par voie électronique sont consultables sur le registre dématérialisé ou, s'il n'est pas mis en place, sur le site internet mentionné au II de l'article R. 123-11 dans les meilleurs délais.

Pendant l'enquête publique, si la personne responsable du projet estime nécessaire d'apporter à celui-ci des modifications substantielles, l'autorité compétente pour ouvrir et organiser l'enquête peut, après avoir entendu le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête, suspendre l'enquête pendant une durée maximale de six mois. Cette possibilité de suspension ne peut être utilisée qu'une seule fois.

7.2.5 CLÔTURE DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE

A l'expiration du délai d'enquête, le registre d'enquête est mis à disposition du commissaire enquêteur ou du président de la commission d'enquête et clos par lui.

En cas de pluralité de lieux d'enquête, les registres sont transmis sans délai au commissaire enquêteur ou au président de la commission d'enquête, clos et signés par lui.

Dès réception du registre et des documents annexés, le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête rencontre, dans la huitaine, le responsable du projet et lui communique les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse. Le responsable du projet dispose d'un délai de quinze jours pour produire ses observations éventuelles.

7.2.6 RAPPORT ET CONCLUSIONS

Le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête établit un rapport qui relate le déroulement de l'enquête et examine les observations recueillies.

L'enquête fait l'objet d'un rapport du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête assorti de conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves ou défavorables au projet.

Le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête établit des conclusions motivées au titre de chacune des enquêtes publiques initialement requises.

Le rapport comporte le rappel de l'objet du projet, la liste de l'ensemble des pièces figurant dans le dossier d'enquête, une synthèse des observations du public, une analyse des propositions et contre-propositions produites durant l'enquête et, le cas échéant, les observations du responsable du projet en réponse aux observations du public.

Le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête transmet, dans un délai de trente jours à compter de la date de clôture de l'enquête, à l'autorité compétente pour organiser l'enquête l'exemplaire du dossier de l'enquête déposé au siège de l'enquête, accompagné du ou des registres et pièces annexées, avec le rapport et les conclusions motivées. Il transmet simultanément une copie du rapport et des conclusions motivées au président du tribunal administratif.

A la réception des conclusions du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête, l'autorité compétente pour organiser l'enquête, lorsqu'elle constate une insuffisance ou un défaut de motivation de ces conclusions susceptible de constituer une irrégularité dans la procédure, peut en informer le président du tribunal administratif dans un délai de quinze jours, par lettre d'observation.

L'autorité compétente pour organiser l'enquête adresse, dès leur réception, copie du rapport et des conclusions au responsable du projet.

Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête resteront à la disposition du public à la Préfecture de l'Indre et en mairies de Niherne de Villedieu-sur-Indre durant un an à compter de la clôture de l'enquête.

Lorsqu'il a publié l'avis d'ouverture d'enquête sur son site internet, le préfet publie le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur sur ce même site pendant une durée de 1 an. Il pourra également être communiqué sur demande adressée au préfet.

7.2.7 LA DÉCLARATION DE PROJET

La procédure de déclaration de projet est régie par les dispositions des articles L.126-1 et R.126-1 à R.126-4 du Code de l'Environnement et L.122-1 du Code de l'Expropriation.

Selon l'article L.126-1 du Code de l'Environnement, lorsqu'un projet public de travaux, d'aménagements ou d'ouvrages a fait l'objet d'une enquête publique, l'autorité de l'État ou l'organe délibérant de la collectivité territoriale ou de l'établissement public responsable du projet (le Département de l'Indre) se prononce, par une déclaration de projet, sur l'intérêt général de l'opération projetée, dans un délai qui ne peut excéder 6 mois.

Une déclaration de projet est prévue dans le cadre de la mise en œuvre de la procédure d'enquête publique, codifiée sous les articles L.123-1 et suivants du Code de l'Environnement. Elle devra :

- mentionner l'objet de l'opération tel qu'il figure dans le dossier soumis à enquête et comporter les motifs et considérations qui justifient son caractère d'intérêt général,
- prendre en considération l'étude d'impact, l'avis de l'autorité administrative de l'État compétente en matière d'environnement et le résultat de la consultation du public,
- indiquer le cas échéant « la nature et les motifs des principales modifications qui, sans en altérer l'économie générale, sont apportées au projet au vu des résultats de l'enquête publique ».
- prendre en considération les avis des collectivités territoriales et de leurs groupements consultés en application du V de l'article L. 122-1,
- préciser les mesures et caractéristiques du projet destinées à éviter les incidences négatives notables, réduire celles qui ne peuvent être évitées et compenser celles qui ne peuvent être évitées ni réduites ainsi que les modalités du suivi des incidences du projet sur l'environnement ou la santé humaine.

Si la déclaration de projet n'est pas intervenue dans le délai de 6 mois à compter de la clôture de l'enquête, l'opération ne peut être réalisée sans une nouvelle enquête.

En l'absence de déclaration de projet, aucune autorisation de travaux ne peut être délivrée.

L'article R126-1 du Code de l'Environnement précise les modalités de publication auxquelles sont soumises les déclarations de projet. Ces modalités de publications s'appliquent à la déclaration de projet portant sur les travaux relevant de la compétence du maître d'ouvrage.

7.2.8 LA DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE

Au vu du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur (ou de la commission d'enquête), en application des articles L.121-1, L.121-2 et R.121-1 du Code de l'expropriation, le Préfet du département prendra un arrêté déclarant d'utilité publique, l'opération relative au dossier mis à l'enquête dans un délai d'un an au plus tard après la clôture de l'enquête. Passé ce délai, il y a lieu de procéder à une nouvelle enquête.

L'acte déclaratif d'utilité publique pourra comporter des prescriptions particulières en matière de protection de l'environnement, en application de l'article L.122-2 du Code de l'expropriation. L'arrêté préfectoral déclarant le projet d'utilité publique sera accompagné d'un document exposant les motifs et considérations justifiant le caractère d'utilité publique du projet.

L'acte déclarant d'utilité publique l'opération doit préciser le délai pendant lequel l'expropriation devra être réalisée, lequel ne peut être supérieur à cinq ans.

La déclaration d'utilité publique emportera approbation des nouvelles dispositions du PLU de Villedieu-sur-Indre conformément aux dispositions des articles L.122-5 du Code de l'expropriation et L.153-54 et suivants du Code de l'urbanisme.

7.3 LES AUTORISATIONS SOLLICITÉES À L'ISSUE DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE

Seront prises à l'issue de la présente enquête :

- déclaration de projet par le Département,
- une DUP valant mise en compatibilité par le Préfet,
- autorisation environnementale (Loi sur l'eau et autorisation de défrichement).

7.3.1 LA DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE

Les modalités liées à la Déclaration d'Utilité Publique sont définies aux articles L110-1 et suivants du Code de l'Expropriation.

Après transmission de la déclaration de projet ou à l'expiration du délai imparti à la collectivité ou à l'établissement intéressé, l'autorité de l'État compétente décide de la déclaration d'utilité publique.

Lorsque l'opération est déclarée d'utilité publique, la légalité de la déclaration de projet ne peut être contestée que par voie d'exception à l'occasion d'un recours dirigé contre la déclaration d'utilité publique. Les vices qui affecteraient la légalité externe de cette déclaration sont sans incidence sur la légalité de la déclaration d'utilité publique.

L'acte déclarant d'utilité publique l'opération doit, de plus, préciser le délai pendant lequel l'expropriation devra être réalisée, lequel ne peut être supérieur à cinq ans (L.121-4 du Code de l'Expropriation). Lorsque le délai accordé pour réaliser l'expropriation n'est pas supérieur à cinq ans, un acte pris dans la même forme que l'acte déclarant d'utilité publique peut, sans nouvelle enquête, proroger une fois les effets de la déclaration d'utilité publique pour une durée au plus égale.

Les effets juridiques de la déclaration d'utilité publique sont les suivants : L'arrêté de déclaration d'utilité publique permet de reconnaître l'utilité publique du projet préalablement à l'expropriation lorsque celle-ci est nécessaire. Si tel est le cas, l'expropriation devra être précédée sur le plan administratif d'une enquête parcellaire indiquant quels sont les biens et immeubles à exproprier. En cas de désaccord entre l'expropriant et les personnes expropriées, une phase judiciaire pourra être engagée devant le juge de l'expropriation.

7.3.2 L'ARRÊTÉ DE CESSIBILITÉ APRÈS ENQUÊTE PARCELLAIRE

Au besoin, il pourra être réalisé une enquête parcellaire après la Déclaration d'Utilité Publique. Le cas échéant, à l'issue de l'enquête parcellaire, le préfet prononce l'arrêté de cessibilité, c'est-à-dire déclare "cessibles" au profit du Département de l'Indre, les immeubles bâtis ou non bâtis dont l'acquisition est nécessaire pour l'opération et désignés aux états parcellaires annexés.

Le Département de l'Indre sera ainsi autorisé à poursuivre la procédure dans les conditions fixées par le Code de l'expropriation.

Si l'expropriation est nécessaire à l'exécution du projet susvisé, l'arrêté de cessibilité pris depuis moins de 6 mois, devra être transmis au greffe du Tribunal de Grande Instance par le Préfet.

L'arrêté de cessibilité sera notifié aux propriétaires concernés en application des articles L311-1 à 3 et R311-1 à 3 du Code de l'expropriation.

7.3.3 LA PHASE JUDICIAIRE DE LA PROCÉDURE D'EXPROPRIATION

Les acquisitions foncières peuvent intervenir soit à l'amiable, soit par expropriation (phase judiciaire).

La phase judiciaire de l'expropriation, qui s'achèvera avec la prise de possession du terrain, a pour finalité de transférer la propriété du bien exproprié dans le patrimoine de l'autorité expropriante et d'indemniser les ayants-droits. Elle est ainsi marquée par plusieurs étapes fondamentales :

- **Le transfert de propriété**

Par ordonnance d'expropriation : à la requête du maître d'ouvrage, le dossier est transmis par le Préfet au juge de l'expropriation (au Tribunal de Grande Instance) du département dans lequel sont situés les biens à exproprier. L'ordonnance sera prononcée par le juge, fera l'objet d'une notification individuelle en lettre recommandée avec accusé de réception et sera publiée au Service de la Publicité Foncière compétente. Elle désigne chaque immeuble exproprié, précise l'identité des expropriés et indique le bénéficiaire de l'expropriation.

- **La fixation des indemnités**

A défaut d'accord amiable dans le délai d'1 mois à partir de la notification des offres, le juge de l'expropriation peut être saisi, soit par l'expropriant, soit par l'exproprié, en vue de la fixation des indemnités. Le juge fixe, par ordonnance, la date de la visite des lieux et de l'audition des parties.

Les indemnités seront fixées par jugement.

- **Le paiement et ses conséquences**

La prise de possession ne pourra intervenir qu'un mois après le paiement ou la consignation de l'indemnité par l'expropriant.

7.4 LA PROCÉDURE D'ENQUÊTE PUBLIQUE UNIQUE ET MENTION DES AUTORISATIONS NÉCESSAIRES POUR RÉALISER LE PROJET

7.4.1 LA PROCÉDURE « LOI EAU » AU TITRE DES ARTICLES L214-1 ET SUIVANTS DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT

Selon les dispositions des articles L.214-1 et suivants du Code de l'Environnement et conformément à l'annexe du décret d'application des articles R.214-1 et suivants du Code de l'environnement, le projet relève de certaines rubriques de la nomenclature des installations, Ouvrages, Travaux et Activités (IOTA) susceptibles de porter atteinte aux milieux aquatiques. Effectivement, le projet implique la création de nouvelles surfaces imperméabilisées et nécessite la réalisation d'ouvrages hydrauliques pour le rétablissement du réseau hydraulique et la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques. Le tableau suivant présente les ouvrages concernés par les rubriques de la nomenclature loi sur l'eau ainsi que le régime auquel sont soumis ces ouvrages. Selon les dispositions des articles L.214-1 et suivants du Code de l'Environnement et l'article R.214-1 relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration pris pour son application, les rubriques dont relève le projet sont les suivantes.

- **déclaration** au titre de la rubrique :
 - 3.1.3.0 (Installations ou ouvrages ayant un impact sensible sur la luminosité nécessaire au maintien de la vie et de la circulation aquatique dans un cours d'eau)
- **autorisation** au titre des rubriques :
 - 2.1.5.0 (rejets d'eaux pluviales),
 - 3.2.2.0 (remblai dans le lit majeur d'un cours d'eau),
 - 3.3.1.0 (destruction de zones humides)

La procédure est régie par les articles R.214-32 et suivants du Code de l'Environnement.

Le dossier de déclaration est examiné par les services de la préfecture. Si le dossier est complet (contenu précisé à l'article R214-32 du Code de l'Environnement), un récépissé de déclaration est délivré après examen du dossier au titre du Code de l'Environnement. Cette procédure dure environ 2 mois.

Les travaux ne peuvent débuter avant la date fixée dans le récépissé.

Cette demande d'autorisation est intégrée dans la procédure d'autorisation environnementale unique donnant lieu à décision de l'Autorité Environnementale (cf. paragraphe 4.4.3).

7.4.2 DEMANDE D'AUTORISATION DE DÉFRICHEMENT

Conformément à l'article L.314-1 du Code Forestier, est considéré comme défrichement toute opération volontaire ayant pour effet de détruire l'état boisé d'un terrain et de mettre fin à sa destination forestière. Est également un défrichement toute opération volontaire entraînant indirectement et à termes les mêmes conséquences, sauf si elle est entreprise en application d'une servitude d'utilité publique.

La destruction accidentelle ou volontaire du boisement ne fait pas disparaître la destination forestière du terrain, qui reste soumis à la présente procédure.

Conformément à l'article R.341-1 du code Forestiers, une demande d'autorisation de défrichement doit être adressée au préfet de département. Certaines surfaces concernées par les travaux et le projet, sont actuellement occupées par des boisements ; Le projet d'aménagement du contournement routier de Villedieu-sur-Indre est donc concerné par l'article R.341-1 du Code Forestier relatif aux autorisations de défrichement.

Cette demande d'autorisation est intégrée la procédure d'autorisation environnementale unique donnant lieu à décision de l'Autorité Environnementale (cf. paragraphe 4.4.3).

7.4.3 DOSSIER D'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE

Au regard des parties précédentes, le projet est concerné par l'Autorisation Environnementale selon les dispositions des articles L.181-1 et suivants du Code de l'Environnement. Cette procédure instaurée par l'Ordonnance n°2017-80 du 26 janvier 2017 vise à regrouper en une décision unique du préfet du département, l'ensemble des décisions de l'État relevant du Code de l'Environnement, du code forestier et du code de l'Énergie de la défense, du patrimoine et des transports. Dans le cadre du projet, c'est :

- la demande d'autorisation des Installations, Ouvrages, Travaux et Activités (IOTA) soumis à la Loi sur l'eau,
- la demande d'autorisation de défrichement.

qui sont concernées par cette procédure d'Autorisation Environnementale.

7.4.4 L'ARCHÉOLOGIE PRÉVENTIVE

Conformément à la législation en vigueur, articles L.521-1 à L.52-16 et R.522-1 à R.524-3 du code du Patrimoine, le Préfet de Région sera saisi afin qu'il se prononce, par l'intermédiaire du service régional de l'archéologie, sur la nécessité, ou non, de réaliser un diagnostic archéologiques et des fouilles, si nécessaire.

7.4.5 NATURA 2000

En application de l'article L.414-4 du Code de l'Environnement relatif à l'évaluation des incidences Natura 2000, le projet est soumis à l'évaluation simplifiée des incidences Natura 2000. Selon les termes de l'article R.414-23 du Code de l'Environnement modifié, cette évaluation est proportionnée à l'importance de l'opération et aux enjeux de conservation des habitats et des espèces en présence.

Le présent projet fait l'objet d'une évaluation des incidences Natura 2000. Elle est intégrée à l'étude d'impact du présent dossier d'enquête publique.

7.4.6 LES ÉTUDES DE PROJET

Les études de projet nécessaires à une définition précise de l'infrastructure seront réalisées à l'issue des résultats de l'enquête publique et du rapport de la commission d'enquête. Le projet pourra donc être adapté pour tenir compte notamment des observations recueillies au cours de l'enquête publique. Si des modifications substantielles en résultaient, une nouvelle enquête pourrait s'avérer nécessaire.

7.5 L'AMÉNAGEMENT FONCIER AGRICOLE ET FORESTIER

Dans le but de limiter les atteintes aux milieux naturels et à la structure des exploitations agricoles, le Département organisera un Aménagement Foncier Agricole et Forestier.

Dans sa séance du 30/09/2016, la Commission Départementale d'Aménagement Foncier s'est déclarée d'avis de constituer une Commission Communale d'Aménagement Foncier sur la commune de Villedieu-sur-Indre, laquelle a été constituée le 27/03/2017 par arrêté du Président du Conseil départemental. Dans sa séance du 20/04/2017, la CDAF a envisagé une procédure d'aménagement foncier sur la commune de Villedieu-sur-Indre avec extension sur Niherne. Une fois l'arrêté de DUP publié, la CDAF pourra se réunir pour proposer un périmètre d'aménagement foncier, qui sera mis à enquête publique. L'Aménagement foncier pourra ensuite être ordonné.

7.6 CLASSEMENT / DÉCLASSEMENT

Le projet de contournement de Villedieu-sur-Indre par la RD943 implique le classement de cette voie dans le domaine public routier départemental.

L'ancien tracé de la RD943, n'assurant plus que des dessertes locales, pourra être rétrocédé aux communes concernées après accord de celles-ci sur le classement des sections de voie les concernant dans leur domaine public communal.

8 TEXTES REGISSANT L'ENQUÊTE

8.1 TEXTES RELATIFS AUX ENQUÊTES PUBLIQUES

L'enquête publique est régie par les textes et Codes suivants :

Procédure et déroulement de l'enquête publique, contenu du dossier d'enquête

- Code de l'Environnement : articles L.123-1 à L.123-19, articles R.123-1 à R.123-27 et R.123-34 à R.123-43, article L.126-1.
- Code de l'expropriation : articles L. 110-1 à 112-1, articles R 111-1 à R 112-24

Étude d'impact

- Code de l'Environnement : articles L122-1 à L122-3-5 ; articles R.122-1 à R.122-15 ; articles R.122-6 à R.122-8.

Étude d'incidences Natura 2000

- Code de l'Environnement : articles L.414-1 à L.414-7 ; articles R.414-19 à R.414-26.

8.2 AUTRES TEXTES APPLICABLES AU PROJET

De nombreux autres textes sont applicables à l'opération, sans pour autant régir spécifiquement l'enquête publique :

Code de l'Environnement et plus particulièrement ses dispositions relatives :

- à la participation du public à l'élaboration des projets d'aménagement ou d'équipement ayant une incidence importante sur l'environnement ou l'aménagement du territoire (articles L.120-1 à L.120-2),
- au droit d'accès à l'information relative à l'environnement (articles L.124-1 à L.124-8),
- à la déclaration de projet (articles L.126-1 et R.126-1 et suivants, article L. 122-1 du code de l'expropriation),
- aux milieux physiques : eaux et milieux aquatiques (articles L.210-1 et suivants ; articles R.211-1 et suivants) et air et atmosphère (articles L.220-1 et suivants ; articles R.221-1 et suivants),
- à la procédure d'instruction des demandes de dérogation au régime de protection des espèces (articles L.411-1 et 2),
- à la prévention des nuisances sonores (articles L.571-1 et suivants ; articles R.571-1 et suivants),
- au défrichement (articles L. 341-1 et suivants),
- à l'autorisation environnementale unique (articles L. 188-1 et suivant).

Code Général de la propriété des personnes publiques

Code de l'Urbanisme et plus particulièrement ses dispositions relatives :

- à la concertation (articles L.300-1 et suivants ; articles R.300-1 et suivants),
- à la mise en compatibilité des PLU (articles R.153-14 et L.153-54 et suivants).
- aux espaces boisés classés (EBC) (article L. 113-1)

Code de la Voirie routière**Code de la Route****Code Forestier**

Code du Patrimoine et plus particulièrement ses dispositions relatives :

- à l'archéologie préventive (articles L.521-1 et suivants ; article R.522-1 et suivants) ;

Code civil - article 545**Code des Relations entre le public et l'administration**

- Les articles L. 211-1 et suivants du Code de l'Environnement relatifs à la gestion de la ressource en eau,
- Les articles L. 322-1 et suivants du Code de l'Environnement relatifs aux réserves naturelles,
- Les articles L. 350-1 et suivants et L. 411-1 et suivants du Code de l'Environnement relatifs à la protection des paysages, de la faune et de la flore,
- Les articles L.414-1 à 4 et R.414-19 à 26 du Code de l'Environnement relatif à l'évaluation des incidences Natura 2000.

8.2.2 TEXTES RELATIFS AU BRUIT

Les textes relatifs au bruit sont :

- Les articles L. 571-1 à L. 571-26 du Code de l'Environnement (Prévention des pollutions, des risques et des nuisances) précisant notamment que la conception, l'étude et la réalisation des aménagements et des infrastructures de transports terrestres doivent, d'une part, prendre en compte les nuisances sonores que la réalisation ou l'utilisation de ces aménagements et infrastructures provoquent à leurs abords et, d'autre part, envisager des mesures pour supprimer ou réduire les conséquences dommageables des nuisances sonores.
- Les articles R. 571-44 à R. 571-52 du Code de l'Environnement (Prévention des pollutions, des risques et des nuisances), codifiant le Décret n° 95-22 du 9 janvier 1995 relatif à la limitation du bruit des aménagements et infrastructures de transports terrestres, indiquant les prescriptions applicables aux voies nouvelles, aux modifications ou transformations significatives de voiries existantes.
- L'Arrêté du 5 mai 1995, relatif au bruit des infrastructures routières, précisant les indicateurs de gêne à prendre en compte : niveaux LAeq (6 h - 22 h) pour la période diurne et LAeq (22 h - 6 h) pour la période nocturne ; il mentionne en outre les niveaux sonores maximaux admissibles suivant l'usage et la nature des locaux et le niveau de bruit existant.
- La Circulaire 97-110 du 12 décembre 1997, relative à la prise en compte du bruit dans la construction des routes nouvelles ou l'aménagement de routes existantes du réseau national, complète les indications réglementaires et fournit des précisions techniques pour faciliter leur application.

8.2.3 TEXTES RELATIFS À L'EAU

L'article L. 210-1 du Code de l'Environnement qui stipule que l'eau fait partie du patrimoine commun de la nation et que sa protection, sa mise en valeur et le développement de la ressource utilisable, dans le respect des équilibres naturels, sont d'intérêt général.

Les articles L. 214-1 et suivants du Code de l'Environnement (abordant les modalités des procédures de déclaration et d'autorisation au titre de la loi sur l'eau).

Les articles R. 214-1 et suivants du Code de l'Environnement (abordant les modalités des procédures de déclaration et d'autorisation au titre de la loi sur l'eau).

8.2.4 TEXTES RELATIFS À L'AIR ET LA PROTECTION DE LA SANTÉ

Code de l'Environnement, notamment les articles L. 220-1 et suivants, qui disposent entre autres que « L'Etat et ses établissements publics, les collectivités territoriales et leurs établissements publics ainsi que les personnes privées concourent, chacun dans le domaine de sa compétence et dans les limites de sa responsabilité, à une politique dont l'objectif est la mise en œuvre du droit reconnu à chacun à respirer un air qui ne nuise pas à sa santé. Cette action d'intérêt

8.2.1 TEXTES RELATIFS À LA PROTECTION DE LA NATURE ET AUX ÉTUDES D'IMPACT

Les textes relatifs à la protection de la nature et aux études d'impact sont :

- La Loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement, dite « Grenelle 2 »,
- Les articles L. 122-1 et suivants et R. 122-1 à R. 122-16 du Code de l'Environnement,

général consiste à prévenir, à surveiller, à réduire ou à supprimer les pollutions atmosphériques, à préserver la qualité de l'air et, à ces fins, à économiser et à utiliser rationnellement l'énergie.

La protection de l'atmosphère intègre la prévention de la pollution de l'air et la lutte contre les émissions de gaz à effet de serre ».

Code de l'Environnement notamment l'article L. 122-3 rendant nécessaire pour la réalisation d'infrastructures de transport, une analyse des coûts collectifs des pollutions et nuisances et des avantages induits pour la collectivité ainsi qu'une évaluation des consommations énergétiques résultant de l'exploitation du projet.

Code de l'Environnement : articles L.220-1 à L.220-2, articles L.221-1 et suivants, articles L.223-1 et suivants, articles R.221-1 et suivants et articles R.222-1 et suivants.

8.2.5 TEXTES RELATIFS AU PAYSAGE

Les articles L. 350-1 et suivants et L. 411-5 du Code de l'environnement relatifs à la protection et à la mise en valeur des paysages.

8.2.6 TEXTES RELATIFS À LA PROTECTION DU PATRIMOINE ET AUX FOUILLES ARCHÉOLOGIQUES

Le Code du patrimoine et plus particulièrement ses dispositions relatives à l'archéologie préventive (articles L.521-1 et suivants, article R.522-1 et suivants).

PIECE 4 : CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DES OUVRAGES LES PLUS IMPORTANTS

1 DESCRIPTION DES PRINCIPALES CARACTÉRISTIQUES DU PROJET

1.1 CARACTÉRISTIQUES PRINCIPALES DU PROJET

Les caractéristiques de la déviation seront celles d'une route à 2x1 voies avec la création d'un giratoire à trois embranchements côté ouest en limite du Bois Morêt. Aussi, le second virage de Chambon sera rectifié (écrêtement) afin d'améliorer les conditions de visibilité, notamment sur les carrefours à proximité (Chambon, la Brosse, La Poyou...).

Ainsi, la déviation débute au niveau de Chambon et rejoint la RD943 au niveau du rond-point avec la RD80.

La route franchit ainsi trois cours d'eau d'ouest en est : le ruisseau des Vallées puis la Trégonce et enfin le ruisseau des Fontaines. A ce titre, des ouvrages de franchissement et des ouvrages hydrauliques seront créés.

Trois carrefours en tourne à gauche sont créés pour raccorder la déviation avec le réseau routier existant :

- RD 76 à la hauteur du lieudit « Gabillones ».
- RD27 au sud du lieudit « le Boulonnais »
- RD64e en limite nord du « Bois de Villedieu »

La longueur totale du tracé est de 6700 mètres.

1.2 TRACÉ EN PLAN

La déviation de Villedieu-sur-Indre est prévue sous forme d'une route comprenant une chaussée à 2 voies de circulation (une pour chaque sens).

D'ouest en est, le tracé retenu se définit comme suit :

1 / Axe RD943 Ouest d'une longueur de 678,73 m. Ce tracé correspond de la jonction de la RD943 au niveau de Chambon jusqu'au giratoire de Chambon.

2 / Axe RD943 Villedieu d'une longueur de 388,23 m. Ce tracé correspond de la jonction de la RD943 au niveau de Villedieu jusqu'au giratoire de Chambon.

3 / Axe déviation Villedieu d'une longueur de 5 632,62 m. Ce tracé correspond à la déviation de Villedieu depuis le giratoire de Chambon jusqu'au giratoire de Surins à l'intersection de la RD943 et de la RD80.

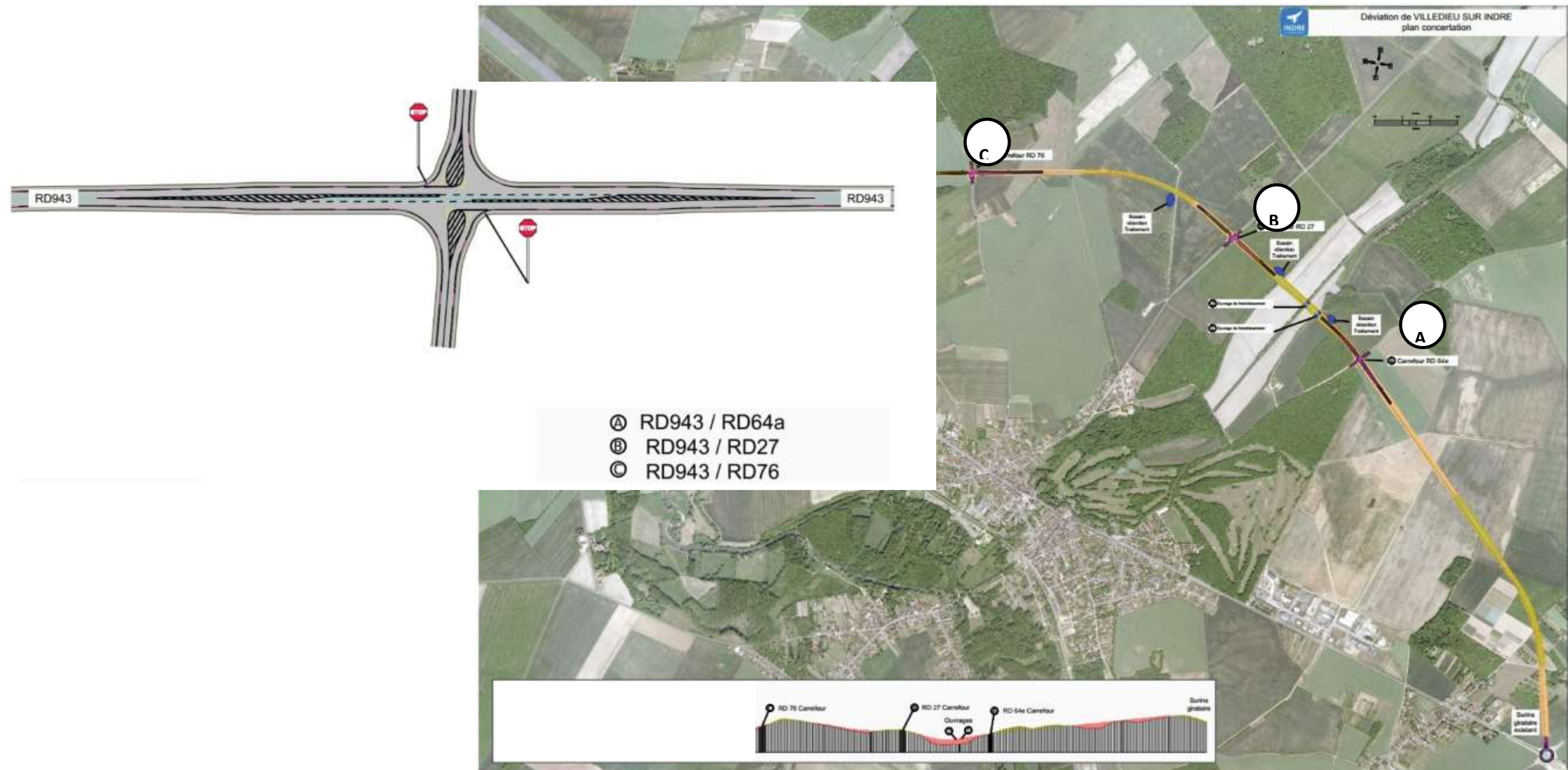
4 / Giratoire de Chambon d'une surface de 4 600 m². Ce giratoire permet de relier l'ensemble des différents tracés ci-dessus.



1.3 CARREFOURS PLANS TYPE DOUBLE TOURNE À GAUCHE

Le projet prévoit l'aménagement de trois carrefours de type « tourne à gauche » :

- RD 943 / RD 64a ;
- RD 943 / RD27 ;
- RD 943 / RD 76.



1.4 PROFIL EN TRAVERS

Le projet prévoit l'aménagement à terme d'une chaussée bi-directionnelle en 2 x 1 voie composée de :

- 7 m de chaussée ;
- 2 m d'accotement de chaque côté de la route, dont 1 mètre revêtu ;
- 0,75 m mini de berme en déblai ;
- 1 m mini de berme en remblai.

→ soit une largeur totale de plate-forme variant entre 12,5 et 13 mètres.

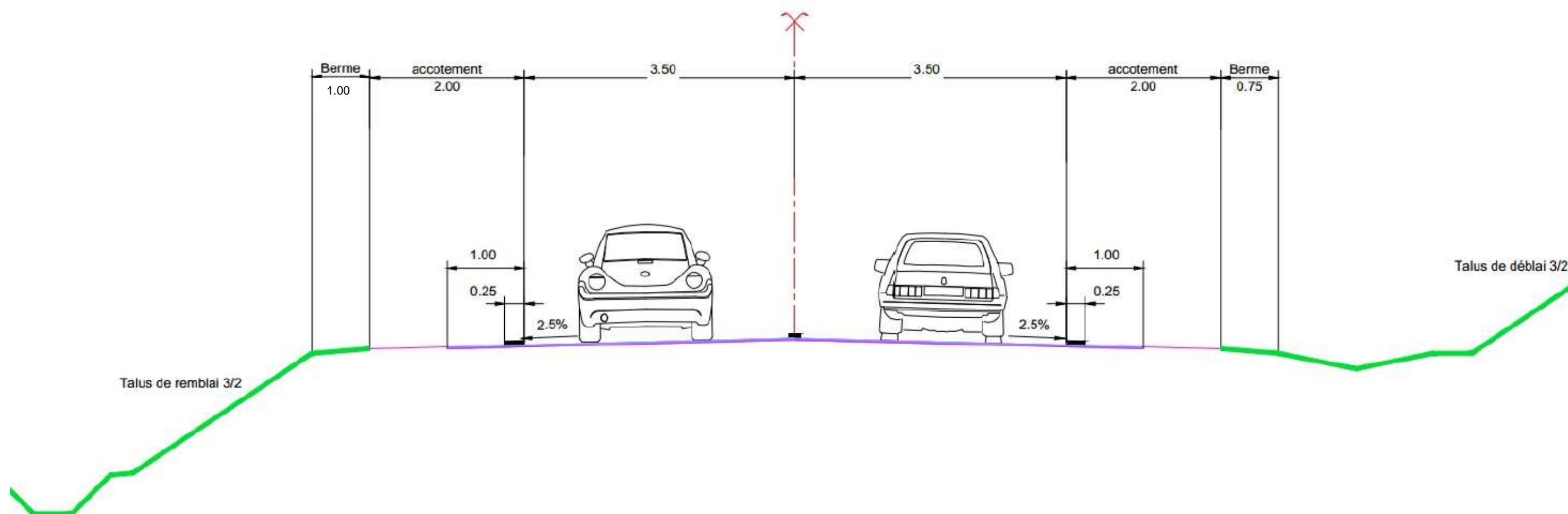


Figure 6 : Profil en travers type en section courante (en 2x1 voie)

2 LES OUVRAGES DE RETABLISSEMENT HYDRAULIQUE

Le projet de tracé recoupe un ensemble d'écoulements naturels, qui seront interceptés au niveau d'ouvrages de rétablissement, dimensionnés sur la base d'une **pluie centennale**.

Il est important de rappeler que les ouvrages hydrauliques ne sont pas situé sur des cours d'eau perchés mais qu'ils se trouvent en fond de vallon.

Cette note technique a pour objet de présenter les résultats des dimensionnements des ouvrages de franchissement nécessaires à la construction de la déviation de la RD 943. D'Ouest en Est du tracé, on dénombre trois franchissements de cours d'eau et six franchissement de talweg ou point bas naturel qui imposeront la création d'ouvrages d'art (OA) et d'ouvrages hydrauliques (OH) :

Bassin versant du Ruisseau des Vallées :

- OA 1 : franchissement du Ruisseau des Vallées (non classé comme cours d'eau par la DDT)
- OH 1 : point bas

Bassin versant de la Trégonce :

- OH 2 : talweg
- OA 2 : franchissement de la Trégonce

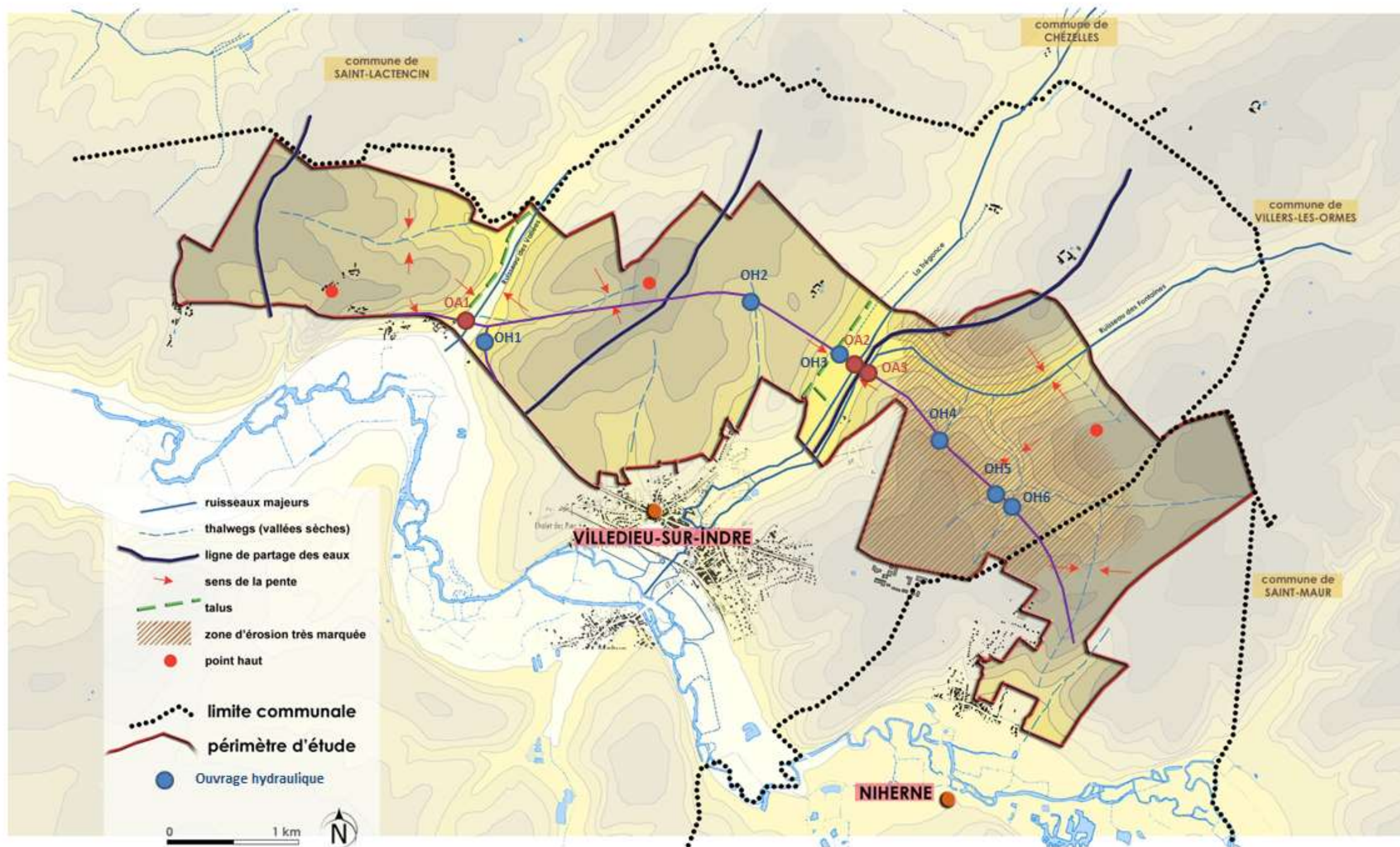
Bassin versant du Ruisseau des Fontaines :

- OA 3 : franchissement du Ruisseau des Fontaines
- OH 4 : talweg
- OH 5 : talweg
- OH 6 : talweg

Le projet de tracé traverse également un écoulement non naturel sur le bassin versant de la Trégonce. En effet, on relève la présence d'un fossé d'écoulement qui apparaît à l'ouest de la Trégonce et qui se jette dans un fossé perpendiculaire longé d'une haie qui rejoint la Trégonce.

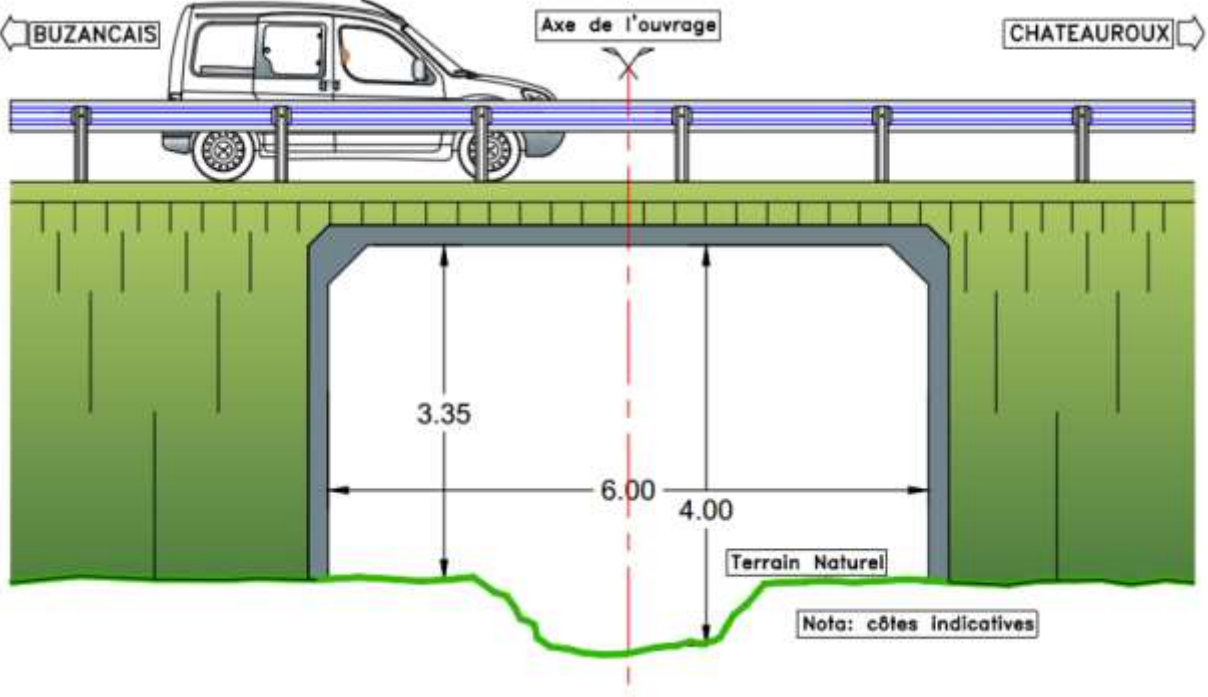
- OH 3 : franchissement d'un fossé

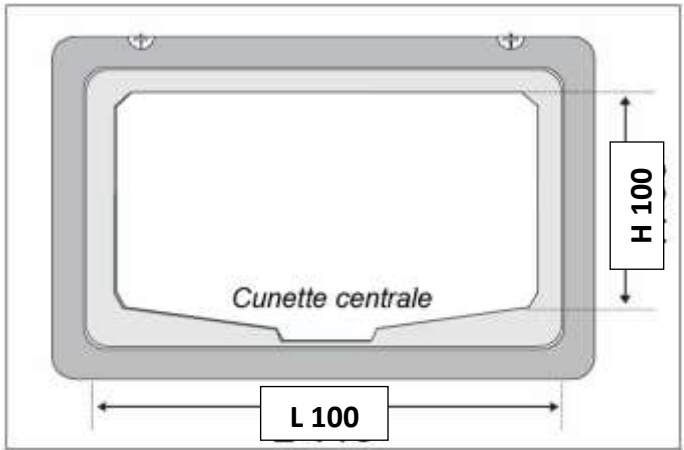
CARTE DES ÉCOULEMENTS

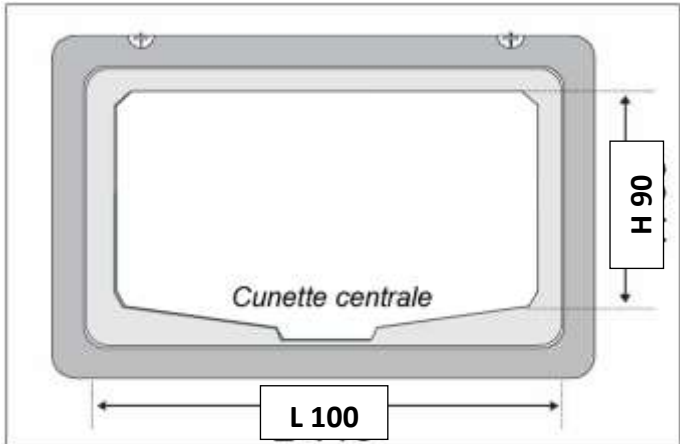


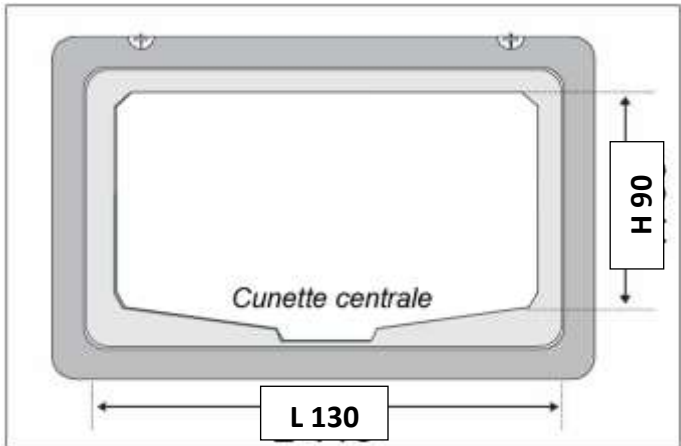
ÉTUDE D'AMÉNAGEMENT FONCIER LIÉE AU PROJET DE DÉVIATION DE VILLEDIEU-SUR-INDRE
COMMUNES DE VILLEDIEU-SUR-INDRE ET DE NIHERNE

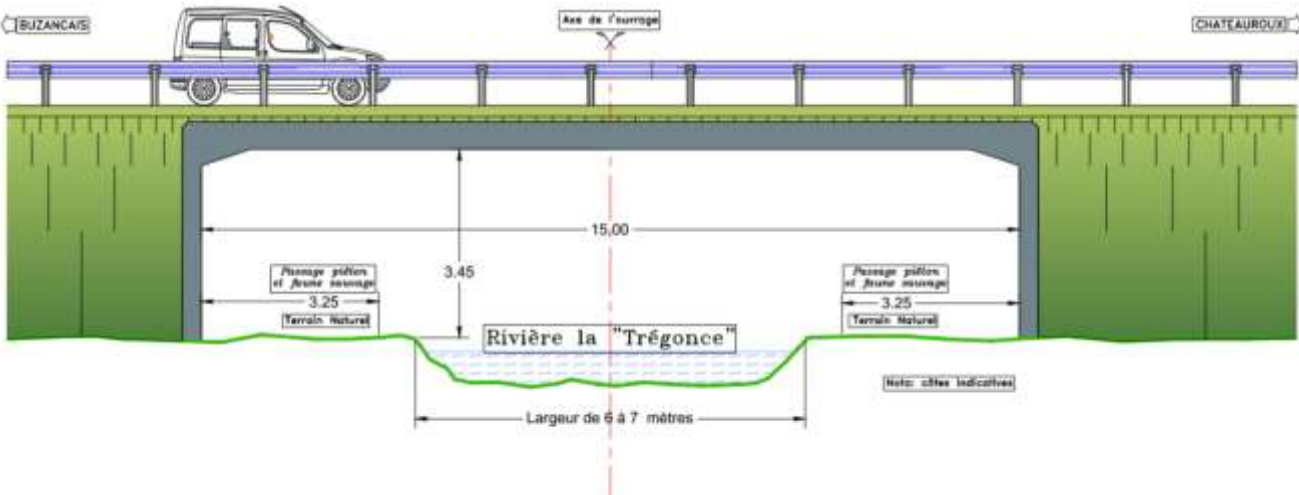
Plan 4 : Carte des écoulements

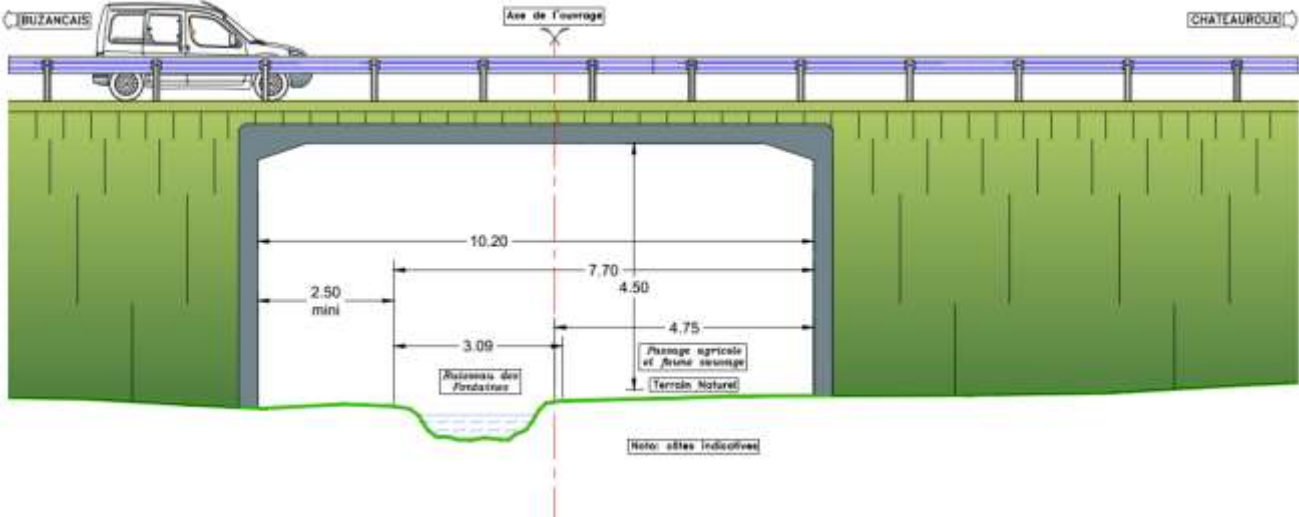
Fiche de l’Ouvrage d’Art n°1 Le Ruisseau des Vallées	
Caractéristiques du bassin versant collecté : <ul style="list-style-type: none">• Superficie : 11,01 km²• Occupation du sol : Parcelle agricole + parcelle boisée	
Caractéristiques à prendre en compte pour le dimensionnement	
Débit à gérer <ul style="list-style-type: none">• Débit centennal = 5 584 l/s• Débit capable minimum à respecter = 7 446 l/s	Ratio Section / Longueur <ul style="list-style-type: none">• Longueur de recouvrement = 34 m• Section minimale de l’ouvrage : 3,125 m²
Dimensionnement de l’ouvrage de franchissement projeté	
<ul style="list-style-type: none">• Coefficient de rugosité = 40• Hauteur = 3,35 m• Largeur = 4,0 m• Pente du cours d’eau = 0,0024 m/m <ul style="list-style-type: none">• Section = 13,4 m²• Longueur de recouvrement = 12,50 m• Débit capable = 30 508 l/s	
	
Un passage pour les piétons et la faune sauvage sera conservé de part et d’autre du cours d’eau afin de préserver la continuité écologique et le déplacement de la faune terrestre.	

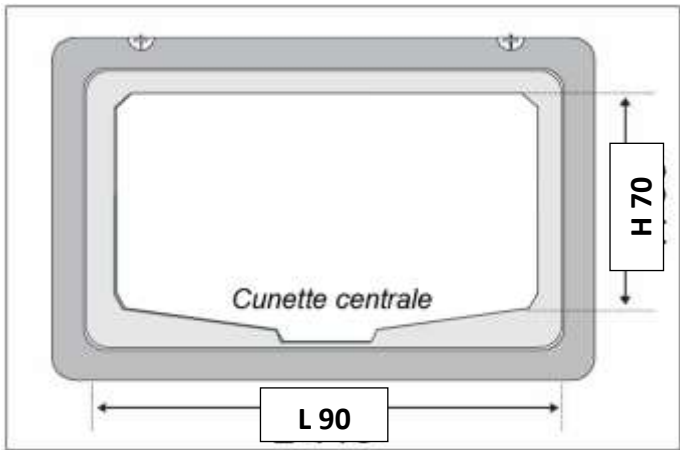
Fiche de l’Ouvrage Hydraulique n°1 Point bas	
Caractéristiques du bassin versant collecté : <ul style="list-style-type: none">• Superficie : 0,46 km²• Occupation du sol : Parcelle agricole + parcelle boisée	
Caractéristiques à prendre en compte pour le dimensionnement	
Débit à gérer <ul style="list-style-type: none">• Débit centennal = 959 l/s• Débit capable minimum à respecter = 1 278 l/s	
Dimensionnement de l’ouvrage de franchissement projeté	
L’ouvrage de franchissement sera de type pont cadre avec les dimensions suivantes : <ul style="list-style-type: none">• Coefficient de rugosité = 70• Hauteur = 1,0 m• Largeur = 1,0 m• Pente minimale pour garantir le débit capable = 0,0015 m/m• Section = 1 m²• Longueur = 22 m Débit capable = 1 303 l/s	

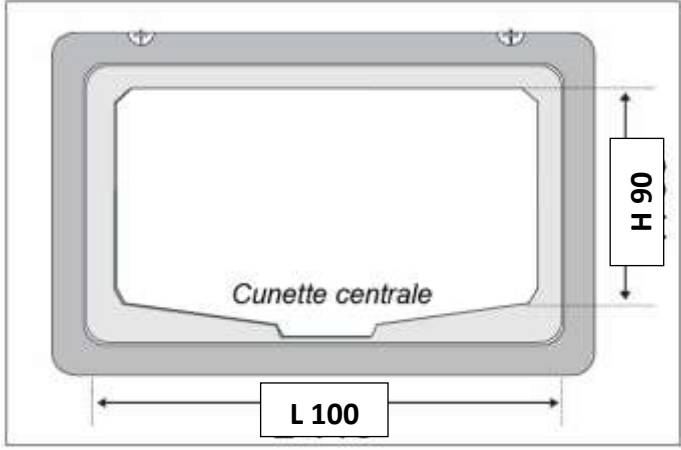
Fiche de l’Ouvrage Hydraulique n°2 Thalweg	
Caractéristiques du bassin versant collecté : <ul style="list-style-type: none">• Superficie : 0,28 km²• Occupation du sol : Parcelle agricole	
Caractéristiques à prendre en compte pour le dimensionnement	
Débit à gérer <ul style="list-style-type: none">• Débit centennal = 797 l/s• Débit capable minimum à respecter = 1 062 l/s	
Dimensionnement de l’ouvrage de franchissement projeté	
L’ouvrage de franchissement sera de type pont cadre avec les dimensions suivantes : <ul style="list-style-type: none">• Coefficient de rugosité = 70• Hauteur = 0,9 m• Largeur = 1,0 m• Pente minimale pour garantir le débit capable = 0,0015 m/m• Section = 0,9 m²• Longueur = 22 m Débit capable = 1 145 l/s	

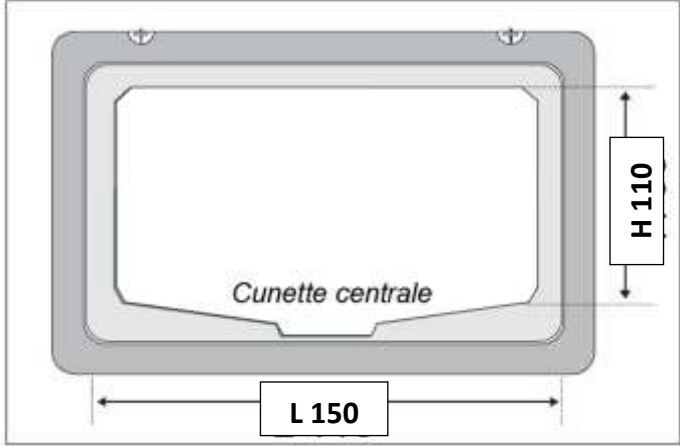
Fiche de l’Ouvrage Hydraulique n°3 Fossé	
Caractéristiques du bassin versant collecté : <ul style="list-style-type: none">• Superficie : 0,77 km²• Occupation du sol : Parcelle agricole	
Caractéristiques à prendre en compte pour le dimensionnement	
Débit à gérer <ul style="list-style-type: none">• Débit centennal = 1 883 l/s	
Dimensionnement de l’ouvrage de franchissement projeté	
L’ouvrage de franchissement sera de type pont cadre avec les dimensions suivantes : <ul style="list-style-type: none">• Coefficient de rugosité = 70• Hauteur = 0,9 m• Largeur = 1,0 m• Pente minimale pour garantir le débit capable = 0,0015 m/m• Section = 0,9 m²• Longueur = 22 m Débit capable = 1 902 l/s	

Fiche de l’Ouvrage d’Art n°2 La Trégonce	
Caractéristiques du bassin versant collecté : <ul style="list-style-type: none">• Superficie : 72,43 km²• Occupation du sol : Parcelles agricoles	
Caractéristiques à prendre en compte pour le dimensionnement	
Débit à gérer <ul style="list-style-type: none">• Débit centennal = 23 536 l/s• Débit capable minimum à respecter = 31 381 l/s	Ratio Section / Longueur <ul style="list-style-type: none">• Longueur de recouvrement = 33 m• Section minimale de l’ouvrage : 3,125 m²
Dimensionnement de l’ouvrage de franchissement projeté	
<ul style="list-style-type: none">• Coefficient de rugosité = 40• Hauteur = 3,45 m• Largeur = 15,0 m• Pente du cours d’eau = 0,0316 m/m <ul style="list-style-type: none">• Section = 51,75 m²• Longueur de recouvrement = 12,50 m• Débit capable = 652 817 l/s	
	
Un passage pour les piétons et la faune sauvage sera conservé de part et d’autre du cours d’eau afin de préserver la continuité écologique et le déplacement de la faune terrestre.	

Fiche de l’Ouvrage d’Art n°3 Le Ruisseau des Fontaines	
Caractéristiques du bassin versant collecté : <ul style="list-style-type: none">• Superficie : 18,19 km²• Occupation du sol : Parcelle agricole	
Caractéristiques à prendre en compte pour le dimensionnement	
Débit à gérer <ul style="list-style-type: none">• Débit centennal = 10 192 l/s• Débit capable minimum à respecter = 13 589 l/s	Ratio Section / Longueur <ul style="list-style-type: none">• Longueur de recouvrement = 34 m• Section minimale de l’ouvrage : 3,125 m²
Dimensionnement de l’ouvrage de franchissement projeté	
<ul style="list-style-type: none">• Coefficient de rugosité = 40• Hauteur = 4,50 m• Largeur = 10,20 m• Pente du cours d’eau = 0,0795 m/m <ul style="list-style-type: none">• Section = 45,90 m²• Longueur de recouvrement = 12,50 m• Débit capable = 925 544 l/s	
	
Un passage pour les piétons et la faune sauvage sera conservé de part et d’autre du cours d’eau afin de préserver la continuité écologique et le déplacement de la faune terrestre.	

Fiche de l’Ouvrage Hydraulique n°4 Thalweg	
Caractéristiques du bassin versant collecté : <ul style="list-style-type: none">• Superficie : 0,09 km²• Occupation du sol : Parcelle agricole	
Caractéristiques à prendre en compte pour le dimensionnement	
Débit à gérer <ul style="list-style-type: none">• Débit centennal = 463 l/s• Débit capable minimum à respecter = 617 l/s	
Dimensionnement de l’ouvrage de franchissement projeté	
L’ouvrage de franchissement sera de type pont cadre avec les dimensions suivantes : <ul style="list-style-type: none">• Coefficient de rugosité = 70• Hauteur = 0,7 m• Largeur = 0,9 m• Pente minimale pour garantir le débit capable = 0,0015 m/m• Section = 0,63 m²• Longueur = 24 m Débit capable = 720 l/s	

Fiche de l’Ouvrage Hydraulique n°5 Thalweg	
Caractéristiques du bassin versant collecté : <ul style="list-style-type: none">• Superficie : 0,25 km²• Occupation du sol : Parcelle agricole	
Caractéristiques à prendre en compte pour le dimensionnement	
Débit à gérer <ul style="list-style-type: none">• Débit centennal = 881 l/s• Débit capable minimum à respecter = 1 175 l/s	
Dimensionnement de l’ouvrage de franchissement projeté	
L’ouvrage de franchissement sera de type pont cadre avec les dimensions suivantes : <ul style="list-style-type: none">• Coefficient de rugosité = 70• Hauteur = 0,9 m• Largeur = 1,0 m• Pente minimale pour garantir le débit capable = 0,0015 m/m• Section = 0,9 m²• Longueur = 31 m Débit capable = 1 145 l/s	

Fiche de l’Ouvrage Hydraulique n°6 Thalweg	
Caractéristiques du bassin versant collecté : <ul style="list-style-type: none">• Superficie : 0,73 km²• Occupation du sol : Parcelle agricole	
Caractéristiques à prendre en compte pour le dimensionnement	
Débit à gérer <ul style="list-style-type: none">• Débit centennal = 1 841 l/s• Débit capable minimum à respecter = 2 454 l/s	Ratio Section / Longueur <ul style="list-style-type: none">• Longueur de recouvrement = 27 m• Section minimale de l’ouvrage : 6,8 m²
Dimensionnement de l’ouvrage de franchissement projeté	
<p>L’ouvrage de franchissement sera de type pont cadre avec les dimensions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">• Coefficient de rugosité = 70• Hauteur = 1,1 m• Largeur = 1,5 m• Pente minimale pour garantir le débit capable = 0,0015 m/m• Section = 1,65 m²• Longueur = 27 m <p>Débit capable = 2 611 l/s</p>	

3 LE BASSIN MULTIFONCTION

3.1 DÉFINITION DES BASSINS VERSANTS ROUTIERS

Les bassins versants routiers ont été définis par rapport au profil en long transmis par le Département de l'Indre. On entend par « bassin versant routier » uniquement la surface de chaussée, accotements, et talus collectée dans les dispositifs d'assainissement de la plateforme. Les bassins versants routiers n'interceptent aucune surface naturelle hors emprise de la route.

Plusieurs bassins versants routiers ont été définis (cf. tableau ci-dessous). Ces bassins ont été déterminés en fonction des points bas et des points hauts de la déviation routière, et de l'emprise potentielle utilisable pour les bassins de rétention.

Tableau 4 : Bassins versants routiers de la déviation de Villedieu-sur-Indre

Nom		Localisation du bassin versant routier	Linéaire de voie
BVR1	1-1	Axe RD943 Ouest	678,73 m
	1-2	Axe RD943 Villedieu	388,23 m
	1-3	Giratoire	4 600 m ²
	1-4	Axe déviation Villedieu (de 0 à 1 180 m)	1 180 m
BVR2	2-1	Axe déviation Villedieu (de 1 180 à 2 060 m)	880 m
	2-2	Axe déviation Villedieu (de 2 060 à 2 280 m)	220 m
BVR3		Axe déviation Villedieu (de 2 280 à 2 680 m)	400 m
BVR4	4-1	Axe déviation Villedieu (de 2 680 à 2 820 m)	140 m
	4-2	Axe déviation Villedieu (de 2 820 à 4 250 m)	1 430 m
BVR5		Axe déviation Villedieu (de 4 250 à 5 240 m)	990 m
BVR6		Axe déviation Villedieu (de 5 240 à 5 632,62 m)	392,62 m
TOTAL			6 699,58 m

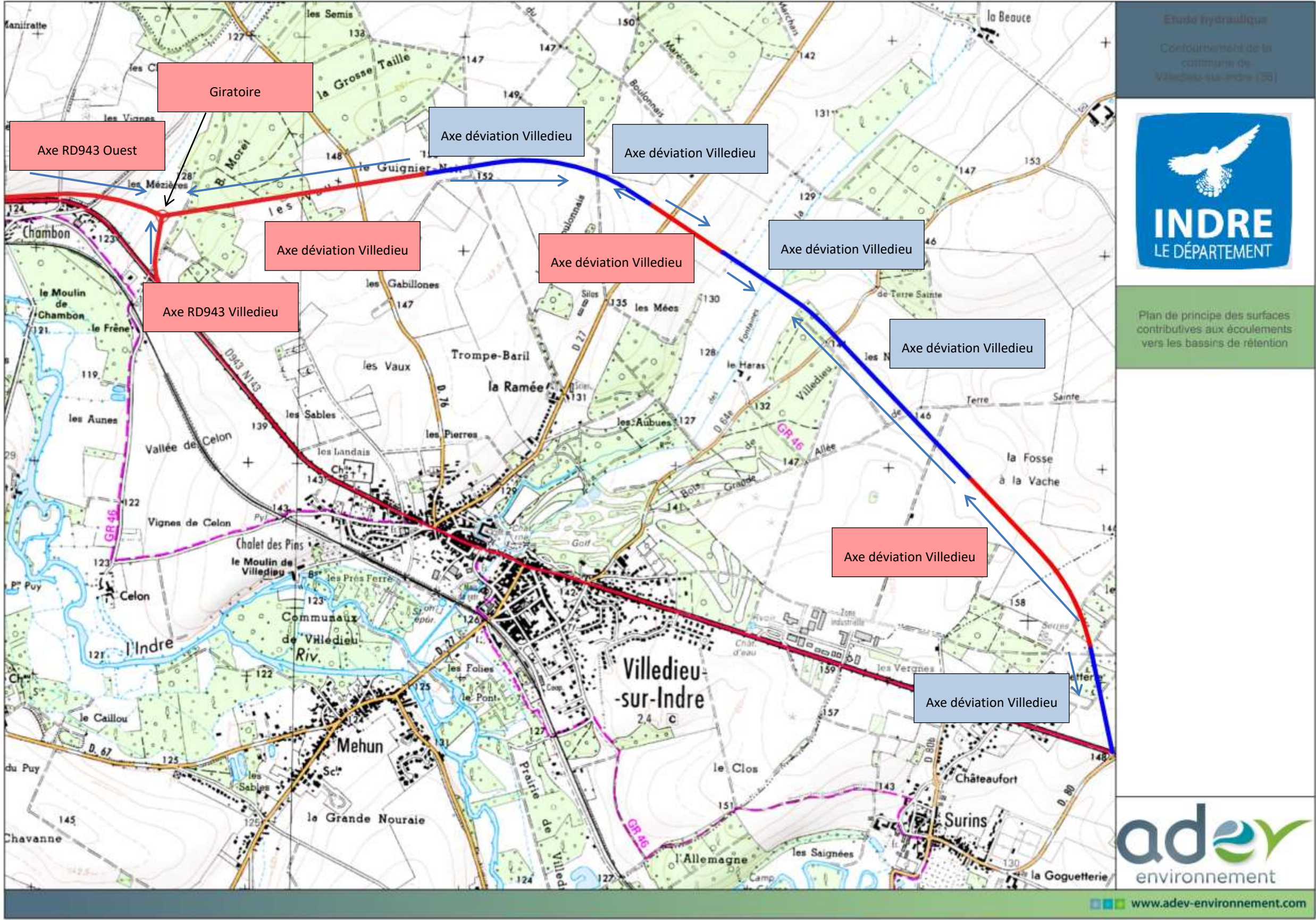
Les calculs de dimensionnement des ouvrages de rétention sont basés sur un projet en 2x1 voies sur l'ensemble du linéaire.

3.2 VOLUMES À STOCKER

Au regard des hypothèses ci-dessus, les volumes à stocker pour chaque bassin versant routiers sont les suivants :

Tableau 5 : Volumes à stocker pour une pluie de retour T = 10 ans pour les bassins versants routiers de la déviation de Villedieu-sur-Indre

Nom	Surfaces contributives (m²)		Surface active (m²)	Coefficient de ruissellement	Débit de fuite (l/s)	Volume à stocker (m³) T = 10 ans	Exutoire
BVR1	Voirie (Cr = 0,95)	16 852	16 010	0,93	12,5	1 301 m³ Vidange en 29 heures	Ruisseau de la Vallée
	Accotements :	11 235	9 437				
	- Accotements (Cr = 0,80)	- 8 988	- 7 190				
	- Fossés (Cr = 1,00)	- 2 247	- 2 247				
	Giratoire (Cr = 0,95)	4 600	4 370				
	Bassin (Cr = 1,00)	9 043	9 043				
	TOTAL	41 730	38 860				
BVR2	Voirie (Cr = 0,95)	8 250	7 838	0,92	4,5	459 m³ Vidange en 28 heures	Fossé (longeant le chemin rural rejoignant le fossé longeant la RD 27 rejoignant la Trégonce)
	Accotements :	5 500	4 620				
	- Accotements (Cr = 0,80)	- 4 400	- 3 520				
	- Fossés (Cr = 1,00)	- 1 100	- 1 100				
	Bassin (Cr = 1,00)	1 339	1 339				
	TOTAL	15 089	13 797				
BVR3	Voirie (Cr = 0,95)	3 000	2 850	0,92	1,7	177 m³ Vidange en 28 heures	Fossé (bassin versant de la Trégonce)
	Accotements :	2 000	1 680				
	- Accotements (Cr = 0,80)	- 1 600	- 1 280				
	- Fossés (Cr = 1,00)	- 400	- 400				
	Bassin (Cr = 1,00)	767	767				
	TOTAL	5 767	5 297				
BVR4	Voirie (Cr = 0,95)	11 775	18 240	0,91	6,3	635 m³ Vidange en 28 heures	Ruisseau des Fontaine
	Accotements :	7 850	10 752				
	- Accotements (Cr = 0,80)	- 6 280	- 8 192				
	- Fossés (Cr = 1,00)	- 1 570	- 2 560				
	Bassin (Cr = 1,00)	1 295	2 284				
	TOTAL	34 284	31 276				
BVR5	Voirie (Cr = 0,95)	7 054	6 701	0,91	0,3	640 m³	Infiltration
	Accotements :	4 950	4 158				
	- Accotements (Cr = 0,80)	- 3 960	- 3 168				
	- Fossés (Cr = 1,00)	- 990	- 990				
	Bassin (Cr = 1,00)	760	760				
	TOTAL	12 764	11 619				
BVR6	Voirie (Cr = 0,95)	2 945	2 797	0,91	1,5	148 m³ Vidange en 28 heures	Bassin existant au niveau du giratoire de Surins
	Accotements :	1 963	1 649				
	- Accotements (Cr = 0,80)	- 1 570	- 1 256				
	- Fossés (Cr = 1,00)	- 393	- 393				
	TOTAL	4 908	4 446				



Plan 5 : Plan de principe des surfaces contributives aux écoulements vers les bassins de rétention

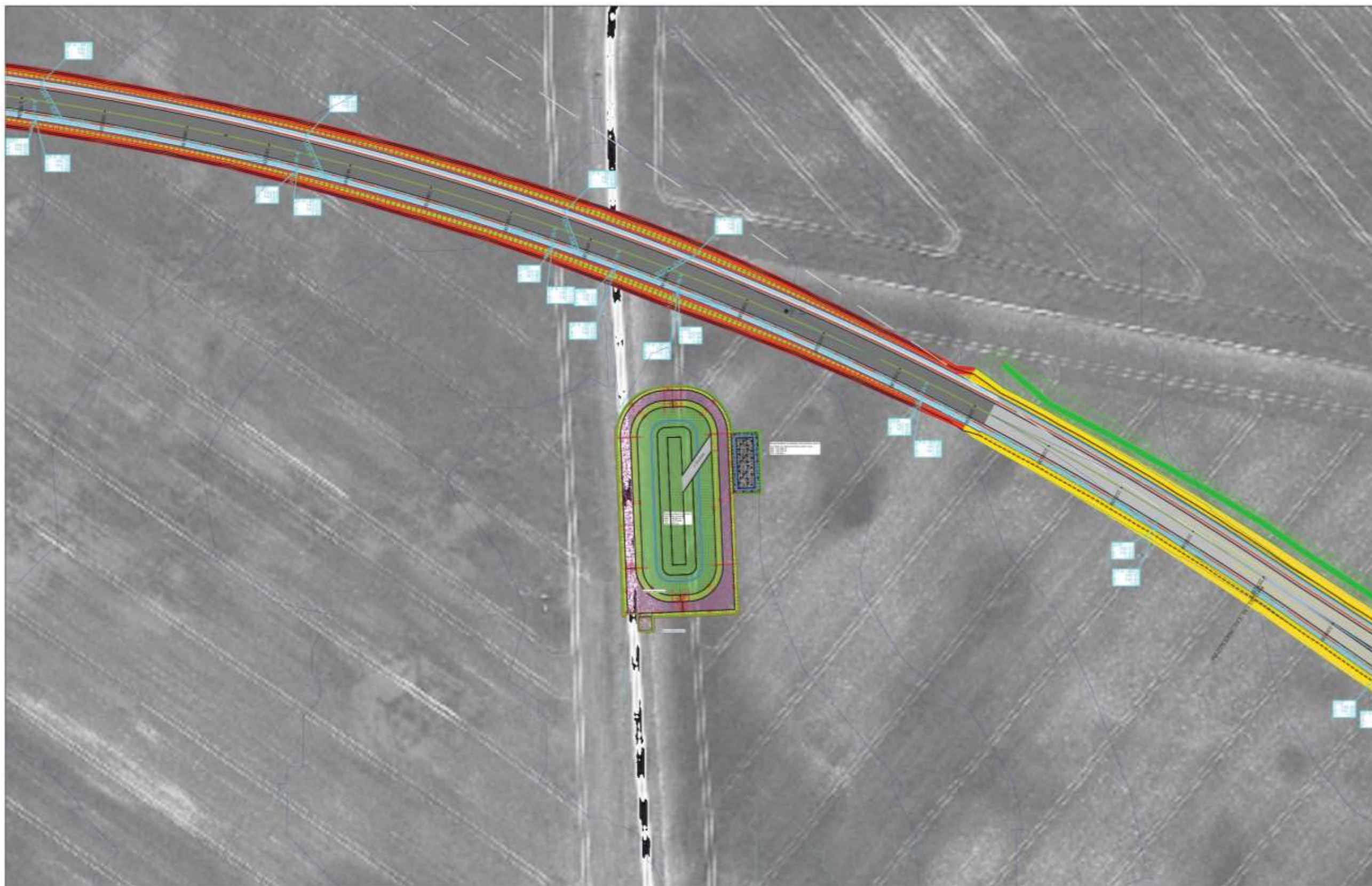
3.3 DESCRIPTIFS DES OUVRAGES

Le tableau ci-dessous détaille pour chaque bassin de rétention les dimensionnements caractéristiques (volume, surfaces, hauteur d'eau, exutoire, ...)

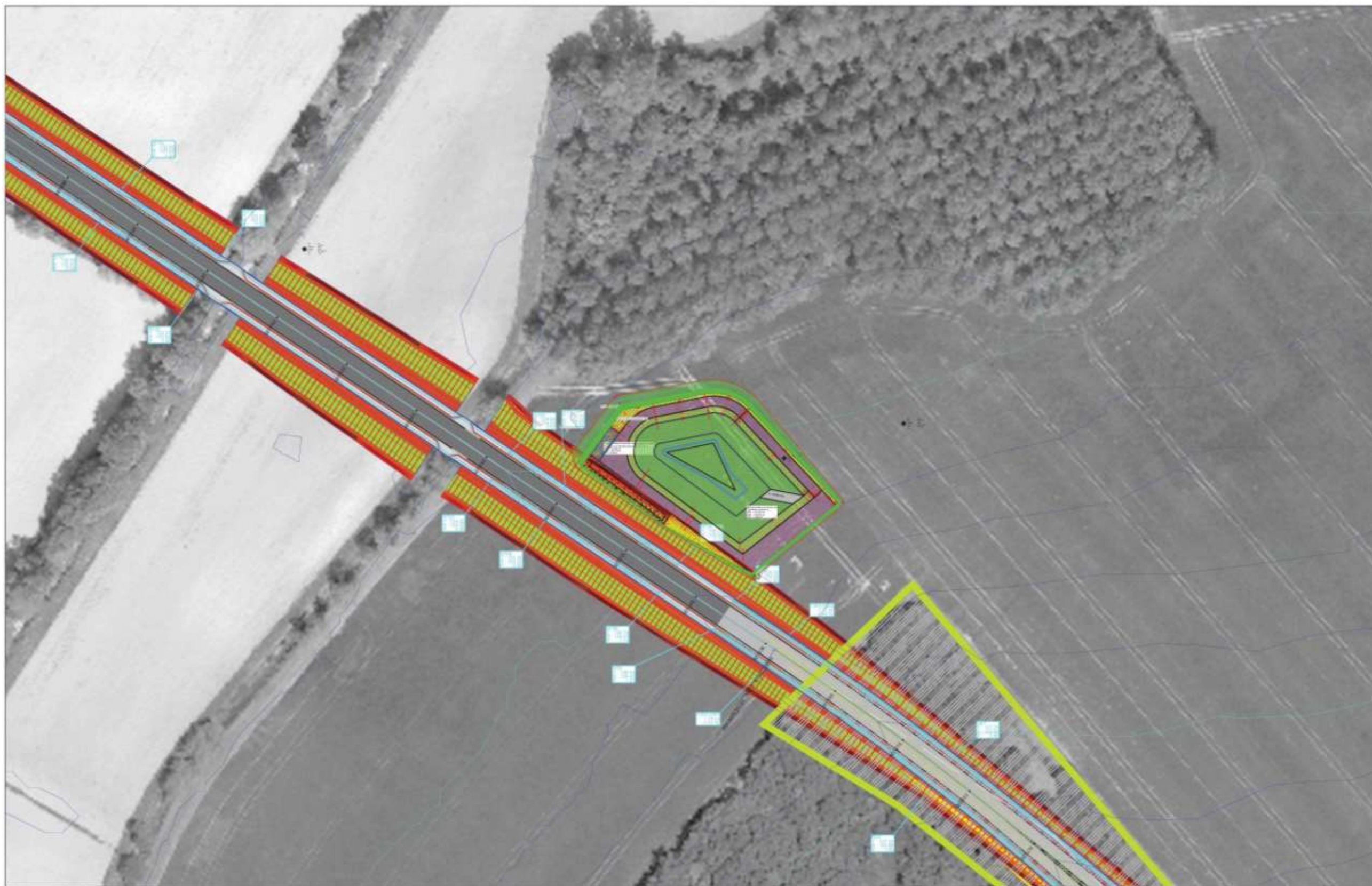
Tableau 6 : Caractéristiques des bassins de rétention

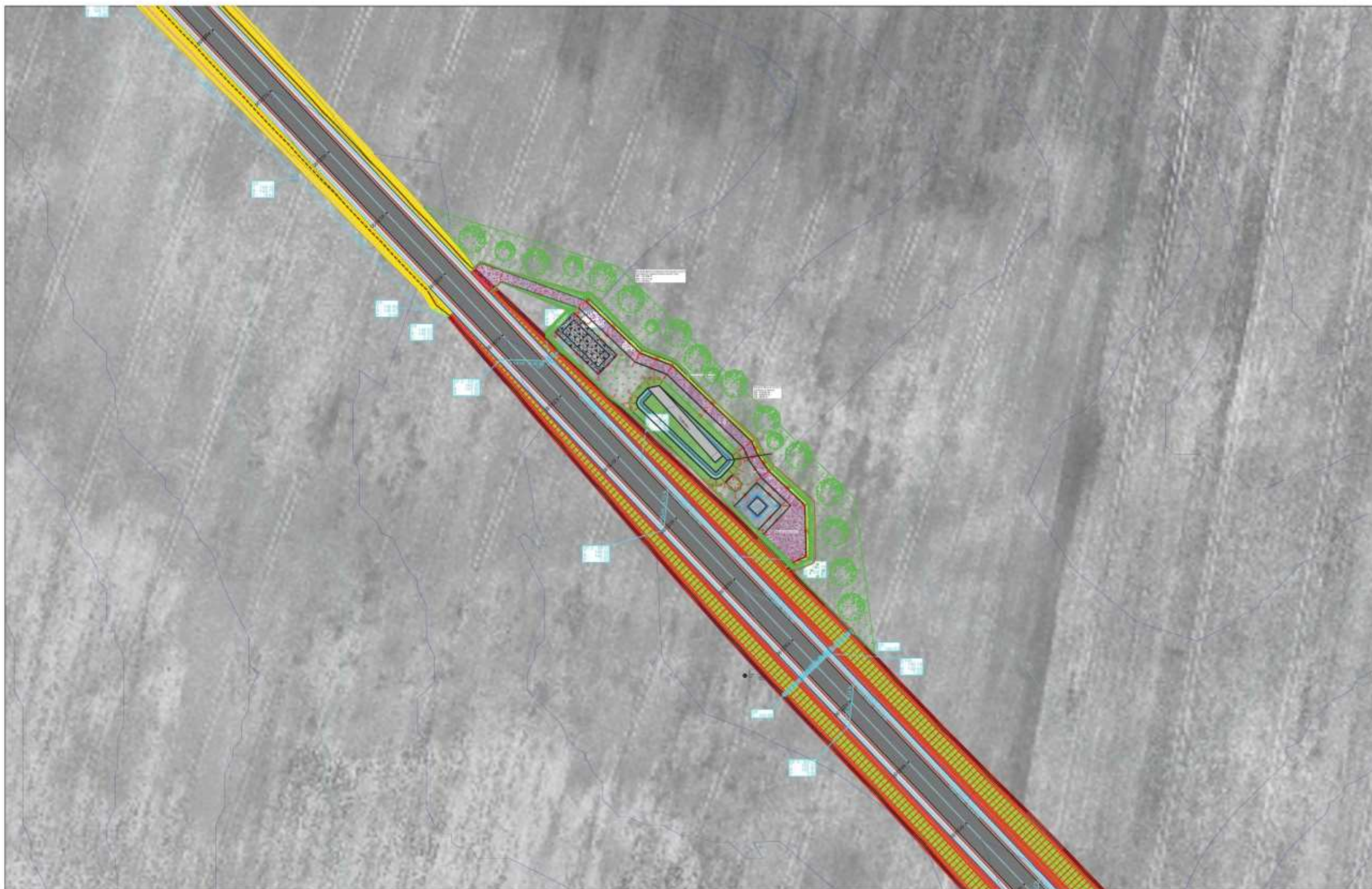
Bassin de rétention	Volume à stocker m ³ /s	Débit de fuite l/s	H volume mort m	H max m	Revanche disponible m	Exutoire	Volume maximal stockable m ³	Surface de fond m ²	Surface miroir m ²	Coordonnées rejet	
										Lambert 93	
										X	Y
BVR1	1 301	12,5	0,5	0,5	0,40	Bassin supplémentaire au sud-ouest du giratoire.	3 334	8 908	9 043		
BVR2	459	4,5	0,5	0,5	0,40	Thalweg (bassin versant de la Trégonce)	927	1 169	1 183		
BVR3	177	1,7	0,5	0,5	0,40	fossé (bassin versant de la Trégonce)	670	486	610		
BVR4	635	6,3	0,5	0,5	0,40	Ruisseau des Fontaine	1 116	1 122	1 149		
BVR5	640	0,3	0,5	0,5	0,40	Infiltration	653	479	596		
BVR6	148	1,5	0,5	0,5-	0,40	Bassin existant au niveau du giratoire de Surins	-	-	-		











PIECE 5 : APPRECIATION SOMMAIRE DES DEPENSES

1 COUT PREVISIONNEL DE REALISATION

RD943 Déviation de VILLEDIEU SUR INDRE	
POSTES	MONTANT
ETUDES & DIVERS (Environnement/AFAF/Géotechnique/Ouvrages d'Art/Levé topo/SPS/Redevance archéologique)	1 700 000,00 €
ACQUISITIONS FONCIERES	720 000,00 €
TRAVAUX (Terrassement/Chaussée/Assainissement/Ouvrages d'Art, Bassins de rétention et de traitement)	17 600 000,00 €
SUIVI ENVIRONNEMENTAL	260 000,00 €
ESTIMATION H.T. (Valeur Janvier 2020)	20 280 000,00 €

2 DETAIL PAR POSTE

2.1 ETUDES & DIVERS

RD943 Déviation de VILLEDIEU SUR INDRE				
ESTIMATION				
DESIGNATION	Unités	Quantités	Prix Unitaire	Montant
ENVIRONNEMENT				
Mise à jour Études Environnementales & Dossier Autorisation Environnementale & DUP	Ens	1	70 000,00 €	70 000,00 €
			Total H.T.	70 000,00 €
			T.V.A. 20 %	14 000,00 €
			Total T.T.C.	84 000,00 €
DESIGNATION	Unités	Quantités	Prix Unitaire	Montant
AGRICULTURE				
Etudes Aménagement Foncier Agricole et Forestier	Ens	1	375 000,00 €	375 000,00 €
Travaux connexes dans le cadre de l'AFAF	Ens	1	250 000,00 €	250 000,00 €
Indemnités pour occupation anticipée de l'emprise (0,50 €/m²/an)	m²	260 000	2,00 €	520 000,00 €
			Total H.T.	1 145 000,00 €
			T.V.A. 20 %	229 000,00 €
			Total T.T.C.	1 374 000,00 €

DESIGNATION	Unités	Quantités	Prix Unitaire	Montant
GEOTECHNIQUE				
Etudes Géotechniques (Terrassements & OA)	Ens	1	180 000,00 €	190 000,00 €
			Total H.T.	190 000,00 €
			T.V.A. 20 %	38 000,00 €
			Total T.T.C.	228 000,00 €
DESIGNATION	Unités	Quantités	Prix Unitaire	Montant
OUVRAGE d'ART				
Etudes BE OA	Ens	1	90 000,00 €	90 000,00 €
			Total H.T.	90 000,00 €
			T.V.A. 20 %	18 000,00 €
			Total T.T.C.	108 000,00 €
DESIGNATION	Unités	Quantités	Prix Unitaire	Montant
TOPOGRAPHIE				
Levés Topographiques	Ens	1	20 000,00 €	20 000,00 €
			Total H.T.	20 000,00 €
			T.V.A. 20 %	4 000,00 €
			Total T.T.C.	24 000,00 €
DESIGNATION	Unités	Quantités	Prix Unitaire	Montant
SECURITE PROTECTION DE LA SANTE (SPS)				
Mission SPS (Conception/Réalisation)	Ens	1	20 000,00 €	20 000,00 €
			Total H.T.	20 000,00 €
			T.V.A. 20 %	4 000,00 €
			Total T.T.C.	24 000,00 €
DESIGNATION	Unités	Quantités	Prix Unitaire	Montant
ARCHEOLOGIE				
Redevance Archéologique INRAP Diagnostic	m²	260 000	0,60 €	156 000,00 €
			Total H.T.	156 000,00 €
			T.V.A. 20 %	31 200,00 €
			Total T.T.C.	187 200,00 €
TOTAL « ESTIMATION H.T. ETUDES & DIVERS »				1 691 000,00 €
TOTAL ARRONDI « ESTIMATION H.T. ETUDES & DIVERS »				1 700 000,00 €

2.2 ACQUISITIONS FONCIÈRES

RD943 Déviation de VILLEDIEU SUR INDRE				
ESTIMATION				
DESIGNATION				Montant
ACQUISITIONS FONCIERES				
Emprises globales				666 000,00 €
			Total	666 000,00 €
DESIGNATION	Unités	Quantités	Prix Unitaire H.T.	Montant H.T.
GEOMETRE				
Bornages des emprises et substitutions	Ens	1	50 000,00 €	50 000,00 €
			Total H.T.	50 000,00 €
			T.V.A. 20 %	10 000,00 €
			Total T.T.C.	60 000,00 €
TOTAL « ESTIMATION H.T. ACQUISITIONS FONCIERES »				716 000,00 €
TOTAL ARRONDI « ESTIMATION H.T. ACQUISITIONS FONCIERES »				720 000,00 €

2.3 ESTIMATIONS TRAVAUX

RD943 Déviation de VILLEDIEU SUR INDRE				
DESIGNATION	Unités	Quantités	Prix Unitaire H.T.	Montant H.T.
TERRASSEMENT ASSAINISSEMENT CHAUSSEE				
Installation de chantier	Ft	1	320 000,00 €	320 000,00 €
Plan d'assurance qualité	Ft	1	60 000,00 €	60 000,00 €
Laboratoire de chantier	Ft	1	60 000,00 €	60 000,00 €
Signalisation de chantier	Ft	1	10 000,00 €	10 000,00 €
Piquetage	Ft	1	10 000,00 €	10 000,00 €
Études d'exécution	Ft	1	20 000,00 €	20 000,00 €
Dossier de récolement et dossier d'ouvrage	Ft	1	11 000,00 €	11 000,00 €
Débroussaillage	m²	20 000	2,00 €	40 000,00 €
Abatage d'arbre	u	300	156,00 €	46 800,00 €
Dessouchage	u	300	104,00 €	31 100,00 €
Démolitions divers	m³	30	91,00 €	2 730,00 €
Décapage de terre végétale	m²	260 000	2,00 €	520 000,00 €
Rabotage de chaussée 0 et 10 cm	m²	12 000	10,00 €	120 000,00 €
Démolition de chaussée sous circulation	m³	3 000	130,00 €	390 000,00 €
Purge	m³	12 000	46,00 €	552 000,00 €

Géotextile	m²	88 000	2,00 €	176 000,00 €
Scarification	m²	4 000	4,00 €	16 000,00 €
Sciage de chaussée	m	1 000	4,00 €	4 000,00 €
Déblais mis en remblais	m³	154 000	6,00 €	924 000,00 €
Déblais mis en stock pour constitution couche de forme	m³	44 000	13,00 €	572 000,00 €
Déblais impropres mis en remblai sur le site	m³	7 000	13,00 €	91 000,00 €
Reprise matériau du site pour constitution couche de forme	tonne	95 000	16,00 €	1 520 000,00 €
GNT 0/80	tonne	16 000	16,00 €	256 000,00 €
GNT 0/31,5	tonne	18 000	24,00 €	432 000,00 €
GNT 0/20	tonne	3 000	26,00 €	78 000,00 €
Reprise et mise en œuvre de terre végétale	m²	129 000	2,00 €	258 000,00 €
Enherbement	m²	129 000	3,00 €	387 000,00 €
Bouelet	m	6 000	39,00 €	234 000,00 €
Canalisation Dn 400	m	200	130,00 €	26 000,00 €
Canalisation Dn 500	m	4 000	156,00 €	624 000,00 €
Regard Dn 1000	u	50	1 300,00 €	65 000,00 €
Regard Dn 600 avaloir grille A	u	150	780,00 €	117 000,00 €
Tête de sécurité Dn 400	u	50	325,00 €	16 250,00 €
Tête d'aqueduc Dn 500	u	20	455,00 €	9 100,00 €
Création curage de fossé	m	18 000	9,00 €	162 000,00 €
Béton pour ouvrage divers	m³	200	234,00 €	46 800,00 €
Fourreau PEHD Fibre optique	m	14 000	33,00 €	462 000,00 €
Fourreau Dn100 FT ou ERDF	m	14 000	26,00 €	364 000,00 €
Chambre de tirage L4T à radier reconstituer	u	14	2 600,00 €	36 400,00 €
Chambre de tirage L2T	u	20	910,00 €	18 200,00 €
Couche d'imprégnation	m²	88 000	2,00 €	176 000,00 €
Couche d'accrochage à rupture rapide	m²	190 000	1,10 €	209 000,00 €
EB 14 assise 35/50 « tiède » (GB3 0/14)	tonne	29 000	78,00 €	2 262 000,00 €
EB 10 liaison 35/50 « tiède » (BBSG 3 0/10)	tonne	10 000	85,00 €	850 000,00 €
BBM	tonne	7 000	91,00 €	637 000,00 €

Total H.T.	13 222 480,00 €
T.V.A. 20 %	2 664 496,00 €
Total T.T.C.	15 866 976,00 €

DESIGNATION	Unités	Quantités	Prix Unitaire H.T.	Montant H.T.
OUVRAGES D'ART				
Travaux préparatoires et Documents Divers	Ens	1	250 000,00 €	250 000,00 €
OA ruisseau « Les Vallées » – Fondations sur pieux	m	120	1 400,00 €	168 000,00 €
OA rivière « La Trégonce » – Fondations sur pieux	m	160	1 400,00 €	224 000,00 €
OA ruisseau « Les Fontaines » – Fondations sur pieux	m	160	1 400,00 €	224 000,00 €
OA ruisseau « Les Vallées » type PIPO	Ens	1	400 000,00 €	400 000,00 €
OA rivière « La Trégonce » type PIPO	Ens	1	1 000 000,00 €	1 000 000,00 €
OA ruisseau « Les Fontaines » type PIPO	Ens	1	680 000,00 €	680 000,00 €

Total H.T.	2 946 000,00 €
T.V.A. 20 %	589 200,00 €
Total T.T.C.	3 535 200,00 €

DESIGNATION	Unités	Quantités	Prix Unitaire H.T.	Montant H.T.
BASSINS DE TRAITEMENT				
Bassin de « Chambon »	Ft	1	200 000,00 €	200 000,00 €
Bassin du « Petit Boulonnais »	Ft	1	100 000,00 €	100 000,00 €
Bassin de « Rive droite de la Trégonce »	Ft	1	90 000,00 €	90 000,00 €
Bassin de « Rive gauche du ruisseau des Fontaines »	Ft	1	90 000,00 €	90 000,00 €
Bassin de « la fosse à la vache »	Ft	1	150 000,00 €	150 000,00 €
			Total H.T.	630 000,00 €
			T.V.A. 20 %	126 000,00 €
			Total T.T.C.	756 000,00 €

DESIGNATION	Unités	Quantités	Prix Unitaire H.T.	Montant H.T.
AMENAGEMENT PAYSAGER				
Bassin de « Chambon »	m²	38 000	4,00 €	152 000,00 €
« Le Boulonnais »	m²	2 000	12,00 €	24 000,00 €
Bassin de « Rive droite de la Trégonce »	m²	2 000	12,00 €	24 000,00 €
Bassin de « la fosse à la vache »	m²	2 000	12,00 €	24 000,00 €
Giratoire Niherne	m²	6 700	12,00 €	80 400,00 €
			Total H.T.	304 400,00 €
			T.V.A. 20 %	60 880,00 €
			Total T.T.C.	365 280,00 €

DESIGNATION	Unités	Quantités	Prix Unitaire H.T.	Montant H.T.
GLISSIERES DE SECURITE				
Glissières de sécurité	Ens	1	225 000,00 €	225 000,00 €
			Total H.T.	225 000,00 €
			T.V.A. 20 %	45 000,00 €
			Total T.T.C.	270 000,00 €

DESIGNATION	Unités	Quantités	Prix Unitaire H.T.	Montant H.T.
Aire de contrôle PL				
Superficie	m²	2 100		
Déblais impropres mis en remblai sur le site	m³	1 512	13,00 €	19 656,00 €
GNT 10/100	tonne	1 617	16,00 €	22 872,00 €
GNT 0/31,5	tonne	693	24,00 €	16 632,00 €
EB 14 assise 35/50 « tiède » (GB3 0/14)	tonne	840	78,00 €	65 520,00 €
EB 10 roulement 35/50 « tiède » (BBSG 3 0/10)	tonne	315	85,00 €	26 775,00 €
Clôtures	m	185	104,00 €	19 240,00 €
Portail PL 5m	u	2	5 200,00 €	10 400,00 €
Eclairage public	Ens	1	26 000,00 €	26 000,00 €
			Total H.T.	210 095,00 €
			T.V.A. 20 %	42 019,00 €
			Total T.T.C.	252 114,00 €

DESIGNATION	Unités	Quantités	Prix Unitaire H.T.	Montant H.T.
Arrêt BUS « Chambon »				
Superficie	m²	800		
Déblais impropres mis en remblai sur le site	m³	576	13,00 €	7 488,00 €
GNT 10/100	tonne	616	16,00 €	9 856,00 €
GNT 0/31,5	tonne	264	24,00 €	6 336,00 €
EB 14 assise 35/50 « tiède » (GB3 0/14)	tonne	320	75,00 €	24 960,00 €
EB 10 roulement 35/50 « tiède » (BBSG 3 0/10)	tonne	120	85,00 €	10 200,00 €
			Total H.T.	58 840,00 €
			T.V.A. 20 %	11 768,00 €
			Total T.T.C.	70 608,80 €

TOTAL « ESTIMATION H.T. TRAVAUX »	17 596 815,00 €
--	------------------------

TOTAL ARRONDI « ESTIMATION H.T. TRAVAUX »	17 600 000,00 €
--	------------------------

2.4 SUIVI ENVIRONNEMENTAL

RD943 Déviation de VILLEDIEU SUR INDRE

ESTIMATION

DESIGNATION	Unités	Quantités	Prix Unitaire	Montant
MESURES D'EVITEMENT, DE REDUCTION OU DE COMPENSATION DES EFFETS NEGATIFS DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT OU LA SANTE ET CHIFFRAGE				
MNAT-C4 Plantation de haies	Ens	1	93 240,00 €	93 240,00 €
MNAT-A1 Mise en place d'un suivi de la mortalité faunistique sur le nouvel aménagement	Ens	1	36 000,00 €	36 000,00 €
MNAT-A2 Mise en place de panneaux de signalisation alertant les automobilistes sur le risque de traversées d'animaux	Ens	1	2 000,00 €	2 000,00 €
MNAT-A3 Suivi des espèces végétales invasives	Ens	1	2 000,00 €	2 000,00 €
MNAT-A4 Mise en place d'un suivi de la fréquentation des passages aménagés pour la faune	Ens	1	44 000,00 €	44 000,00 €
MNAT-A5 Mise en place de suivi pour les mesures de réduction et de compensation	Ens	1	76 200,00 €	76 200,00 €
			Total H.T.	253 440,00 €
			T.V.A. 20 %	50 688,00 €
			Total T.T.C.	304 128,00 €

TOTAL « ESTIMATION H.T. SUIVI ENVIRONNEMENTAL »	253 440,00 €
--	---------------------

TOTAL ARRONDI « ESTIMATION H.T. SUIVI ENVIRONNEMENTAL »	260 000,00 €
--	---------------------

3 FINANCEMENT

Le financement de l'opération sera assuré à 100 % par le Département de l'Indre.

PIECE 6 : DOSSIER DE MISE EN COMPATIBILITE DU PLU DE VILLEDIEU-SUR-INDRE ET DU PLU DE NIHERNE

voir Pièce 6 annexée

PIECE 7 : ÉTUDE D'IMPACT

voir Autorisation Environnementale, valant Étude d'impact, annexée

PIECE 8 : DECISIONS DE CAS PAR CAS SOUMETTANT LE PROJET A EVALUATION ENVIRONNEMENTALE



PREFET DE LA REGION CENTRE-VAL DE LOIRE

Le Préfet,

Orléans, le 13 JUIL. 2018

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement

Service Évaluation, Énergie, Valorisation de la Connaissance
Département Appui à l'Autorité Environnementale

Nos réf : 2018-703

Vos réf : votre courriel du 22 février 2018

Affaire suivie par : Alexis VERNIER

Tél. 02 36 17 46 37 – Fax : 02 36 17 46 87

Courriel : daae.servat.dreal-centre@developpement-durable.gouv.fr

REÇU LE
23 JUIL. 2018
à la DGA/RTPE

*SCDM = CC + RN
+ GR
O = BD*

Monsieur le Directeur,

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint l'arrêté préfectoral pris suite à votre saisine de l'autorité environnementale pour une demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le numéro F02418P0033.

Les délais et voies de recours sont indiqués dans ledit arrêté.

L'évaluation environnementale qui sera réalisée devra être conjointe au projet de déviation routière et à celui d'aménagement foncier, agricole et forestier (AFAF) qui lui est associé, les deux projets formant un projet d'ensemble qu'il convient d'appréhender de manière globale, en application de l'article L. 122-1 III du code de l'environnement.

Compte tenu des sensibilités de l'aire d'étude et des caractéristiques des aménagements prévus, il conviendra de développer de façon attentive les points suivants :

- concernant la biodiversité, démontrer la pertinence des mesures d'évitement, de réduction et de compensation en vue des objectifs suivants :
 - assurer la pérennité et la fonctionnalité des milieux à intérêt patrimonial (incluant les zones humides riveraines de la Trégonce et du ruisseau des Fontaines, dont la destruction de 750 m² est prévue aux fins de réaliser des ouvrages de franchissement des dits cours d'eau) ;

Monsieur Christophe COURTEMANCHE
Directeur Général Adjoint des Routes, des
Transports, du Patrimoine et de l'Éducation
Conseil départemental de l'Indre
Hôtel du Département
Place de la Victoire et des Alliés
36000 CHÂTEAUROUX

181, rue de Bourgogne 45042 ORLÉANS CEDEX - Standard : 02 38 91 45 45 - Télécopie : 02 38 91 45 02
Site internet : <http://www.centre.gouv.fr>

- garantir la transparence des corridors écologiques, notamment l'ensemble forestier constitué par le Bois Moret et le Bois de la Grosse Planche qui sera traversé par la future route ;
- démontrer l'absence d'incidence négative sur l'état de conservation des espèces protégées ou menacées inventoriées dans l'aire d'étude, et sur celui des sites Natura 2000 et zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) proches du projet.
- concernant la ressource en eau, justifier de l'absence d'incidence négative du projet sur :
 - l'état des masses d'eau superficielles de l'Indre et de la Trégonce ;
 - les eaux souterraines, particulièrement au droit du périmètre de protection rapprochée du captage d'eau potable de la « Grosse Planche » (commune de Saint-Lactencin), qui couvre l'extrême ouest du tracé de la déviation ;
 ce volet tiendra compte des risques de pollution en phase chantier (affouillements, déversement de matières polluantes...) tout comme en phase fonctionnement (par rapport aux ouvrages de gestion et d'épuration des eaux de ruissellement) ;
- concernant l'exposition au bruit :
 - quantifier l'exposition actuelle au bruit des habitations situées à proximité du futur tracé (hameau de « La Greletterie », lieux-dits « L'Aubronnerie », « Le Boulonnais » et « Le Haras »), ainsi que la hausse attendue du fait de la réalisation du projet ;
 - prévoir, si nécessaire, des mesures de réduction d'impact pour les habitations les plus exposées ;
- concernant le paysage et le patrimoine :
 - décrire l'incidence des ouvrages projetés (remblais, ouvrages d'art...) sur les perspectives proches et lointaines (en particulier à partir des zones habitées et des circuits de randonnée) ;
 - présenter les mesures d'intégration paysagère envisagées ;
 - justifier d'une bonne prise en compte des contraintes liées à l'archéologie dans la zone de projet.

Les impacts de la déviation routière et de l'AFAF devront être analysés de manière croisée, de même que les mesures correctrices ou compensatoires envisagées et les effets qui en sont attendus.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de ma considération distinguée.

Le Préfet de la Région Centre-Val de Loire
Jean-Marc FALCONE



PREFET DE LA REGION CENTRE-VAL DE LOIRE

Arrêté

**Portant décision après examen au cas par cas
de la demande enregistrée sous le numéro F02418P0033
en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement**

**Le Préfet de région,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,**

- Vu la directive 2011/92/UE du Parlement Européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;
- Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2 et R.122-3 ;
- Vu l'arrêté de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer du 12 janvier 2017 relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;
- Vu la demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le numéro F02418P0033 relative au projet d'aménagement de la déviation routière de Villedieu-sur-Indre (36) reçue complète le 22 février 2018 ;
- Vu la décision tacite, née le 29 mars 2018, soumettant à évaluation environnementale le projet susmentionné ;
- Vu l'avis de l'agence régionale de santé du 6 mars 2018 ;
- Considérant que le projet a pour objet la déviation de la route RD 943 au nord du bourg de Villedieu-sur-Indre (36), sur un linéaire de 7,6 kilomètres ;
- Considérant que le projet relève de la catégorie 6^a) du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement ;
- Considérant que la réalisation du projet sera accompagnée d'un aménagement foncier, agricole et forestier destiné à compenser les impacts sur les terres agricoles, et que cette opération est soumise à une évaluation environnementale de manière systématique en application de la catégorie 45° du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement ;
- Considérant que les projets de déviation routière et d'aménagement foncier, agricole et forestier doivent être considérés comme un projet d'ensemble, dont les incidences sur l'environnement doivent être évaluées dans leur globalité en application de l'article L. 122-1 III du code de l'environnement ;

Arrête

Article 1^{er}

La décision tacite, née le 29 mars 2018, soumettant à évaluation environnementale le projet d'aménagement de la déviation routière de Villedieu-sur-Indre (36), enregistré sous le numéro F02418P0033, est modifiée en tant qu'elle est remplacée par la présente décision.

Article 2

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, le projet d'aménagement de la déviation routière de Villedieu-sur-Indre (36), enregistré sous le numéro F02418P0033, est soumis à évaluation environnementale. Cette opération étant un élément constitutif d'un projet d'ensemble constitué par le projet routier et l'aménagement foncier, agricole et forestier qui lui est associé, son étude d'impact concerne le projet d'ensemble, pris dans sa globalité.

Article 3

La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Elle ne préjuge pas d'exigence ultérieure relevant d'autres procédures réglementaires.

Article 4

Les voies et délais de recours sont précisés en annexe du présent arrêté.

Article 5

Le présent arrêté sera publié sur le site Internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Centre-Val de Loire.

Fait à Orléans, le **13 JUIL. 2018**
Le Préfet de la région Centre-Val de Loire
Jean-Marc FALCONE

PIECE 9 : BILAN DE LA PROCEDURE DE CONCERTATION PUBLIQUE

Département
de l'Indre

EXTRAIT des DELIBERATIONS de la COMMISSION PERMANENTE du CONSEIL DEPARTEMENTAL

Réunion du 28 septembre 2018

DOSSIER N° CP_20180928_011

C - Grands Investissements et T.I.C.

AMENAGEMENT de la DEVIATION de VILLEDIEU-sur-INDRE (R.D. n° 943)
Bilan de la concertation préalable

VOTE : Adopté à l'unanimité

La COMMISSION PERMANENTE du CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Considérant que le quorum est atteint,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Environnement,

Vu la délibération n° CP_20170922_017 portant sur l'aménagement de la déviation de VILLEDIEU-sur-INDRE (R.D. n° 943),

Considérant que les formalités de publicité (affichages sur les lieux du projet et en mairies de NIHERNE, de VILLEDIEU-sur-INDRE et à la DGARTPE avec la mise à disposition du dossier de concertation accompagné de registres, publication sur www.indre.fr avec téléchargement du dossier, mise à disposition d'une boîte à lettres électronique et réunion publique du 25 juin 2018 en mairie de VILLEDIEU-sur-INDRE) ont permis d'associer largement le public lors de la période de concertation du 1^{er} juin au 10 juillet 2018,

Considérant les avis recueillis validant l'opportunité et le principe du projet de déviation et faisant part de remarques en faveur de l'amélioration du tracé au droit du hameau de Chambon pour son raccordement avec l'actuelle R.D. n° 943,

Considérant dès lors la nécessité de poursuivre les études de façon à améliorer le projet pour répondre aux remarques formulées pendant la concertation,

Agissant par délégation du Conseil départemental en vertu de la délibération n° CD_20180115_005 du 15 janvier 2018,

DECIDE :

Article 1^{er}. - Le bilan de la concertation publique du projet de contournement de VILLEDIEU-sur-INDRE (R.D. n° 943) figurant au document joint est approuvé.

Article 2. - Le Président du Conseil départemental est autorisé à poursuivre les études du projet en intégrant les mesures d'amélioration complémentaires suivantes afin de répondre aux enseignements tirés de la concertation :

- éloignement vers l'Est du raccordement de la déviation au droit de Chambon,
- pose d'un revêtement routier anti-bruit sur la R.D. n° 943 le long du hameau de Chambon et abandon des écrans acoustiques,
- maintien et sécurisation des accès du Hameau de Chambon et de Chambon sur la R.D. n° 943,
- sécurisation du virage demeurant sur la R.D. n° 943 en sortie de Chambon.

POUR EXTRAIT CONFORME,
LE PRESIDENT
DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

DATE de TRANSMISSION
au CONTRÔLE de LÉGALITÉ

28 SEP. 2018

AFFICHE le

28 SEP. 2018



La présente délibération peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage, d'un recours gracieux adressé au Président du Conseil départemental ou d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Limoges.

La présente délibération peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage, d'un recours gracieux adressé au Président du Conseil départemental ou d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Limoges.



Département de l'Indre

Hôtel du Département

Place de la victoire et des Alliés – CS 20639 – 36029 Châteauroux cedex

Tél : 02 54 27 34 36 – Fax : 02 54 27 60 69 – Email : contact@indre.fr – Site internet : www.indre.fr

DÉVIATION DE VILLEDIEU-SUR-INDRE

CONCERTATION PUBLIQUE au titre des articles L121-15-I et L121-17 du Code de l'Environnement

du 18 juin au 9 juillet 2018

BILAN

28 septembre 2018

SOMMAIRE

1. PRÉSENTATION DU PROJET DE DÉVIATION DE VILLEDIEU-SUR-INDRE

1.1. Historique du projet	Page 3
1.2. Contenu du projet	Page 4
1.3. Maîtrise d'ouvrage et coût de l'opération	Page 4

2. CONTEXTE ET MODALITÉS DE LA CONCERTATION PUBLIQUE

2.1. Contexte réglementaire	Page 5
2.2. Objectif de la concertation	Page 5
2.3. Démarche de concertation et moyens mis en œuvre	Page 5
2.3.1. <i>Publicité</i>	Page 6
2.3.2. <i>Les outils et supports de la concertation</i>	Page 7
2.3.3. <i>La réunion publique du 25 juin 2018</i>	Page 8

3. BILAN DE LA CONCERTATION PUBLIQUE

3.1. Bilan quantitatif de la concertation	Page 9
3.2. Bilan qualitatif des points de vue exprimés	Page 9
3.3. Enseignements tirés de la concertation	Page 10
3.3.1. <i>Sur l'opportunité de la réalisation de la déviation</i>	Page 10
3.3.2. <i>Sur le tracé présenté</i>	Page 10
3.3.3. <i>Sur le raccordement de Chambon à un rond-point à l'est du hameau</i>	Page 10
3.3.4. <i>Sur les dispositifs anti-bruit</i>	Page 10
3.3.5. <i>Sur la suppression de certaines sorties de Chambon sur la RD 943</i>	Page 11
3.3.6. <i>Sur la sécurité dans Chambon</i>	Page 11
3.3.7. <i>Sur la consommation d'espaces agricoles</i>	Page 11
3.4. Réponses et mesures d'améliorations envisagées	Page 12
3.4.1. <i>Sur l'opportunité de la réalisation de la déviation</i>	Page 12
3.4.2. <i>Sur le tracé présenté</i>	Page 12
3.4.3. <i>Sur le raccordement de Chambon à un rond-point à l'est du hameau</i>	Page 12
3.4.4. <i>Sur les dispositifs anti-bruit</i>	Page 12
3.4.5. <i>Sur la suppression de certaines sorties de Chambon sur la RD 943</i>	Page 12
3.4.6. <i>Sur la sécurité dans Chambon</i>	Page 13
3.4.7. <i>Sur la consommation d'espaces agricoles</i>	Page 13

4. CONCLUSION

- 5 -

1. PRÉSENTATION DU PROJET DE DÉVIATION DE VILLEDIEU-SUR-INDRE

1.1. Historique du projet

Dès 2005, la déviation de Villedieu-sur-Indre a été envisagée par les services de l'État (D.D.E.) dans le cadre du Contrat de Plan État-Région. En 2006, la route nationale (RN 143) est classée dans le réseau départemental et devient la RD 943. Le Département de l'Indre reprend la maîtrise d'ouvrage des études.

Deux réunions publiques ont alors été organisées en 2008 et 2009 dans le cadre de la concertation mise en œuvre autour du projet afin de choisir un fuseau d'étude, parmi 7 variantes. Le tracé D' a été finalement retenu.



Une étude d'avant-projet est réalisée en 2011 mais le projet est ajourné en 2013, faute de cofinancements nécessaires à sa réalisation.

De 2010 à 2017, le contexte législatif a évolué avec une plus large prise en compte des enjeux et impacts sur la consommation de terres agricoles et les atteintes à la biodiversité des projets d'infrastructures.

Des représentants des agriculteurs sont allés à la rencontre des élus du Département, de la Communauté de communes et de la Mairie ainsi que du Préfet de l'Indre afin de les alerter sur la consommation de terres agricoles générée par le projet.

- 6 -

L'ensemble de ces éléments rendait nécessaire une actualisation de l'opération et la réalisation d'études complémentaires. Elles ont conduit à la définition d'un nouveau projet en 2018. Ce projet est celui qui a été proposé à la concertation du public du 18 juin au 9 juillet 2018 préalablement à l'enquête publique.

1.2. Contenu du projet

Le projet d'aménagement de la voie de contournement de Villedieu-sur-Indre répond à la volonté du Département de l'Indre de poursuivre les améliorations engagées sur la RD 943. L'objectif est de réaliser une voie de contournement de part et d'autre du centre de Villedieu-sur-Indre en vue d'améliorer les conditions de sécurité des déplacements et la qualité de vie dans l'agglomération actuellement traversée par 9 200 véhicules par jour en moyenne, dont 880 poids-lourds.

Sur ces bases, le programme de l'opération proposée est défini comme suit :

- aménager une route à 2 x 1 voie d'une longueur de près de 7.000 mètres, en conservant la possibilité d'un élargissement ultérieur à 2 x 2 voies,
- connecter la voie de contournement à l'actuelle RD 943 au moyen de 2 ronds-points, le premier existant à l'est de l'agglomération et le second à créer à l'ouest de l'agglomération,
- rétablir les communications existantes (routes, chemins...) au moyen de 3 carrefours ainsi qu'au niveau du rond-point à créer,
- franchir 3 cours d'eau au moyen d'ouvrages d'art permettant de ne pas toucher à leurs lits et de circuler de part et d'autre de la déviation (exploitants agricoles, animaux, randonneurs / pêcheurs...),
- limiter les atteintes aux milieux naturels et aux terres agricoles par le choix du tracé et par une opération d'aménagement foncier agricole et forestier.

1.3. Maîtrise d'ouvrage et coût de l'opération

Le Maître d'ouvrage de cette opération est le Département de l'Indre.

Le Maître d'ouvrage aura recours à des prestataires extérieurs autant que de besoin pour les études et l'exécution des travaux nécessaires à la réalisation du projet.

Le coût de l'opération est évalué à 23 millions d'euros hors taxes.

Pour la réalisation de cette opération, le Département sollicitera des aides financières publiques.

2. CONTEXTE ET MODALITÉS DE LA CONCERTATION PUBLIQUE

2.1. Contexte réglementaire

Le Département de l'Indre a souhaité, de sa propre initiative, organiser une procédure de concertation afin d'associer le public à l'élaboration de ce projet.

La concertation préalable prévue aux articles L121-15-I et suivants du Code de l'Environnement permet d'associer, de manière volontaire, le public à l'élaboration d'un projet.

Cette concertation préalable doit être d'une durée minimale de 15 jours et d'une durée maximale de 3 mois.

Quinze jours avant le début de la concertation, le public est informé des modalités et de la durée de la concertation :

- par voie dématérialisée,
- par voie d'affichage sur les lieux concernés.

Le bilan de cette concertation est rendu public.

Le maître d'ouvrage indique les mesures qu'il juge nécessaires de mettre en place pour répondre aux enseignements qu'il tire de la concertation.

2.2. Objectif de la concertation

L'objectif de cette concertation publique est de permettre au Maître d'ouvrage d'apporter, le cas échéant, des améliorations aux différentes composantes du projet qui sera ensuite soumis à enquête publique en vue de l'obtention de la Déclaration d'Utilité Publique.

Le projet présenté à la concertation reste au stade d'« étude préalable ». Les options d'aménagement ne sont pas encore arrêtées. Elles le seront postérieurement à cette démarche d'association du public.

Le public a été invité à exprimer son avis, ses préoccupations et ses propositions sur l'ensemble des composantes du projet exposées.

2.3. Démarche de concertation et moyens mis en œuvre

Au-delà de la concertation publique, le Département de l'Indre conduit ce projet en concertation avec les élus locaux concernés et les organisations représentatives au moyen de rencontres, réunions et visites de terrain.


Des contacts avec certains riverains ont eu lieu lors des visites nécessitées par les différentes études à mener (relevés topographiques, études hydrauliques, inventaire faune-flore, études de sol, mesure du bruit...).

Dans le cadre de la présente concertation les mesures mises en œuvre sont :

- la publicité de la concertation,
- les outils et supports de la concertation,
- l'organisation d'une réunion publique.

2.3.1. Publicité

Des panneaux d'affichage, à la couleur de fond bien visible, de format A2 (42 cm x 60 cm) ont été édités en 12 exemplaires sur un support plastique rigide résistant à l'eau et implantés en bordure de route de manière à ce qu'il soit relativement aisé d'aller en prendre connaissance.



AVIS DE CONCERTATION PUBLIQUE

Il est porté à la connaissance du public qu'il sera procédé à une concertation publique pour le projet d'aménagement de la déviation de la RD n° 943 sur les communes de NIIERNE et VILLEDIEU-SUR-INDRE.

Ce projet d'aménagement d'une nouvelle infrastructure routière à 2 fois 1 voie pour le contournement de VILLEDIEU-SUR-INDRE, sur un linéaire d'environ 7 km, a pour objectif d'améliorer les conditions de sécurité des déplacements et la qualité de vie dans l'agglomération.

Cette concertation publique est organisée à l'initiative du Département de l'Indre en application de l'article L 121-17-I du Code de l'Environnement, sans intervention d'un garant et elle sera ouverte : **du 18 juin 2015 au 9 juillet 2015 inclus.**

Durant cette période, les panneaux et dossiers de concertation seront consultables dans les mairies de NIIERNE (1/4 place de l'église, les lundi, mardi, mercredi, jeudi de 8h45 à 12h et de 13h30 à 17h30, le vendredi de 8h45 à 17h00) et de VILLEDIEU-SUR-INDRE (2 place Jean-Paul Thibault, le lundi de 13h30 à 18h00, les mardi, jeudi, vendredi de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 18h00, le mercredi de 8h30 à 12h00, le samedi de 9h00 à 12h00) ainsi qu'au Département de l'INDRE, DGA RTPE, Case Administrative, Bâtiment C, bureau C26 (de 8h45 à 12h00 et de 13h45 à 17h00).

Le dossier de concertation sera également consultable sur le site internet du Département de l'INDRE : <http://www.indre.fr/enquetes-publiques>

Une réunion publique sera organisée le : **25 juin 2015 à 18h30 à la salle des Aînés Jean Moulin de VILLEDIEU-SUR-INDRE.**

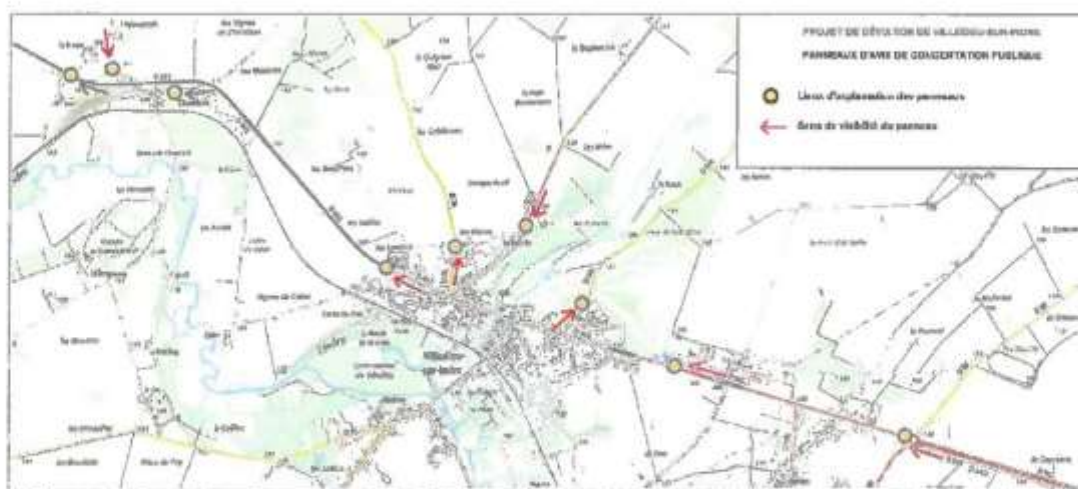
Les personnes intéressées pourront consigner, le cas échéant, leurs observations sur les registres de concertation mis à leur disposition dans les mairies de NIIERNE et VILLEDIEU-SUR-INDRE, ou les adresser, par écrit au Département de l'Indre, DGA RTPE, CS 20639, 36 020 CHATEAUX-CEDEX avec la mention « RD 943 Déviation de Villedieu-Concertation » ou par voie électronique à l'adresse dédiée : concertation-deviation_de_Villedieu-sur-Indre@indre.fr

À l'issue de la concertation, un bilan sera dressé et comportera la synthèse des observations et propositions présentées avec le cas échéant les mesures jugées nécessaires pour tenir compte des enseignements de la concertation.

Ce bilan sera rendu public pendant 4 ans sur le site internet du Département de l'INDRE : <http://www.indre.fr/enquetes-publiques>

- 9 -

Les panneaux ont été affichés du 1^{er} juin au 10 juillet 2018 aux emplacements suivants :



Deux panneaux d'avis ont été affichés, aux mêmes dates, dans chacune des mairies concernées par la déviation, Villedieu-sur-Indre et Niherne, aux lieux habituels d'affichage.

Un panneau a été affiché à la Direction Générale Adjointe des Routes, des Transport, du Patrimoine et de l'Éducation (DGARTPE) à la Cité administrative à Châteauroux.

L'avis de concertation a été publié du 1^{er} juin au 10 juillet 2018 sur le site Internet du Département de l'Indre, dans les « informations » et sur sa page d'accueil à l'onglet « Enquêtes publiques ».

L'information a été relayée sur les réseaux sociaux Facebook et Twitter de la collectivité et par un article de la Nouvelle République de l'Indre paru le 7 juin 2018.

2.3.2. Les outils et supports de la concertation

Un dossier de concertation a été édité en format A3 (30 cm x 42 cm) et laissé à la consultation du public du 18 juin au 9 juillet 2018 dans les mairies de Villedieu-sur-Indre et Niherne ainsi que dans un bureau spécialement réservé pour la concertation au Département de l'Indre, à la Cité administrative à Châteauroux.

Le dossier de concertation comprend :

- un fascicule présentant le projet avec son objet, son historique, ses objectifs, son coût estimatif, un diagnostic du territoire avec les principaux enjeux environnementaux et humains, la définition du projet, les solutions alternatives envisagées, ses impacts, les mesures prévues et la présentation d'un calendrier détaillant les étapes à venir du projet,
- un fascicule présentant les profils en travers de la route, des plans des intersections et des vues latérales des ouvrages d'art prévus,

- 10 -

Pendant toute la période de concertation dans les mairies de Villedieu-sur-Indre et de Niherne et au Département de l'Indre, dans un bureau de la Cité Administrative à Châteauroux ont été visibles du public :

- trois affiches, d'un format A1 (60 cm x 84 cm), reprenant les éléments du dossier de concertation,
- une affiche, d'un format A0 (84 cm x 120 cm), présentant le tracé du projet.

Des registres ont été tenus à la disposition du public dans les mairies de Niherne et Villedieu-sur-Indre ainsi qu'au Département de l'Indre du 18 juin au 9 juillet 2018 afin de recueillir les avis de la population.

Le public pouvait également adresser ses observations par courrier postal au Département de l'Indre.

Une adresse électronique, dont le lien était accessible sur le site internet du Département a été créée afin de recevoir les avis par voie électronique (concertation-deviation-de-Villedieu-sur-Indre@indre.fr).

Le dossier de concertation était accessible en version électronique sur le site internet du Département de l'Indre (www.indre.fr) durant la période de concertation publique.

2.3.3. La réunion publique du 25 juin 2018

Une réunion publique a été organisée à la salle des fêtes de Villedieu-sur-Indre le 25 juin 2018 à 18h30, elle a donné lieu à :

- une introduction présentant l'objet de la réunion et les objectifs du projet par Monsieur DESCOUT, Président du Conseil départemental,
- une présentation d'un diaporama reprenant les éléments du dossier de concertation et présentant le tracé,
- une étape de dialogue avec l'assemblée.

La réunion s'est achevée à 20h15.

Une synthèse des remarques et contributions émises par l'assemblée lors de cette réunion a été réalisée.

3. BILAN DE LA CONCERTATION PUBLIQUE

3.1. Bilan quantitatif de la concertation

La concertation publique a donné lieu aux participations et contributions suivantes :

- Entre 160 et 180 personnes ont assisté à la réunion publique organisée le 25 juin 2018 à 18h30 à la salle des fêtes de Villedieu-sur-Indre. Une douzaine de personnes a pris la parole, quelques personnes sont venues en fin de réunion exposer des situations particulières,
- 27 observations ont été écrites sur les registres de recueil des avis (25 observations à Villedieu-sur-Indre et 2 à Nihenne),
- 12 contributions ont été adressées avant le 10 juillet 2018 au Département par voie de courrier électronique,
- 2 courriers postaux ont été envoyés (dont un identique à un envoi par courriel),

soit au total une cinquantaine d'avis émis.

On dénombre par ailleurs :

- 5 mentions dans les médias locaux (4 articles dans la Nouvelle République et une interview sur France Bleue Berry).
- 91 visites sur la page du site internet du Département où le dossier de concertation était consultable.
- 1056 vues de l'avis sur le compte Twitter du Département.
- 7887 personnes atteintes par la publication de l'avis de concertation sur le compte Facebook du Département (12 personnes ont aimé la publication, 37 l'ont partagée).

3.2. Bilan qualitatif des points de vue exprimés

Du fait de l'ancienneté du projet, la concertation publique a suscité un vif intérêt de la part de la population.

La réunion publique et les moyens mis en œuvre pour les contributions écrites ont permis une libre expression des remarques et avis de la part des habitants.

La réunion publique ainsi que l'ensemble des avis émis sur les registres, par courrier électronique ou postal, ont permis d'identifier 4 principaux groupes de personnes concernées par le projet :

- Les habitants des lieux-dits « Chambon » et « hameau de Chambon »,
- les commerçants de Villedieu-sur-Indre,
- les habitants du centre-bourg de Villedieu-sur-Indre,
- les agriculteurs impactés par le tracé de la déviation.

3.3. Enseignements tirés de la concertation

L'analyse des contributions recueillies conduit à retenir les principaux enseignements suivants :

3.3.1. Sur l'opportunité de la réalisation de la déviation

Le projet de déviation est attendu depuis longtemps par la population locale et les usagers de la RD 943. Parmi les personnes ayant formulé un avis, entre 20 et 25 sont explicitement favorables à la création de cette déviation. Beaucoup d'avis sont favorables à sa mise en œuvre rapide.

Les habitants du centre-ville évoquent les nuisances et l'insécurité générées par le trafic notamment celui des poids-lourds et souhaiteraient les voir enfin cesser.

Les seules oppositions fermement exprimées sur l'opportunité du projet émanent des commerçants du centre-ville de Villedieu-sur-Indre qui craignent une baisse de la fréquentation liée à la clientèle de passage, une baisse de leur chiffre d'affaires, des menaces sur la pérennité de certains commerces et à terme une véritable désertification du centre-bourg qui deviendrait une « cité dortoir ».

3.3.2. Sur le tracé présenté

La plus grande partie du tracé présenté n'a suscité aucune remarque, seuls les habitants de Chambon manifestent leur incompréhension quant au raccordement de la déviation par un rond-point à l'Est de Chambon. Ce tracé diffère de celui de 2010, issu des concertations de 2008 et 2009, qui proposait une déviation du bourg de Villedieu-sur-Indre et de Chambon grâce à un raccordement de la déviation à l'Ouest de Chambon en direction de Buzançais.

Certains rappellent qu'un des objectifs de la déviation était d'éviter les deux virages de Chambon, sources de risques routiers.

Pour ces raisons, beaucoup de personnes habitant à Chambon réclament un retour au tracé de 2010.

3.3.3. Sur le raccordement de Chambon à un rond-point à l'est du hameau

Des habitants de Chambon font remarquer que la présence d'un rond-point proche du hameau va générer des nuisances sonores du fait des décélérations et des accélérations que cet équipement va imposer notamment aux poids-lourds.

Le rond-point va « couper » les habitants de Chambon du bourg qui sera dévié, leur donnant le sentiment d'être relégués et de ne pas faire pleinement partie de la commune.

Plusieurs personnes proposent de décaler le rond-point entre Chambon et Villedieu-sur-Indre dans la ligne droite vers l'emplacement réservé au gens du voyage.

3.3.4. Sur les dispositifs anti-bruit

La proposition du Département d'installer des écrans anti-bruit le long des habitations de Chambon pour réduire les nuisances sonores est dans l'ensemble mal perçue par les riverains immédiats : ce type d'équipement est jugé inadapté dans un contexte rural, il bouche la vue et donne une image de « banlieue ».

En revanche, la pose de revêtement routier anti-bruit est très bien accueillie.

3.3.5. Sur la suppression de certaines sorties de Chambon sur la RD 943

Le raccordement de Chambon au rond-point prévu et la suppression des autres intersections avec la RD 943 gênent plusieurs riverains :

- un habitant d'une maison qui bénéficie d'une sortie directe sur la RD 943,
- les habitants de l'ouest de Chambon, qui ont actuellement une sortie en direction de Buzançais, ont le sentiment de se retrouver au fond d'un « cul-de-sac » avec détour obligé par le rond-point à l'est pour se rendre à Buzançais à l'ouest,
- un agriculteur, qui possède des terres et des bâtiments d'exploitation des deux côtés de la route, serait contraint à un détour 4 fois plus long par le rond-point prévu (détour à faire jusqu'à près de 20 fois en période de moisson).

La Chambre d'agriculture de l'Indre se montre favorable au maintien d'une voie de traversée entre Chambon nord et sud.

3.3.6. Sur la sécurité dans Chambon

Le raccordement de Chambon au rond-point prévu va accentuer la circulation à double sens sur l'axe central du hameau (rue du Camp de César).

Plusieurs riverains signalent la faible largeur de la voie et la difficulté de s'y croiser ou d'accueillir des véhicules de gros gabarit, son mauvais entretien.

La présence d'enfants, notamment usagers des transports scolaires et de randonneurs sur cet axe est signalée.

Des engins agricoles et des camions de la société Villemont circulent dans le hameau, notamment en période de moisson, du fait de la présence d'un silo de la société Villemont au lieu-dit la Forêt, plus au sud.

Certaines personnes réclament que la circulation dans Chambon soit réglementée afin d'améliorer la sécurité : mise en place d'une zone limitée à 30 km/h, limitation du tonnage autorisé des véhicules (< à 3,5 T).

3.3.7. Sur la consommation d'espaces agricoles

Un exploitant agricole et le Président de la Chambre d'Agriculture de l'Indre rappellent qu'il est d'une importance primordiale de maîtriser la consommation foncière d'espaces agricole, naturel et forestier. Ils soulignent les nouvelles lois sur le sujet intervenues depuis 2010 et saluent le fait que le tracé présenté limite ces impacts.

Des agriculteurs font remarquer que les terres impactées par l'ancien tracé sont de très bonne qualité agronomique, que le parcellaire y est bien structuré et que les exploitations qui seraient impactées sont de taille moyenne et présentent un risque de déséquilibre économique en cas de prélèvements ou de morcellements importants.

3.4. Réponses du maître d'ouvrage aux contributions du public et mesures d'améliorations envisagées

3.4.1. Sur l'opportunité de la réalisation de la déviation

Une majorité des personnes ayant exprimé un avis sont favorables à la réalisation de la déviation de Villedieu-sur-Indre. Il ressort de la concertation que l'aménagement projeté est attendu par la population.

Sur la vie en centre-bourg, le Département rappelle que tous les carrefours des RD existantes avec la RD 943 seront conservés de façon à préserver les flux journaliers vers le bourg de Villedieu-sur-Indre.

L'utilisation de la déviation par les poids-lourds en transit entraînera une nette amélioration de la sécurité et de la tranquillité en centre-bourg.

3.4.2. Sur le tracé présenté

Les habitants de Chambon restent majoritairement favorables au tracé de 2010 avec un raccordement à l'Ouest du hameau.

Le tracé proposé à la concertation avec un raccordement à l'Est du hameau de Chambon, permet, en reprenant une partie de l'emprise routière actuelle, d'éviter la création d'environ 1 kilomètre de nouveau linéaire routier par rapport au tracé de 2010, il est en cela plus économe en terme d'artificialisation d'espaces naturels et agricoles.

Le tracé proposé visait un objectif de sécurisation des virages de Chambon avec la suppression du premier virage.

Suite à la concertation, le Département propose que la courbe du second virage soit adoucie et que son point haut abaissé. Sa sécurité sera ainsi améliorée par une meilleure visibilité.

3.4.3. Sur le raccordement de Chambon à un rond-point à l'Est du hameau

Le Département a entendu les remarques des habitants et leurs craintes des nuisances que pourrait représenter un nouveau rond-point proche de certaines habitations.

Le maître d'ouvrage propose de décaler le rond-point prévu plus à l'Est sur le tracé afin de l'éloigner des zones habitées tout en conservant un bon raccordement des axes secondaires à la déviation.

3.4.4. Sur les dispositifs anti-bruit

L'installation de dispositifs anti-bruit sous la forme d'écrans acoustiques est rejetée par les riverains. Les mesures de bruits effectuées au niveau des habitations de Chambon à proximité immédiate de la RD 943 montrent que ces équipements peuvent être évités par d'autres moyens.

Le Département traitera la portion de route qui longe le hameau de Chambon avec un revêtement routier anti-bruit atténuant les bruits de contact pneumatiques / chaussée.

3.4.5. Sur la suppression de certaines sorties de Chambon sur la RD 943

Certains habitants du hameau de Chambon ainsi qu'un agriculteur s'alarment des conséquences d'un raccordement unique de Chambon à la RD 943 via un rond-point à l'Est du hameau.

Cela risque de créer un effet « cul-de-sac » à l'Ouest du hameau, d'entraîner un rallongement du parcours pour se rendre du nord au sud de la RD 943 et de concentrer la circulation sur la rue du Camp de César.

Le Département propose de maintenir et de sécuriser les accès au Hameau de Chambon, au nord et à Chambon, au sud en permettant une traversée de l'axe.

Les impératifs de sécurité détermineront les choix techniques à retenir.

3.4.6. Sur la sécurité dans Chambon

En réponse aux craintes liées à l'intensification du trafic sur la rue du Camp de César liée à un raccordement unique à un rond-point à l'Est du hameau de Chambon, le Département propose de maintenir des accès d'entrée et sortie sur la RD 943 tant au nord qu'au sud de la RD.

Des remarques portent par ailleurs sur l'entretien de l'axe en question qui, étant une voie communale, ne relève pas des compétences du Département.

3.4.7. Sur la consommation d'espaces agricoles

La concertation a souvent mis en opposition les habitants du hameau de Chambon et les agriculteurs impactés.

Les questions d'atteintes à la capacité de production agricole ou à la biodiversité portent sur le long terme et engagent la collectivité au-delà de la génération actuelle.

La responsabilité du maître d'ouvrage est de mettre en œuvre un projet qui améliore la situation de la population en pesant le moins possible, à long terme, sur les capacités de production et la biodiversité du territoire concerné.

Un tracé plus court par rapport à celui de 2010 a pour objectif de réduire l'impact de la déviation, notamment du point de vue de la consommation d'espace. Un certain nombre d'autres impacts pourront être réduits ou compensés dans le cadre de l'opération d'aménagement foncier agricole et forestier portant sur un périmètre beaucoup plus large.

4. CONCLUSION

À l'issue de cette phase de concertation, le bilan suivant peut être établi :

- l'opportunité de créer une voie de contournement de VILLEDIEU-SUR-INDRE est reconnue,
- le projet présenté lors de la concertation n'a pas suscité d'autre réaction que la question du raccordement de la déviation à l'Est du hameau de Chambon.
- Afin de répondre aux enseignements de la concertation, il conviendra d'intégrer les mesures d'amélioration complémentaires suivantes au projet :
 - un éloignement vers l'Est du rond-point de raccordement de la déviation afin de réduire les nuisances causées à la zone habitée de Chambon,
 - la pose d'un revêtement routiers anti-bruit sur la RD 943 le long du hameau de Chambon et l'abandon des écrans acoustiques jugés inadaptés,
 - le maintien et la sécurisation des accès du Hameau de Chambon et de Chambon sur la RD 943,
 - la sécurisation du virage demeurant sur la RD 943 en sortie de Chambon.

Les études correspondantes seront réalisées afin de permettre de retenir un tracé qui sera présenté à l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique du projet. Le tracé sera rendu définitif à l'issue de cette phase d'enquête publique, au vu des conclusions du commissaire-enquêteur et après déclaration de projet du Département de l'Indre et arrêté préfectoral de Déclaration d'Utilité Publique.

**PIECE 10 : DELIBERATION DU 6 DECEMBRE 2019 AUTORISANT LE PRESIDENT DU CONSEIL
DEPARTEMENTAL A SAISIR LES SERVICES DE L'ETAT POUR L'INSTRUCTION DES
PROCEDURES DEMANDEES ET L'ORGANISATION DE L'ENQUETE PUBLIQUE**

Département
de l'Indre

- 2 -

EXTRAIT des DELIBERATIONS de la COMMISSION PERMANENTE du CONSEIL DEPARTEMENTAL

Réunion du 6 décembre 2019

DOSSIER N° CP_20191206_026

C - Grands Investissements et T.I.C.

DOSSIERS de DECLARATION d'UTILITE PUBLIQUE
et d'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE
relatifs à la DEVIATION de VILLEDIEU-sur-INDRE (R.D n° 943)

VOTE : Adopté à l'unanimité

La COMMISSION PERMANENTE du CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Considérant que le quorum est atteint,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Environnement,

Vu le Code d'Expropriation pour cause d'Utilité Publique,

Vu le Code de l'Urbanisme,

Vu la délibération n° CP_20180928_011,

Considérant que le projet de déviation de la R.D. n° 943 sur les communes de VILLEDIEU-SUR-INDRE et NIHERNE nécessite des acquisitions foncières et qu'il a été considéré, au terme de la procédure d'examen au cas par cas présentée à la DREAL, comme susceptible d'affecter l'environnement,

Considérant qu'au vu de certains impacts environnementaux du projet, celui-ci devra faire l'objet d'une procédure d'autorisation environnementale unique,

Considérant qu'une mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de VILLEDIEU-SUR-INDRE sera également nécessaire,

Agissant par délégation du Conseil départemental en vertu de la délibération n° CD_20190115_006 du 15 janvier 2019,

DECIDE :

Article 1^{er}. - Le dossier d'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique de la déviation de VILLEDIEU-sur-INDRE (R.D n° 943) comprenant la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de VILLEDIEU-sur-INDRE, ci-annexé, est adopté.

Article 2. - Le dossier d'autorisation environnementale unique relatif au projet de déviation de VILLEDIEU-sur-INDRE (R.D n° 943), ci-annexé, est adopté.

La présente délibération peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, d'un recours gracieux adressé au Président du Conseil départemental ou d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Limoges.

Article 3. - Le Président du Conseil départemental est autorisé à saisir les services de l'Etat pour l'instruction de ces procédures et l'organisation de l'enquête publique à intervenir.

POUR EXTRAIT CONFORME,
LE PRESIDENT
DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

DATE de TRANSMISSION
au C.C. : LÉGALITÉ
- 9 DEC. 2019


AFFICHE 10

- 9 DEC. 2019

La présente délibération peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, d'un recours gracieux adressé au Président du Conseil départemental ou d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Limoges.

PIECE 11 : ANNEXES (avis du Domaine)

N° 7304-SD
(mai 2017)

Tours, le 20/11/2019

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES FINANCES
PUBLIQUES D'INDRE-ET-LOIRE
Pôle Gestion Publique
Pôle d'évaluations domaniales
94, boulevard Béranger
CS 33228
37032 TOURS Cedex 1

POUR NOUS JOINDRE :

Affaire suivie par Jean-Jacques Kwocz
jean-jacques.kwocz@dgfip.finances.gouv.fr
TELEPHONE 02 47 21 74 83
Référence : 2019-36241-V-0628 et 2019-
36142-V-0629

Monsieur Raphaël VIGNERON
Conseil départemental de l'Indre
Place de la Victoire et des Alliés
36000 CHATEAUROUX

AVIS DU DOMAINE

Estimation Sommaire et Globale

COMMUNE : NIHERNE ET VILLEDIEU-SUR-INDRE

ADRESSE DE L'OPÉRATION : tracé de 6 700 mètres environ en contournement de la commune de Villedieu-sur-Indre.

Dépense prévisionnelle : 665 700 €

1 – SERVICE CONSULTANT :

Département de l'Indre

AFFAIRE SUIVIE PAR :

Monsieur Raphaël VIGNERON

2 – Date de consultation

02/09/2019

Date de réception du dossier

02/09/2019

Date de visite sommaire du périmètre

17/09/2019

Date de constitution du dossier « en état »

18/10/2019

Délai négocié au**3 – OPÉRATION SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE – DESCRIPTION DU PROJET ENVISAGÉ**

Projet d'acquisition sous déclaration d'utilité publique.
Evaluation sommaire et globale préalable à l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique relative
au contournement routier de la commune de Villedieu-sur-Indre.



Le tracé concerné est de 6 700 mètres (environ) et s'étend sur une surface totale approximative de 26 hectares selon la demande initiale et de 302 079 m² selon l'étude parcellaire fournie le 18/10/2019.

La déviation de la commune de Villedieu-sur-Indre sera réalisée par une route à 2 X 1 voie avec la création d'un giratoire au niveau du hameau de Chambon sur la commune de Villedieu-sur-Indre.

Le budget prévisionnel pour le consultant hors foncier (ouvrages d'art, maîtrise d'œuvre ...) est de 19,284 millions d'euros (23 millions d'euros HT selon les documents soumis à la concertation publique, sans que ces documents précisent si les acquisitions foncières sont comprises dans ce montant).

Deux communes sont concernées par le projet : Niherne et Villedieu-sur-Indre.

4 – DESCRIPTION SOMMAIRE DES IMMEUBLES COMPRIS DANS LE PÉRIMÈTRE DE L'OPÉRATION

Il s'agit de terres agricoles principalement situées au nord de Villedieu-sur-Indre. Le faisceau du projet débute au rond point d'accès à la route à 4 voies en direction de Châteauroux et se termine au niveau du bourg de Chambon.

Les parcelles sont de tailles variables, elles correspondent à des terres céréalières, à des jardins, des vergers d'agrément et à quelques parcelles de bois.

5 – URBANISME ET RÉSEAUX**5.1 – Urbanisme**

Zones A, Nb, Nc et Nv au PLU de la commune de Villedieu-sur-Indre, A et Nj au PLU de la commune de Niherne.

5.2 – Réseaux

Non présents.

5.3 – Date de référence

PLU de Villedieu-sur-Indre du 12/03/2008, PLU de Niherne du 18/03/2014.

6 – DÉTERMINATION DE LA MÉTHODE D'ÉVALUATION

La présente évaluation sommaire et globale intervient dans le cadre de la procédure de déclaration d'utilité publique engagée par le consultant.

Les emprises à acquérir pour la réalisation de l'opération projetée devront être indemnisées à hauteur du préjudice direct, matériel et certain subi par les actuels propriétaires. Pour calculer l'indemnité principale, qui correspond à leur valeur vénale, il est fait application de la méthode d'évaluation par comparaison avec les prix relevés sur le marché immobilier local, pour des cessions récentes de biens présentant des caractéristiques similaires.

A ce stade de la procédure, les biens n'ont pas fait l'objet d'une visite approfondie et le service n'est pas en possession de l'ensemble des informations nécessaires à l'évaluation détaillée de chaque emprise.

7 – ESTIMATION PRÉVISIONNELLE DE LA DÉPENSE

Compte tenu des caractéristiques des biens, de la réglementation d'urbanisme applicable, du marché immobilier local ainsi que des décisions jurisprudentielles récentes, les emprises, regroupées par types de biens en fonction de leur zonage au PLU, ont été valorisées comme suit :

1) Les indemnités principales

qui correspondent à la valeur vénale des biens, sont arbitrées à :

- Commune de Niherne : 25 245 € arrondis à 26 000 € ;

- Commune de Villedieu-sur-Indre: 281 550 € arrondis à 282 000 €.

Soit un total de 308 000 €.

2) Les indemnités accessoires et aléas divers

Elles sont calculées forfaitairement sur la base des indemnités principales :

- a) indemnités de emploi, dues en cas de DUP, arbitrées à :
 → *dégressives de 20 % à 10 % de l'indemnité principale lorsque les propriétaires à exproprier sont des particuliers (personnes physiques ou morales)*
 → *5 % de l'indemnité principale pour les emprises appartenant à l'État ou à des personnes de droit public ou des personnes dont le capital est majoritairement public*

- Commune de Niherne : 4 643 € arrondis à 4 700 € ;

- Commune de Villedieu-sur-Indre: 39 379 € arrondis à 40 000 €.

Soit un total de 44 700 €.

- b) indemnités d'éviction, arbitrées forfaitairement à :
 en l'état des informations communiquées au service

- Commune de Niherne : 20 192 € arrondis à 20 000 € ;

- Commune de Villedieu-sur-Indre: 140 723 € arrondis à 141 000 €.

Soit un total de 161 000 €.

- c) aléas divers, arbitrés à 30 % des indemnités principales soit :

- Commune de Niherne : 14 212 € arrondis à 14 000 € ;

- Commune de Villedieu-sur-Indre: 137 874 € arrondis à 138 000 €.

Soit un total de 152 000 €.

	NIHERNE	VILLEDIEU	TOTAL	ARRONDI
Indemnité principale	25 242 €	281 550 €	306 792 €	308 000 €
Indemnité de emploi	4 643 €	39 379 €	44 022 €	44 700 €
Indemnité d'éviction agricole	20 192 €	140 723 €	160 915 €	161 000 €
Autres indemnités	14 212 €	137 874 €	152 086 €	152 000 €
Total	64 289 €	599 526 €	663 815 €	665 700 €
Total autres indemnités			357 023 €	357 700 €

Dès lors, la dépense globale pour l'acquisition des emprises foncières de l'opération décrite par le consultant, peut être établie comme suit :

Indemnités principales estimées à : 308 000 €

Les indemnités principales correspondent à la valeur vénale des biens.

Indemnités accessoires (*) et aléas divers estimés à ():** 357 700 €

DÉPENSE TOTALE ESTIMÉE À : 665 700 €

(*) Les indemnités accessoires, calculée forfaitairement au stade de l'évaluation globale et sommaire, comprennent notamment :

- les indemnités de emploi, dues en cas d'acquisition après Déclaration d'Utilité Publique, arbitrées forfaitairement à 44 700 €.

- les indemnités d'éviction, qui pourraient être dues aux exploitants, arbitrées forfaitairement à 161 000 €.

(**) une majoration pour aléas divers a été calculée forfaitairement à 152 000 €.

8 – DURÉE DE VALIDITÉ

L'évaluation contenue dans le présent avis est **valable un an**.

Elle a été établie en fonction des éléments connus du service et notamment des emprises communiquées par le consultant. Une nouvelle consultation serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai d'un an susvisé ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

9 – OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

Cette estimation globale et sommaire ne peut servir de base à des négociations qui ne pourront être menées qu'au vu des seules évaluations détaillées.

Il n'est pas tenu compte dans la présente évaluation des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

Pour le Directeur départemental des Finances publiques et par délégation,
La Responsable du Pôle d'Évaluations domaniales


Anne VIGNAUX